

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/15205]

16 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne des dispositions relatives aux aînés

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé ;

Vu l'arrêté royal du 21 septembre 2004 fixant les normes pour l'agrément spécial comme maison de repos et de soins ou comme centre de soins de jour et comme centre pour lésions cérébrales acquises ;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 3 décembre 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 décembre 2018 ;

Vu la décision du 11 février 2019 de l'organe de concertation intra-francophone de ne pas remettre d'avis ;

Vu l'avis de la Commission wallonne des aînés, donné le 29 janvier 2019 ;

Vu l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 19 février 2018 ;

Vu le rapport du 13 décembre 2018 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 4 avril 2019, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modificatives*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. A l'article 1^{er} du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est abrogé ;

2° un 2/1° rédigé comme suit est inséré :

« 2/1° Agence : Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles ».

Art. 3. Dans le même Code, le titre VI du livre II de la première partie, comportant l'article 7, est abrogé.

Art. 4. Dans l'intitulé de la section 1^{re} du chapitre 1^{er} du titre I^{er} du livre VI de la deuxième partie du même Code, le mot « soixante » est remplacé par le mot « septante ».

Art. 5. L'article 1396 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1396. § 1^{er}. L'hébergement ou l'accueil dans les établissements pour aînés est réservé aux personnes âgées de septante ans au moins, à raison de 90 % des places agréées par établissement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'hébergement ou l'accueil des personnes âgées de moins de 70 ans dans un établissement d'hébergement et d'accueil pour aînés, lorsqu'il dépasse le pourcentage visé à l'alinéa 1^{er}, est soumis à l'autorisation du Ministre ou de son délégué, sur la base d'une demande motivée de l'établissement, préalablement à l'admission.

§ 2. Par dérogation au paragraphe premier, sont autorisés :

1° l'hébergement des personnes âgées de moins de septante ans dans les places de maisons de repos et de soins qui bénéficient d'un agrément spécial comme centre pour lésions cérébrales acquises au sens des articles 1140/1 à 1440/10 et, plus particulièrement, des dispositions fixant les normes pour l'agrément spécial comme maison de repos ou de soins ou comme centre de soins de jour ou comme centre pour lésions cérébrales acquises ;

2° l'hébergement des personnes âgées de moins de septante ans dans les résidences services, les centres d'accueil de jour et les centres de soins de jour, pour autant que les personnes âgées concernées aient atteint leur soixantième anniversaire ;

3° l'hébergement des personnes âgées de moins de septante ans dans le cadre des Conventions passées avec l'Institut National d'Assurance Maladie Invalidité (INAMI) relatives à l'organisation et au financement d'un programme de prise en charge de patients souffrant de sclérose en plaques ou de sclérose latérale amyotrophique en phase avancée et/ou relative à l'organisation et au financement d'un programme de prise en charge de patients souffrant de la maladie de Huntington en phase avancée. ».

Art. 6. Dans l'article 1398, 2°, et l'article 1399, alinéas 1^{er}, 3, 4 et 5, du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, le mot « administration » est chaque fois remplacé par le mot « Agence ».

Art. 7. A l'article 1400 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « administration » est remplacé par le mot « Agence » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « ne doit pas être autorisée » sont remplacés par les mots « n'est pas autorisée ».

Art. 8. Dans la section 2 du chapitre 1^{er} du titre I^{er} du livre VI de la deuxième partie du même Code, il est inséré une sous-section 1^{re}/1, comportant les articles 1402/1 à 1402/10, rédigée comme suit :

« Sous-section 1^{re}/1. Normes relatives aux prix

Art. 1402/1. Pour l'application de la présente sous-section, l'on entend par :

1° établissement : l'établissement pour aînés défini à l'article 334, 2°, a) à g), du Code décrétal ;

2° services : toutes les prestations de services à l'exclusion de celles fournies en exécution d'un contrat de louage de travail, d'emploi, d'apprentissage ou de louage de services domestiques ;

3° fournitures : les produits, matières, denrées et marchandises ;

4° marge : la différence entre le prix de vente et le prix d'achat d'une fourniture ou d'un service, exprimée en pourcentage sur le prix d'achat ;

5° agents commissionnés : les agents visés à l'article 366, § 2, du Code décrétal ;

6° jour : jour calendrier, soit tous les jours de la semaine, y compris les week-ends et les jours fériés ;

7° premier prix : la facturation directe au résident du prix de base pour l'accueil en établissement, en ce compris les suppléments.

Art. 1402/2. § 1^{er}. Tout établissement notifie pour information son premier prix sur la base d'un dossier explicatif pour tout nouvel établissement, extension et reconditionnement. Le premier prix ne peut faire l'objet d'aucune ristourne durant les six mois qui suivent la notification faite à l'Agence sur le premier prix.

§ 2. Un établissement ne peut appliquer une hausse de prix ou de marges que moyennant demande préalable à l'Agence.

Art. 1402/3. § 1^{er}. Toute demande de hausse de prix ou de marges est envoyée à l'Agence par envoi recommandé avec accusé de réception.

§ 2. Pour être recevable, la demande contient les informations suivantes :

1° le numéro d'entreprise, la forme juridique, le nom et l'adresse du gestionnaire, défini à l'article 334, alinéa 1^{er}, 3°, du Code décrétal ;

2° le numéro du titre de fonctionnement, le numéro d'unité d'exploitation, la dénomination et l'adresse de l'établissement ;

3° la nature et les spécifications des services et fournitures ainsi que le chiffre d'affaires concerné ;

4° les prix actuels et demandés et leur date d'application ;

5° les ristournes accordées ;

6° un aperçu du personnel occupé au moment de la demande et un aperçu du personnel occupé au cours des trois années qui précèdent la demande, en équivalents temps plein ;

7° la justification détaillée sur la base de chiffres commentés de la hausse demandée ;

8° les comptes annuels de l'établissement pour les trois derniers exercices clôturés et, le cas échéant, les comptes d'exploitation de la division concernée ;

9° un aperçu détaillé de toutes les interventions et subsides accordés par les autorités fédérales, régionales ou communautaires ;

10° le nombre de journées d'hébergement ou d'accueil facturées aux résidents sur les trois années précédant la demande.

Pour introduire la demande de hausse, le gestionnaire utilise le formulaire disponible sur le site de l'Agence et sur le site : socialsante.wallonie.be.

Lorsque la demande n'est pas complète, l'Agence en avertit le gestionnaire par envoi recommandé dans les quinze jours qui suivent la date de la réception de la demande en indiquant les données manquantes. Le délai de soixante jours prévu à l'article 1402/4 commence à courir uniquement à partir de la date de la réception par l'Agence de toutes les données requises.

§ 3. La hausse du prix d'hébergement ou d'accueil ne peut pas, sur une année civile, dépasser cinq pour cent au-delà de l'indexation des prix à la consommation survenue depuis la dernière augmentation de prix.

Art. 1402/4. § 1^{er}. Dans les soixante jours qui suivent la réception de la demande complète, attesté par l'accusé de réception visé à l'article 1402/3, § 1^{er}, la décision du Ministre relative à la hausse des prix d'hébergement ou d'accueil et des marges est notifiée au demandeur par envoi recommandé.

§ 2. L'établissement notifie les prix d'hébergement ou d'accueil et les pourcentages de marges autorisés et leur date d'application aux résidents, aux personnes accueillies ou à leurs représentants. Il adresse copie de cette notification à l'Agence. Il peut appliquer la hausse des prix d'hébergement ou d'accueil et des marges autorisée au plus tôt le trentième jour qui suit celui de sa notification.

§ 3. En l'absence d'une décision notifiée dans les soixante jours qui suivent la réception de la demande complète, l'établissement peut appliquer la hausse des prix d'hébergement ou d'accueil et des marges demandée dans les conditions énumérées au paragraphe 2.

Art. 1402/5. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 1402/2 et 1402/3, §§ 1^{er} et 2, le gestionnaire notifie par envoi recommandé avec accusé de réception à l'Agence la hausse des prix d'hébergement ou d'accueil ainsi que des suppléments qui sera appliquée par l'établissement lorsque cette hausse se limite au plus à un pourcentage qui correspond à une adaptation linéaire du prix à l'indice des prix à la consommation sur une période de maximum trente-six mois précédant le mois au cours duquel la notification est réceptionnée.

La période de trente-six mois est limitée au mois précédant soit la dernière décision du Ministre, soit la réception de la dernière notification effectuée au sens du présent article. En l'absence d'une décision du Ministre, la période de trente-six mois est limitée par la date de la notification des prix appliqués par l'établissement.

§ 2. La notification mentionne les prix d'hébergement ou d'accueil et des suppléments et leur date d'application, les nouveaux prix d'hébergement ou d'accueil et leur date d'application, ainsi que le pourcentage de hausse, arrondi à deux décimales. La notification s'effectue au moyen d'une lettre-type disponible sur le site socialsante.wallonie.be.

En l'absence d'un refus de l'Agence dans les trente jours qui suivent la réception de la notification, l'établissement notifie la hausse et sa date d'application à l'Agence, aux résidents ou leurs familles ou aux personnes accueillies ou leurs représentants. Il peut appliquer la hausse notifiée au plus tôt le trentième jour qui suit le jour de la notification.

Art. 1402/6. § 1^{er}. Les prix des services et fournitures qui peuvent être considérés comme nouveaux sont notifiés à l'Agence au plus tard quinze jours avant leur mise en application.

Cette notification s'effectue par envoi recommandé avec accusé de réception en indiquant les mentions " notification de service nouveau " ou " notification de fourniture nouvelle ".

En l'absence d'un refus de l'agence dans les quinze jours qui suivent la date de la réception de la notification, le service ou fourniture sera considéré comme nouveau.

§ 2. Ne peuvent pas être considérés comme nouveaux :

1° les services ou fournitures qui ont un similaire ou un correspondant existant dans l'établissement ;

2° l'offre de services ou de fournitures qui font l'objet d'une cession d'activités ou d'une reprise d'activités après une liquidation ou faillite d'un établissement.

Art. 1402/7. Toute hausse de prix appliquée aux résidents qui sont transférés dans un nouveau bâtiment, une nouvelle extension, un bâtiment existant transformé, fait l'objet soit d'une demande de hausse de prix sur la base de l'article 1402/2 et 1402/3, soit d'une notification de hausse de prix sur la base de l'article 1402/5.

Art. 1402/8. Sur demande de l'Agence, l'établissement fournit toutes informations relatives à l'évolution des prix.

Art. 1402/9. Les infractions aux dispositions de la présente sous-section sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions des articles 366, § 2, 369 à 377 du Code décretaal et de la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix.

Art. 1402/10. Sans préjudice des dispositions applicables aux recours devant le Conseil d'Etat, l'établissement qui souhaite contester la décision du Ministre peut introduire auprès de l'Agence une demande de révision de la décision ministérielle sur la base de nouveaux éléments. La demande est alors considérée comme nouvelle et traitée conformément aux articles 1402/3 et 1402/4. ».

Art. 9. A l'article 1403 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014 et par le décret du 21 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « et aux maisons de repos et de soins » sont insérés entre les mots « aux maisons de repos » et les mots « , aux résidences-services » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « ou atteints de troubles cognitifs majeurs ou diagnostiqués dément » sont insérés entre les mots « désorientés » et les mots « est réalisé ».

Art. 10. Dans l'article 1404, alinéa 1^{er}, 3^o et 4^o, du même Code, le mot « lits » est chaque fois remplacé par le mot « places ».

Art. 11. A l'article 1405 du même Code, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 4 décembre 2014 et 18 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « le Ministre peut accorder des dérogations aux normes » sont remplacés par les mots « L'Agence accepte un écart inférieur ou égal à dix pourcents des normes concernant les surfaces et les métrés des bâtiments, tels que fixés dans les annexes 120 à 122, sur la totalité du bâtiment et par chambre » ;

2° à l'alinéa 1^{er}, les mots « sur base d'un avis de l'administration et après avis de la Commission » sont abrogés ;

3° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Ministre peut accorder des dérogations supérieures aux normes concernant le bâtiment fixées dans l'annexe 120, exceptés les points 13.2 et 15.5, les annexes 121 et 122 sur la base d'un avis de l'Agence. » ;

4° à l'alinéa 2, 4^o, le mot « lits, » est abrogé ;

5° à l'alinéa 4, le mot « administration » est chaque fois remplacé par le mot « Agence » ;

6° l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« L'Agence instruit la demande dans un délai de trois mois suivant l'introduction de la demande à partir du moment où celle-ci est complète et transmet son avis au Ministre, lequel statue dans les trois mois. » ;

7° l'alinéa 6 est abrogé.

Art. 12. La section 3 du chapitre 1^{er} du titre 1^{er} du livre VI de la deuxième partie du même Code, comportant les articles 1406 à 1409, est abrogée.

Art. 13. A l'article 1410 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « lits » est chaque fois remplacé par le mot « places » ;

2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« A dater du 1^{er} janvier 2019 et pour une période de dix ans, la capacité maximale visée à l'alinéa 1^{er} est augmentée de 1.130 unités au premier janvier de chaque année. Une unité correspond à une place en maison de repos.

Dans les limites budgétaires fixées par le Gouvernement, la Commission « Accueil et hébergement des personnes âgées » instituée par l'article 15, § 1^{er}, du Code décretaal peut définir, dans le cadre de la convention visée à l'article 15, § 2, 1^o, du même Code, des règles d'équivalence des unités vers d'autres dispositifs d'accueil et d'hébergement des personnes âgées, ainsi que la répartition des unités entre dispositifs. ».

Art. 14. A l'article 1411 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « lits » est chaque fois remplacé par le mot « places » ;

2° le mot « septante-cinq » est chaque fois remplacé par le mot « quatre-vingts » ;

3° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour le calcul visé à l'alinéa 2, pour les arrondissements frontaliers avec la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg, il n'est pas tenu compte dans le nombre de places bénéficiant d'un titre de fonctionnement ou d'un accord de principe dans l'arrondissement frontalier, des places occupées par un ressortissant non belge. Le calcul du nombre de places occupées par un ressortissant non belge s'effectue sur une période de référence allant du 1^{er} juillet au 30 juin de l'année qui précède. ».

Art. 15. A l'article 1412 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « lits » est chaque fois remplacé par le mot « places » ;

2° les mots « cent cinquante » sont chaque fois remplacés par les mots « deux cents ».

Art. 16. A l'article 1413 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « lits » est chaque fois remplacé par le mot « places ».

2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« A dater du 1^{er} janvier 2019 et pour une période de dix ans, la capacité maximale visée à l'alinéa 1^{er} est augmentée de 48 unités au premier janvier de chaque année. ».

Art. 17. A l'article 1414 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « lits » est chaque fois remplacé par le mot « places » ;

2° le mot « septante-cinq » est chaque fois remplacé par le mot « quatre-vingts ».

Art. 18. Dans l'article 1415 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, le mot « lits » est chaque fois remplacé par le mot « places ».

Art. 19. Dans l'article 1416 du même Code, le mot « septante-cinq » est remplacé par le mot « quatre-vingts ».

Dans l'article 1416 du même Code, les mots « trois virgule neuf » sont remplacés par les mots « six virgule un ».

Art. 20. A l'article 1417 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « septante-cinq » est remplacé par le mot « quatre-vingts » ;

2° le mot « trois » est remplacé par le mot « cinq ».

Art. 21. Dans l'article 1418 du même Code, le mot « administration » est remplacé par le mot « Agence ».

Art. 22. Dans l'article 1419 du même Code, le mot « administration » est chaque fois remplacé par le mot « Agence ».

Art. 23. A l'article 1420 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « Administration » est chaque fois remplacé par le mot « Agence » ;

2° à l'alinéa 1^{er}, les mots « et communique le dossier complet accompagné de ses observations à la Commission » sont abrogés.

Art. 24. Dans l'article 1421 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, le mot « administration » est remplacé par le mot « Agence ».

Art. 25. A l'article 1422 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « lits » est chaque fois remplacé par le mot « places » ;

2° l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « et au paragraphe 2 » ;

3° les alinéas 1^{er} et 2 formeront le paragraphe 1^{er} ;

4° dans ce paragraphe 1^{er}, les mots « le Ministre peut statuer » sont remplacés par « le Ministre statue ».

5° il est complété par les paragraphes 2 et 3 rédigés comme suit :

« § 2. En plus des critères visés à l'article 349 du Code décretaal, il est tenu compte pour l'octroi d'accord de principe pour l'ensemble des établissements d'accueil et d'hébergement pour aînés des critères suivants :

1° la place dans le classement des arrondissements par rapport au coefficient X visé à l'article 1411, alinéa 2, 1°, du Code, dans le sens de l'arrondissement le plus déficitaire vers le moins déficitaire ;

2° au sein de chaque arrondissement l'ancienneté des demandes, de la plus ancienne à la plus récente. ;

3° la prise en compte de l'arrondissement suivant dès que l'arrondissement précédent n'est plus déficitaire, ou, à défaut, dès que le nombre de places accordé dans l'arrondissement répond aux demandes.

L'Agence analyse les demandes sur la base d'une grille de lecture reprenant l'ensemble des critères déterminé par le Gouvernement.

§ 3. Par dérogation à l'article 1411, alinéa 3, chaque gestionnaire peut transférer ses places en accord de principe d'un arrondissement à un autre arrondissement même si le second arrondissement ne présente pas davantage de retard que le premier par rapport au coefficient X. ».

Art. 26. A l'article 1423 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « lits » est chaque fois remplacé par le mot « places » ;

2° le mot « administration » est remplacé par le mot « Agence ».

Art. 27. A l'article 1424 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots « annexe 1^{re} - Maisons de repos et de soins de l'arrêté royal du 21 septembre 2004 fixant les normes pour l'agrément spécial comme maison de repos et de soins ou comme centre de soins de jour ou comme centre pour lésions cérébrales acquises » sont remplacés par les mots « annexe 120 » ;

2° le mot « lits » est chaque fois remplacé par le mot « places » ;

3° le mot « administration » est chaque fois remplacé par le mot « Agence ».

Art. 28. A l'article 1425 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « Administration » est remplacé par le mot « Agence » ;

2° à l'alinéa 3, les mots « de l'avis rendu par la Commission wallonne des Aînés » sont remplacés par les mots « de la recevabilité de la demande ».

Art. 29. A l'article 1426 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots « annexe 2 - Centre de soins de jour de l'arrêté royal du 21 septembre 2004 fixant les normes pour l'agrément spécial comme maison de repos et de soins ou comme centre de soins de jour ou comme centre pour lésions cérébrales acquises » sont remplacés par « annexe 122, chapitre IX et X » ;

2° à l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « d'un nombre de » sont remplacés par « d'au moins un » et le mot « résidents » est remplacé par le mot « résident fortement dépendant ou diagnostiqué dément » ;

3° le mot « Administration » est chaque fois remplacé par le mot « Agence » ;

4° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le nombre de place sollicitée peut être égal ou supérieur au nombre de résidents fortement dépendants ou diagnostiqués déments présentant une perte limitée d'autonomie physique présents. Les places qui ne sont pas occupées un minimum de six mois en moyenne chaque année ou dix-huit mois sur une période de trois années consécutives font l'objet d'une récupération. Les modalités de cette récupération sont définies par le Ministre. ».

Art. 30. A l'article 1427 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « lits ou de » sont abrogés ;

2° à l'alinéa 2, le mot « administration » est remplacé par le mot « Agence ».

Art. 31. L'article 1428 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1428. Dans les cas visés à l'article 351 du Code décretaal, le gestionnaire introduit auprès de l'Agence, au plus tard six mois avant l'échéance de l'accord de principe, un mémoire justifiant de la nécessité de proroger l'accord de principe au-delà de cinq ans.

Ce mémoire comprend au moins les éléments suivants :

1° le relevé des démarches administratives effectuées depuis l'octroi de l'accord de principe ;

2° le descriptif et les documents relatifs aux résultats déjà obtenus à la suite de ces démarches ;

3° la liste des démarches qui sont encore à effectuer et l'estimation de leurs délais de réalisation et d'aboutissement ;

4° le cas de force majeure pour lequel le délai de cinq ans ne peut pas être respecté ;

5° la date estimée de la mise en fonctionnement.

Les démarches administratives visées à l'alinéa 1^{er} concernent notamment les avis ou les autorisations préalables requises dans le cadre de la tutelle, les demandes de subventions aux infrastructures et les demandes de permis d'urbanisme. Ce mémoire est adressé à l'Agence par envoi recommandé ou par tout moyen conférant date certaine à l'envoi.

Si la demande n'est pas accompagnée de tous les documents justificatifs ou de toutes les données mentionnées à l'alinéa 2, le demandeur en est avisé par l'Agence endéans le mois. Dans ce cas le demandeur dispose d'un délai d'un mois pour fournir les documents ou les données manquants. À défaut la demande est réputée irrecevable.

Le Ministre statue dans un délai de trois mois à partir du moment où la demande est recevable. ».

Art. 32. L'article 1429 du même Code, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 1429. § 1^{er}. Un gestionnaire relevant d'un secteur au sens de l'article 345, 3°, du Code décretaal peut s'associer pour confier la gestion de ses places en accord de principe à un gestionnaire relevant d'un autre secteur par la conclusion d'une convention de partenariat et à la condition de maintenir la qualité de prise en charge, l'accessibilité financière et la mixité sociale.

§ 2. Sans préjudice du chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale et dans le respect du chapitre IV, du titre III du livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif aux ASBL communales, la conclusion d'une convention de partenariat entre secteurs implique la mise en place d'une asbl de cogestion des places dont la gestion est transférée.

La convention de partenariat est établie sur la base du modèle prévu à l'annexe 118/1 et doit préciser au minimum :

1° les apports des différents partenaires ;

2° les normes d'encadrement existantes au sein du nouvel établissement ;

3° l'obligation de se soumettre au prix conventionné et à l'accessibilité financière ;

4° le secteur dont relèvent les places ;

5° les règles de sortie du partenariat.

§ 3. La conclusion de la convention n'entraîne pas de transfert des places du quota d'un secteur vers celui d'un autre. ».

Art. 33. Dans l'article même 1431 du Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, le mot « administration » est remplacé par le mot « Agence ».

Art. 34. Dans l'article même 1432 du Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, le mot « Administration » est chaque fois remplacé par le mot « Agence ».

Art. 35. Dans l'article 1435 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les mots « doivent être réalisés » sont remplacés par les mots « sont à réaliser ».

Art. 36. A l'article 1436 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « administration » est chaque fois remplacé par le mot « Agence » ;

2° à l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots « ainsi, le cas échéant, des normes fédérales visant les maisons de repos et de soins » sont abrogés ;

3° le mot « lits » est chaque fois remplacé par le mot « places ».

Art. 37. A l'article 1437 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « administration » est chaque fois remplacé par le mot « Agence » ;

2° il est complété par un 11° rédigé comme suit :

« 11° les conventions établies avec les copropriétaires si la résidence-services est en copropriété. ».

Art. 38. Dans l'article 1438/1 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les mots « doit posséder » sont remplacés par le mot « possède ».

Art. 39. Dans l'article 1439 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, le mot « administration » est chaque fois remplacé par le mot « Agence ».

Art. 40. Dans le chapitre IV du titre I^{er} du livre VI de la deuxième partie du même Code, il est inséré une section 5/1, comportant les articles 1440/1 à 1440/9, rédigée comme suit :

« Section 6. — Dispositions relatives à l'agrément spécial

« Art. 1440/1. Un agrément spécial comme maison de repos et de soins peut être accordé aux institutions qui proposent une structure de soins de santé qui prend en charge des personnes fortement dépendantes et nécessitant des soins.

Sont susceptibles d'obtenir l'agrément spécial comme maison de repos et de soins :

1° les maisons de repos ;

2° les services résidentiels convertis au sens de l'article 170 de la loi sur les hôpitaux.

Art. 1440/2. Un agrément spécial comme centre de soins de jour peut être accordé :

1° soit pour l'accueil de personnes âgées dépendantes telles que visées à l'article 148*bis*, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 ;

2° soit pour l'accueil de personnes souffrant d'une maladie grave, telles que visées à l'article 148*bis*, alinéa 2, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 précité, à savoir les personnes qui, quel que soit leur âge, soit répondent à tous les critères mentionnés aux points 1° à 5°, soit répondent aux conditions visées à l'article 3 de l'arrêté royal du 2 décembre 1999 déterminant l'intervention de l'assurance soins de santé obligatoire pour les médicaments, le matériel de soins et les auxiliaires pour les patients palliatifs à domicile visés à l'article 34, 14°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

Art. 1440/3. Un agrément spécial comme centre de soins de jour pour personnes âgées dépendantes telles que visées à l'article 1440/2, 1°, peut être accordé aux institutions offrant une structure de soins de santé qui prend en charge pendant la journée des personnes fortement dépendantes nécessitant des soins et qui apporte le soutien nécessaire au maintien de ces personnes à domicile.

Un agrément spécial comme centre de soins de jour pour personnes souffrant d'une maladie grave telles que visées à l'article 1440/2, 2°, peut être accordé aux établissements offrant une structure de soins qui accueillent en journée des personnes souffrant d'une maladie grave nécessitant des soins adaptés et qui apportent le soutien nécessaire au maintien de ces personnes à domicile.

Sont pris en considération pour l'agrément spécial comme centre de soins de jour visés aux alinéas 1^{er} et 2 :

1° les maisons de repos ayant un titre de fonctionnement et disposant de places ou non en qualité de maison de repos et de soins ;

2° les services résidentiels convertis, ayant un titre de fonctionnement en qualité de maison de repos et de soins.

Art. 1440/4. Un agrément spécial comme centre pour lésions cérébrales acquises peut être accordé aux établissements offrant une structure de soins de santé qui prend en charge des personnes fortement dépendantes de soins, atteintes d'une lésion cérébrale acquise.

Sont susceptibles d'obtenir l'agrément spécial comme centre pour lésions cérébrales acquises :

- 1° les maisons de repos ayant un titre de fonctionnement en qualité de maison de repos et de soins ;
- 2° les services résidentiels convertis, ayant un titre de fonctionnement en qualité de maison de repos et de soins.

Art. 1440/5. L'agrément spécial comme maison de repos et de soins peut porter :

- 1° soit sur l'ensemble des places d'un établissement visé à l'article 1440 ;
- 2° soit sur une partie de celles-ci.

Art. 1440/6. L'agrément spécial comme centre pour lésions cérébrales acquises peut porter sur une partie des établissements visés à l'article 1440/3, alinéa 2.

Art. 1440/7. Les normes auxquelles il faut satisfaire pour obtenir et conserver l'agrément spécial comme maison de repos et de soins, sont fixées à l'annexe 120.

Art. 1440/8. Les normes auxquelles il faut satisfaire pour obtenir et conserver l'agrément spécial comme centre de soins de jour sont fixées à l'annexe 122. Un agrément spécial comme centre de soins de jour pour personnes âgées dépendantes est accordé et conservé pour autant qu'il soit satisfait aux normes définies à l'annexe 122, chapitre IX. Un agrément spécial comme centre de soins de jour pour personnes souffrant d'une maladie grave est accordé et conservé pour autant qu'il soit satisfait aux normes définies à l'annexe 122, chapitre X.

L'agrément spécial comme centre de soins de jour est distinct de l'agrément comme maison de repos ou de l'agrément spécial comme maison de repos et de soins.

Le nombre de places agréées d'un centre de soins de jour est mentionné dans la décision d'agrément qui précise également s'il s'agit d'un agrément comme centre de soins de jour pour personnes âgées dépendantes ou d'un agrément comme centre de soins de jour pour personnes souffrant d'une maladie grave.

Art. 1440/9. Les normes complémentaires auxquelles satisfait une maison de repos et de soins pour obtenir et conserver l'agrément spécial comme centre pour lésions cérébrales acquises, sont fixées dans l'annexe 120, chapitre XVI.

Pour la partie de l'établissement concernée par l'agrément spécial visé, la maison de repos et de soins satisfait aux normes visées à l'annexe 120, à l'exception des normes fixées aux points 24.1, 1° et 2°, 24.12 1°, j), B24. 2°, d), 24.2., 3°, a), (2) et 24.2 10°, c).

L'agrément spécial comme centre pour lésions cérébrales acquises est distinct du titre de fonctionnement en qualité de maison de repos ou du titre de fonctionnement en qualité de maison de repos et de soins.

Le nombre de places agréés d'un centre pour lésions cérébrales acquises est mentionné dans l'arrêté de titre de fonctionnement. ».

Art. 41. Dans le titre I^{er} du livre VI de la deuxième partie du même Code, l'intitulé du chapitre V est remplacé par ce qui suit : « Qualité, contrôle et sanctions ».

Art. 42. Dans le chapitre V du titre I^{er} du livre VI de la deuxième partie du même Code, il est inséré une section 0, comportant l'article 1440/1, rédigée comme suit :

« Section 0. — Qualité

Art. 1440/10. Chaque établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés s'implique dans une démarche qualité et d'amélioration continue des pratiques qui sont traduit notamment dans le « Projet de vie ».

Afin de vérifier l'atteinte des objectifs visés dans le cadre de la démarche qualité et d'amélioration continue, deux formes d'évaluation sont mises en place :

- 1° une démarche d'auto-évaluation de la qualité, au sein de chaque établissement ;
- 2° une évaluation effectuée en vertu de l'article 1441 par les services de l'Agence ; cette évaluation peut cibler sur des thématiques particulières, en concertation avec le secteur.

La mise en œuvre de la démarche qualité répond aux besoins des résidents pour leur assurer un bien-être optimal et soutenir leur autonomie.

La démarche qualité et démarche d'amélioration continue implique l'amélioration permanente des pratiques et de l'ensemble des services mis à disposition des résidents et des professionnels et porte notamment sur l'ergonomie des espaces de vie, la qualité de vie des résidents, la qualité au travail, le rôle et les missions du médecin coordinateur.

Tous les deux ans, chaque directeur de chaque établissement établit son plan de la qualité en fixant entre trois et huit objectifs d'amélioration en concertation avec le gestionnaire, le personnel et les résidents. Ces derniers peuvent demander que la concertation soit élargie à un membre de leur famille ou de leur entourage.

Dans la fixation des objectifs, il est tenu compte des spécificités et des particularités de chaque établissement.

Le plan développe :

- 1° une déclinaison des objectifs en actions ainsi que les délais dans lesquels ils doivent être atteints ;
- 2° la définition d'indicateurs, afin d'évaluer et de comparer l'atteinte des objectifs et d'aider à la prise de décisions et à la fixation d'objectifs.

Tous les ans, chaque directeur évalue l'état d'avancement des objectifs.

Tous les deux ans, un bilan est réalisé par le directeur auprès du gestionnaire, du personnel et des résidents et de leur entourage. L'objectif est de vérifier que le plan d'action a bien été mis en œuvre et que les résultats obtenus sont cohérents avec les objectifs initiaux fixés. Les objectifs qui ne sont pas atteints font l'objet de la concertation visé au quatrième alinéa.

Le Ministre précise les modalités et les outils de la procédure d'amélioration de la qualité et de son évaluation. ».

Art. 43. L'article 1441 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1441. Le Ministre arrête le modèle de rapport visé à l'article 365 du Code décretaal et les modalités de sa transmission.

Ce rapport concerne :

- 1° le respect des normes de fonctionnement détaillées dans les annexes 120 à 123 ;
- 2° le projet de vie en maison de repos et en maison de repos et de soins visé à l'article 43 ;
- 3° la qualité telle que visée à la section 0.

L'Agence en fait la synthèse et formule au Ministre des recommandations ».

Art. 44. A l'article 1443 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « administration » est chaque fois remplacé par le mot « Agence » ;

2° à l'alinéa 5, les mots « et transmet, dans les quinze jours ouvrables, le dossier à la Commission qui formule son avis » sont remplacés par « pour avis au Ministre ».

Art. 45. A l'article 1444 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « administration » est remplacé par le mot « Agence » ;

2° les mots « qui suivent l'avis de la Commission » sont remplacés par les mots « de la rédaction de l'avis et du rapport ».

Art. 46. Dans l'article 1444/1 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, le mot « administration » est chaque fois remplacé par le mot « Agence ».

Art. 47. Dans l'article 1445 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, le mot « administration » est remplacé par le mot « Agence ».

Art. 48. Dans l'article 1446 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, le mot « administration » est remplacé par le mot « Agence ».

Art. 49. Dans l'article 1447 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, le mot « administration » est chaque fois remplacé par le mot « Agence ».

Art. 50. Dans l'article 1448 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, le mot « administration » est remplacé par le mot « Agence ».

Art. 51. A l'article 1450 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « administration » est chaque fois remplacé par le mot « Agence » ;

2° à l'alinéa 6, les mots « transmet, dans les quinze jours ouvrables, le dossier à la Commission qui formule son » sont remplacés par le mot « un ».

Art. 52. A l'article 1451 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « administration » est remplacé par le mot « Agence » ;

2° les mots « qui suivent l'avis de la Commission » sont remplacés par les mots « de la rédaction du rapport et de l'avis ».

Art. 53. Dans l'article 1452 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, le mot « administration » est remplacé par le mot « Agence ».

Art. 54. A l'article 1453 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « administration » est chaque fois remplacé par le mot « Agence » ;

2° à l'alinéa 7, les mots « par l'Agence » sont insérés après le mot « contrainte » ;

3° à l'alinéa 7, la phrase « A cette fin, le dossier est transmis au Département de la Trésorerie de la Direction générale transversale Budget, Logistique, Technologies de l'Information et de la Communication en vue du recouvrement du montant de cette amende. » est abrogée.

Art. 55. Dans l'article 1454 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, le mot « administration » est remplacé par le mot « Agence ».

Art. 56. L'article 1457 du même Code est abrogé.

Art. 57. Dans le Livre VI de la deuxième partie du même Code, le titre II, comportant les articles 1458 à 1503, est abrogé à la même date que celle qui sera fixée en exécution de l'article 32 du décret du 14 février 2019 relatif à l'aide aux aînés et portant modification du livre V du Code wallon de l'action sociale et de la santé.

Aucune nouvelle demande s'appuyant sur les articles 1458 à 1503 du même Code ne peut valablement être introduite postérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 58. Dans le livre VI de la deuxième partie du même Code, il est inséré un titre II/1, comportant les articles 1503/1 à 1503/21, rédigé comme suit :

« Titre II/1. — Financement des infrastructures

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 1503/1. Pour l'application du présent titre, l'on entend par :

1° la convention : la convention conclue entre les organismes assureurs et les fédérations telle que prévue à l'article 1^{er}, 5°, du Code décrétal ;

2° l'établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés : l'établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés tel que visé à l'article 410/1, 6°, du Code décrétal ;

3° le prix de location : le prix tel que visé à l'article 410/1, 13°, du Code décrétal ;

4° le juste prix : le juste prix tel que visé à l'article 410/1, 12°, du Code décrétal ;

5° le nombre de places retenues : le nombre de places théorique visant le calcul du juste prix et du diviseur portant sur le prix de location ;

6° la journée passée : la journée d'hébergement du résident dans l'établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés, au sens de la convention d'hébergement conclue entre le gestionnaire et le résident.

CHAPITRE II. — *Juste prix à la construction*

Art. 1503/2. Le juste prix à la construction est calculé tous les ans pour le 1^{er} janvier par le Ministre.

Art. 1503/3. Le juste prix à la construction correspond à la somme des éléments suivants :

1° le nombre de places en maison de repos et maison de repos et de soins en ce compris le court séjour et les unités adaptées pour personnes désorientées, multiplié par une superficie correspondant à 50 m² par place, à raison de 2.000 euros par m² ;

2° le nombre de places en centre d'accueil de jour en ce compris les places en centre de soins de jour, multiplié par une superficie correspondant à 40 m² par place, à raison de 1.500 euros par m².

Art. 1503/4. Le montant de la valeur par m² des éléments repris à l'article 1503/3, 1° et 2°, est indexé annuellement, au 31 décembre sur la base de la formule suivante:

$$P_{\tau,t} = P_{\tau,2016} \times \left(0,5 \times \frac{S_t}{S_{2016}} + 0,5 \times \frac{M_t}{M_{2016}} \right)$$

Où $P_{\tau,2016}$ = montant de la valeur des éléments τ repris aux articles 1503/3 1° et 2° en année 2016, soit 2.000 euros par m² pour les places en maisons de repos et de soins en ce compris le court séjour et les unités adaptées pour personnes désorientées et de 1.500 euros par m² pour les places en centre d'accueil de jour en ce compris les places en centre de soins de jour ;

$P_{\tau,t}$ = montant de la valeur des éléments τ repris aux articles 1503/3, 1° et 2°, en année t , indexés selon la formule ci-dessus reprise ;

S_t = indice du coût de la main-d'œuvre au premier trimestre de l'année t , tel que calculé par le SPF Economie ;

S_{2016} = indice du coût de la main-d'œuvre au premier trimestre de l'année 2016, tel que calculé par le SPF Economie ;

M_t = indice des prix à la production dans la construction au premier trimestre de l'année t , tel que calculé par le SPF Economie ;

M_{2016} = indice des prix à la production dans la construction au premier trimestre de l'année 2016, tel que calculé par le SPF Economie ;

Et où pour $2016 \leq i < t$, quel que soit l'année i ,

si $S_t < \text{Max}(S_i)$, alors $P_{\tau,t} = P_{\tau,2016} \times \left(0,5 \times \frac{\text{Max}(S_i)}{S_{2016}} + 0,5 \times \frac{M_t}{M_{2016}} \right)$;

si $M_t < \text{Max}(M_i)$, alors $P_{\tau,t} = P_{\tau,2016} \times \left(0,5 \times \frac{S_t}{S_{2016}} + 0,5 \times \frac{\text{Max}(M_i)}{M_{2016}} \right)$;

si $S_t < \text{Max}(S_i)$ et $M_t < \text{Max}(M_i)$, alors $P_{\tau,t} = P_{\tau,2016} \times \left(0,5 \times \frac{\text{Max}(S_i)}{S_{2016}} + 0,5 \times \frac{\text{Max}(M_i)}{M_{2016}} \right)$.

Où : S_i = indice du coût de la main-d'œuvre au premier trimestre de l'année i , tel que calculé par le SPF Economie ;

M_i = indice des prix à la production dans la construction au premier trimestre de l'année i , tel que calculé par le SPF Economie.

CHAPITRE III. — *Calcul du nombre de mètres carrés maximum admissible*

Art.1503/5 § 1^{er}. Le nombre de mètres carrés maximum admissible dans le cadre des plans de construction successif est calculé par établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés de la manière suivante : le nombre de mètres carrés maximum résulte de l'addition de la multiplication de chacun des types de places agréés par le nombre de mètres carrés y correspondant, tels que visés à l'article 1503/3, 1° et 2°.

§ 2. Le prix moyen au mètre carré est calculé en divisant le juste prix à la construction de l'établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés calculé conformément à l'article 1503/3, et tenant compte de l'indexation prévue à l'article 1503/4, par le nombre de mètres carrés calculé conformément au paragraphe 1^{er}.

CHAPITRE IV.— *Calcul du prix de location*

Art. 1503/6. § 1^{er}. Chaque année, pour le 1^{er} juillet, le Ministre fixe le prix de location de chaque établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés, calculé en application des articles 410/4 et 410/5 du Code décrétal.

§ 2. En vue de fixer le prix de location, il est procédé l'opération suivante:

1° la première opération correspond au calcul de la partie prix à la construction :

$$C_t = \sum_i^t \left[(p_i \times q_i) \times (1 + TVA_i) \times (1 + 0,05) \times \frac{30 \times \varepsilon_t}{1 - (1 + \varepsilon_t)^{-30}} \right] \times \theta$$

i correspond à l'indice d'année, allant jusque t , t étant l'année en cours et de calcul du prix à la construction ;

p_i = le prix moyen à la construction au mètre carré, tel que défini à l'article 1503/5, § 2, l'année i ;

q_i = le nombre de mètres carrés admis l'année i en suite des calendriers de construction successifs;

$TVA_{i,j}$ = le taux de TVA l'année i ;

ε_t = le taux d'intérêt de référence à 30 ans pour les établissements d'accueil et d'hébergement pour aînés l'année t , du 1^{er} janvier de l'année $t-1$ au 31 décembre de l'année t ;

θ = les pourcentages définis à l'article 410/7 du Code décretaal ;

Et où si $\sum_i^t q_i$ dépasse le nombre de mètres carrés autorisés tel que calculé à l'article 1503/5 § 1^{er}, les mètres carrés et prix valorisables sont considérés en fonction des plus récents acceptés dans le cadre des calendriers de construction successifs ;

2° la deuxième opération correspond au calcul de la partie prix des équipements

$$E_t = \sum_i^t \left[(p_i \times q_i) \times (1 + TVA_i) \times (1 + 0,05) \times \frac{10 \times \delta_t}{1 - (1 + \delta_t)^{-10}} \right] \times \rho$$

Où i correspond à l'indice d'année, allant jusque t , t étant l'année en cours et de calcul du prix à la construction ;

p_i = le prix moyen à la construction au mètre carré tel que défini à l'article 1503/3, § 2, l'année i ;

q_i = le nombre de mètres carrés admis l'année i en suite des calendriers de construction successifs ;

$TVA_{i,j}$ = le taux de TVA l'année i ;

δ_t = le taux d'intérêt de référence à 10 ans pour les établissements d'accueil et d'hébergement pour aînés l'année t , du 1^{er} janvier de l'année $t-1$ au 31 décembre l'année t ;

ρ = les pourcentages définis à l'article 410/8 du Code décretaal ;

Et où si $\sum_i^t q_i$ dépasse le nombre de mètres carrés autorisés p tel que calculé à l'article 1503/5, les mètres carrés et prix valorisables sont considérés en fonction des plus récents acceptés dans le cadre des calendriers de construction successifs ;

§ 3. Le taux d'intérêt de référence est fixé par le Ministre et le Ministre du Budget sur la base du taux d'intérêt moyen du marché.

Le taux d'intérêt moyen du marché est déterminé sur la base de la moyenne des taux d'intérêt fixes pratiqués par les quatre principales institutions bancaires actives dans le secteur des établissements d'accueil et d'hébergement pour aînés, y compris la marge bancaire.

§ 4. Le nombre de mètres carrés total considéré dans le cadre du calcul du prix de location, pour les opérations visées au paragraphe 2, 1° et 2°, ne dépasse jamais, par établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés, le nombre maximum défini à l'article 1503/5.

§ 5. L'établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés qui a introduit dans les plans successifs de construction un nombre de mètres carrés correspondant aux maximums tels que définis à l'article 1503/5, peut uniquement introduire de nouvelle demande dans les plans de construction visés à l'article 1503/7 par la désaffectation de mètres carrés pris en compte dans le cadre du calcul visé au paragraphe 2, 1°.

En cas d'application de l'alinéa 1^{er}, l'Agence procède à la désaffectation des mètres carrés les plus anciens par section pris en considération pour le calcul visé au paragraphe 2, 1°.

CHAPITRE V. — Capacité de facturation et liquidation

Art.1503/7. § 1^{er}. En vertu de l'article 410/11 du Code décretaal, le prix de location annuel tel que calculé en application de l'article 1503/6 est divisé pour obtenir un prix facturable à la journée d'occupation. Le diviseur correspond à la somme des éléments suivants, calculé sur la base du dernier exercice connu de l'Agence. Le nombre de places agréés multipliées, par index de place, par le taux suivant, qui traduit l'occupation des places : 95% x 365 pour les journées d'occupation des places visées à l'article 1503/3, 1°, et 85% x 259 pour les places visées à l'article 1503/3, 2°.

§ 2. Le diviseur est adapté chaque année au 1^{er} juillet par le Ministre.

Art. 1053/8. § 1^{er}. Les établissements d'accueil et d'hébergement pour aînés facturent le prix de location à la journée.

Les modalités de facturation et de prise en compte des journées d'occupation font l'objet d'un accord en Commission « Accueil et hébergement des personnes âgées » instituée par l'article 15, § 1^{er}, du Code décretaal, dans le cadre de la convention visée à l'article 15, § 2, 1°, du même code.

§ 2. Pour les résidents qui relèvent d'un organisme assureur wallon, les établissements d'accueil et d'hébergement pour aînés sont autorisés à facturer le prix de location aux résidents, par l'intermédiaire des organismes assureurs wallons visés à l'article 1, 3°, du Code décretaal.

§ 3. Pour les résidents qui ne relèvent pas d'un organisme assureur wallon, pour lesquels aucune intervention ne peut être facturée sur la base du paragraphe 2, le prix de location est porté à charge du résident.

Les interventions encourues par les CPAS pour couvrir en tout ou en partie le prix de location peuvent être récupérés directement auprès de l'Agence par les CPAS ou tout autre organisme mandaté par le Gouvernement à cet effet.

§ 4. Les modalités de facturation aux résidents et de liquidation du prix de location par les organismes assureurs wallons sont subordonnées à la conclusion, au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté, d'une convention entre les établissements d'accueil et d'hébergement pour aînés et les organismes assureurs wallons, telle que prévue à l'article 1^{er}, 5^o, du Code décretaal. La convention en question est approuvée par le Ministre.

CHAPITRE VI. — *Procédure d'adoption des plans de construction*

Art. 1503/9. Le plan de construction est approuvé par le Gouvernement. Chaque plan comprend, par établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés, les projets retenus pour l'intégration dans le prix de location et un échéancier de cette intégration.

Le Ministre appelle par arrêté ministériel les établissements d'accueil et d'hébergement pour aînés à introduire leurs demandes dans le plan de construction, tout en précisant le délai d'introduction des demandes.

Art. 1503/10 § 1^{er}. L'établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés qui souhaite l'introduction de mètres carrés dans le plan de construction soumet à l'accord du Gouvernement un dossier d'un seul tenant comprenant ses demandes, sous la forme de programmes d'investissement.

Le dossier est transmis par envoi électronique.

§ 2. Le dossier comprend:

1^o la délibération du gestionnaire de l'établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés sur le programme;
2^o une déclaration sur l'honneur au terme de laquelle le maître de l'ouvrage atteste que les travaux n'ont pas été réalisés;

3^o un mémoire détaillé décrivant la situation de l'établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés;

4^o pour chaque programme d'investissement, une description des travaux envisagés, notamment la nature de ces travaux, une estimation du coût nécessaire à leur réalisation hors T.V.A. et hors frais, les esquisses sous la forme de plan, le métré concerné et le phasage envisagé pour leur réalisation comprenant une estimation du temps nécessaire en ce qui concerne les demandes d'accords sur projets, la notification d'attribution de marché de chaque lots et phases, le début de réalisation et la fin de réalisation;

5^o un relevé cadastral du lieu d'implantation de l'établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés ;

6^o un plan directeur détaillant les objectifs poursuivis par l'établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés, indiquant les raisons qui justifient l'exécution des travaux faisant l'objet de la demande ;

7^o un plan financier détaillant le nombre de mètres carrés que l'établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés demande à introduire dans le plan, et la manière dont le maître d'ouvrage assume sa contribution financière au projet sur le long terme ;

8^o la preuve qu'il remplit les conditions prévues à l'article 1503/17.

Le dossier est accompagné d'un résumé explicatif, rédigé sur la base d'un modèle arrêté par l'Agence.

Art. 1503/11. Dans les quarante jours de la réception du dossier, l'Agence délivre au demandeur soit un accusé de réception confirmant que le dossier est complet, si le dossier est complet, soit un avis l'invitant à compléter, dans les trente jours, son dossier, en précisant les pièces manquantes et en l'invitant, si nécessaire, à préciser, dans un dossier technique plus détaillé, certains éléments listés à l'article 1503/10.

À défaut d'envoi d'un accusé de réception dans les délais fixés, le dossier est réputé complet.

Le cas échéant, dans les trente jours de la réception du dossier technique plus détaillé vis à l'alinéa 1^{er}, l'Agence délivre au demandeur soit un accusé de réception si ce dossier est complet soit un avis négatif si le dossier est incomplet.

À défaut d'envoi d'un accusé de réception dans les délais fixés, le projet est réputé complet.

Art. 1503/12. Le Gouvernement arrête les projets retenus dans le cadre du plan de construction. Le plan de construction comprend au minimum, par établissement d'accueil et hébergement pour aînés, le nombre de mètres carrés admissibles pour chaque projet, et une estimation du phasage de l'impact de chaque projet sur la capacité de facturation l'établissement d'accueil et hébergement pour aînés.

CHAPITRE VII. — *Autorisation de facturation*

Art. 1503/13. Le maître de l'ouvrage soumet chaque projet retenu dans le plan de construction à l'accord du Ministre, sous la forme de projets, par lots ou phase.

Sont joints à chaque demande d'accord sur chaque projet :

1^o la délibération du demandeur ;

2^o un certificat d'urbanisme n^o 2 s'il échet ;

3^o le programme des travaux envisagés, concrétisé dans un plan directeur, avec les phases détaillées ;

4^o le choix de mode de passation de marché avec le cas échéant, l'avis de marché ;

5^o le cahier spécial des charges et, le cas échéant, le métré détaillé et les plans d'exécution ;

6^o le rapport du service régional d'incendie lorsqu'il est requis ;

7^o un mémoire décrivant les moyens qui sont mis en œuvre pour contribuer au développement durable, particulièrement en ce qui concerne les économies d'énergie et, en cas de construction sur un nouveau site, pour intégrer l'hôpital dans son environnement social et économique ;

8^o un mémoire décrivant les moyens qui sont mis en œuvre afin de permettre une accessibilité optimale à toutes les catégories de personnes handicapées et notamment aux personnes à mobilité réduite.

Le projet et les documents sont adressés à l'Agence par envoi recommandé ou par toute modalité déterminée par le Gouvernement conférant date certaine de l'envoi.

Art. 1503/14. § 1^{er}. Dans les septante jours de la réception du dossier, l'Agence délivre au demandeur soit un accusé de réception confirmant que le dossier est complet, si le dossier est complet, soit un avis l'invitant à compléter, dans les trente jours, son dossier en précisant les pièces manquantes et en l'invitant, si nécessaire, à compléter son projet.

À défaut d'envoi d'un accusé de réception dans les délais fixés, le dossier est réputé complet.

Le cas échéant, dans les quarante jours de la réception du dossier technique plus détaillé visé à l'alinéa 1^{er}, l'Agence, délivre au demandeur soit un accusé de réception si ce dossier est complet soit une nouvelle demande précisant les éléments manquants. Le demandeur dispose de trente jours pour compléter son dossier. Tant que le dossier n'est pas complet, le présent alinéa s'applique.

À défaut d'envoi d'un accusé de réception dans les délais fixés, le projet est réputé complet.

§ 2. Pour autant que le projet soit complet, l'Agence transmet au demandeur et au Ministre ses observations sur la conformité du projet avec les projets inscrits dans le cadre du plan de construction et sur la qualité du projet.

Art. 1503/15. Le Ministre vérifie la conformité du projet avec les projets inscrits dans le cadre du plan de construction et marque son accord sur le projet dans un délai de nonante jours suivant l'envoi de l'accusé de réception du dossier.

Art. 1503/16. § 1^{er}. L'établissement d'accueil et hébergement pour aînés notifie au Ministre les projets pour lesquels il souhaite la prise en compte des mètres carrés dans sa capacité de facturation. Il produit à cet effet la notification de la décision d'attribution de marché, une attestation du début des travaux sur chantier et le rapport initial portant sur l'organisation de la coordination de la sécurité sur le chantier.

Après vérification du respect des engagements visés aux articles 1503/17 et 1503/18, le Ministre adapte le prix de location conformément à l'article 1503/6, au plus tôt l'année inscrite dans le plan de construction arrêté par le Gouvernement, conformément à l'article 1503/12 et en informe le Ministre du Budget.

§ 2. Cinq ans maximum après le début des travaux pour lesquels l'établissement d'accueil et hébergement pour aînés demande l'activation de sa capacité de facturation, l'établissement d'accueil et hébergement pour aînés transmet à l'Agence l'attestation de réception provisoire des travaux.

Les travaux qui n'ont pas débuté dans les cinq ans suivant l'inscription du début de la capacité de facturation dans le plan de construction ne sont plus activables à la facturation.

Le prix de location peut être réduit à due concurrence pour les travaux pour lesquels l'établissement d'accueil et hébergement pour aînés n'a pas transmis à l'Agence l'attestation de réception définitive des travaux, conformément à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. L'Agence organise le contrôle des établissements d'accueil et hébergement pour aînés en ce qui concerne les travaux effectués sur la base du présent dispositif, notamment en termes de respect des procédures de marchés publics. »

CHAPITRE VIII. — Obligations des établissements d'accueil et d'hébergement pour aînés

Art. 1503/17. L'établissement d'accueil et d'hébergement qui demande l'autorisation de facturer le prix de location de la chambre, tel que visé à l'article 410/2 du Code décretaal, doit respecter les conditions suivantes aussi longtemps qu'il procède à la facturation de ce prix :

1° se conventionner ;

2° avoir un taux de l'encadrement du personnel qui dépasse de manière globale de minimum vingt-deux pour cent le taux d'encadrement au-dessus des normes arrêtées en vertu des différentes réglementations applicables au secteur. Le Ministre détermine les modalités de ce calcul ;

3° conclure au minimum septante pour cent de contrat de travail à durée indéterminée, et ne pas conclure de contrat de travail en dessous d'une mi-temps pour 80 % du personnel de l'établissement ;

4° permettre deux jours de formation par an et par membre du personnel sur une période de référence de 5 ans.

Le Ministre détermine la période de référence précitée ;

5° accueillir au minimum dix pour cent de bénéficiaires bénéficiant de, de l'Allocation pour l'Aide aux personnes âgées ou de la garantie de revenu aux personnes âgées;

6° disposer d'un agrément ou offrir sur son site au moins trois services parmi les services suivants : la maison de repos, la maison de repos et de soin, l'unité adaptée pour personnes désorientées, le court séjour, le centre d'accueil de jour, le centre de soins de jour, la résidence-services.

Art. 1503/18. § 1^{er}. L'établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés transmet chaque année à l'Agence ses comptes annuels.

§ 2. Chaque établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés inscrit ses investissements dans un cadastre des investissements des établissements d'accueil et d'hébergement pour aînés. Ce cadastre a pour objet de suivre les investissements réalisés par les établissements d'accueil et d'hébergement pour aînés et de permettre un suivi budgétaire global.

Le Ministre établit le contenu du cadastre des investissements. Le cadastre se compose au minimum de deux volets :

1° un volet relatif aux investissements comptables, établis par centre de frais;

2° un volet relatif aux caractéristiques de l'établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés, établi, reprenant l'ensemble des agréments et des autorisations de fonctionnement, et dans lequel l'établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés inscrit son nombre de places retenues.

§ 3. Conformément à l'article 338 du Code décretaal, chaque établissement d'accueil et hébergement pour aînés s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue de la qualité.

Art. 1503/19. § 1^{er}. L'établissement d'accueil et hébergement pour aînés qui ne respecte pas la convention visée à l'article 1503/17, 1°, voit sa capacité de facturation du prix de location de la chambre suspendue pendant toute la période au cours de laquelle il n'a pas respecté ladite convention.

L'établissement d'accueil et hébergement pour aînés qui ne respecte pas l'obligation visée à l'article 1503/17, 3°, voit sa capacité de facturation du prix de location de la chambre diminuer de 20 % pendant toute la période au cours de laquelle il n'a pas respecté lesdites obligations.

L'établissement d'accueil et hébergement qui ne remplit pas les obligations visées à l'article 1503/17, 2°, 4°, 5° et 6°, voit son prix diminuer de 5 % multiplié par le nombre d'obligations précitées auxquelles il ne répond pas, pendant toute la période au cours de laquelle il n'a pas respecté lesdites obligations.

Les sanctions visées aux alinéas 2 et 3 sont cumulatives.

§ 2. L'établissement d'accueil et hébergement pour aînés qui transmet une fausse déclaration ou qui omet de transmettre des informations dans le cadre du cadastre prévu à l'article 1503/18 voit son prix de location diminuer de vingt pour cent.

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

Art. 1503/20. Le résultat des calculs visés aux articles 1503/4 à 1503/6 sont arrondis à l'unité supérieure.

Art. 1503/21. L'Agence crée en son sein un groupe de travail réunissant des experts du secteur des aînés, chargés du suivi du présent dispositif. ».

Art. 59. Le Gouvernement fixe la date d'abrogation du titre III, comportant les articles 1504 à 1513, du livre VI de la deuxième partie du Code réglementaire de l'action sociale et de la santé.

Aucune nouvelle demande s'appuyant sur les dispositions du titre III du livre VI de la deuxième partie du Code réglementaire de l'action sociale et de la santé ne peut valablement être introduite postérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 60. A l'article 1514 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un « 1° » entre « d'entendre par » et « Agence » ;

2° les mots « Respect Seniors » sont insérés après le mot « Agence » ;

3° il est inséré un 2° rédigé comme suit :

« 2° « L'Agence » : Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles ».

Art. 61. Aux articles 1515, 1517, 1518, 1519, 1520, 1521, 1522, 1524 et 1525 du même Code, les mots « Respect Seniors » sont à chaque fois insérés après le mot « Agence ».

Art. 62. A l'article 1515, alinéa 1^{er}, 2°, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le a) est abrogé ;

2° au b), le mot « quatre » est remplacé par le mot « huit ».

Art. 63. Aux articles 1516, 1524 et 1525, le mot « administration » est chaque fois remplacé par le mot « Agence ».

Art. 64. L'annexe 118 du même Code est abrogée.

Art. 65. Dans l'annexe 119 du même Code, au chapitre III, point 7.1.2., les mots « respectivement un au Ministre qui a dans ses attributions l'agrément des maisons de repos pour personnes âgées et » sont abrogés.

Art. 66. L'intitulé de l'annexe 120 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Normes applicables aux maisons de repos et aux maisons de repos et de soins »

Art. 67. Dans l'annexe 120 du même Code, il est inséré deux alinéas liminaires rédigés comme suit :

« La maison de repos et de soins est destinée aux personnes nécessitant des soins et dont l'autonomie est réduite en raison d'une maladie de longue durée, étant entendu toutefois que :

1° ces personnes ont dû subir l'ensemble des traitements actifs et réactivant sans qu'ils se soient soldés par le rétablissement complet des fonctions nécessaires à la vie quotidienne et sans qu'une surveillance médicale journalière et un traitement médical spécialisé permanent ne s'imposent ;

2° l'état de santé général de ces personnes nécessite, outre les soins du médecin généraliste et les soins infirmiers, des soins paramédicaux ou kinésithérapeutiques ainsi qu'une aide dans les activités de la vie quotidienne ;

3° ces personnes sont fortement tributaires de l'aide de tiers pour pouvoir accomplir les actes de la vie journalière et doivent, en outre, satisfaire à un des critères de dépendance tels que stipulés à l'article 148, 3°, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

Chaque maison de repos et de soins dispose, au minimum, de vingt-cinq places. ».

Art. 68. Dans l'annexe 120 du même Code, le point 1.1 est modifié comme suit :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Chaque maison de repos pour personnes âgées et chaque maison de repos et de soins sont tenues d'établir un règlement d'ordre intérieur. » ;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Une copie de ce règlement ainsi que toutes ses modifications ultérieures sont soumises pour approbation au service de l'Agence compétent pour l'agrément. ».

Art. 69. Dans l'annexe 120 du même Code, au point 1.2, les mots « ou à la maison de repos et de soins » sont insérés après les mots « à la maison de repos ».

Art. 70. Dans l'annexe 120 du même Code, au point 1.3, les mots « ou de la maison de repos et de soins » sont insérés après les mots « de la maison de repos ».

Art. 71. Dans l'annexe 120 du même Code, le point 1.4. est complété par tiret rédigé comme suit :

« - les modalités d'organisation des actions des différents acteurs afin d'assurer un accompagnement holistique et cohérent des résidents. ».

Art. 72. Dans l'annexe 120 du même Code, au point 1.5., les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1^{er} tiret, les mots « ou de leurs proches » sont insérés entre les mots « de leur représentant » et les mots « le directeur » ;

2° il est complété par un tiret rédigé comme suit :

« - le libre choix du médecin et son accès à l'établissement, selon les dispositions du règlement d'ordre intérieur de l'activité médicale en maison de repos et de soins. ».

Art. 73. Dans l'annexe 120 du même Code, au point 1.6., les mots « ou de la maison de repos et de soins » sont insérés après les mots « à la maison de repos ».

Art. 74. Dans l'annexe 120 du même Code, au point 2.1., les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Une convention en double exemplaire, dont le libellé est compréhensible et lisible est conclue entre la maison de repos ou la maison de repos et de soins et le résident ou son représentant; elle est datée et signée par les deux parties. » ;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Toutes les conventions sont établies conformément au modèle qui est soumis pour approbation à l'Agence. ».

Art. 75. Dans l'annexe 120 du même Code, au point 2.1.2., alinéa 3, les modifications suivantes sont apportées :

1° la phrase liminaire est remplacée par ce qui suit :

« Ce prix peut varier en fonction des éléments architecturaux particuliers et des équipements de la chambre occupée sans préjudice de l'article 3 de l'arrêté royal du 9 mai 1984 pris en exécution de l'article 100 *bis*, § 1^{er}, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale ; cette offre diversifiée est toutefois limitée à dix prix de base différents; pour chacun de ces prix, les éléments particuliers et équipements sont clairement définis dans la convention. » ;

2° le 9^{ème} tiret est complété par les mots « et des dispositifs médicaux » ;

3° le 11^{ème} tiret est remplacé par ce qui suit :

« - le raccordement téléphonique et le poste téléphonique en chambre pour chaque résident. Le résident ne supporte que le coût des communications ; » ;

4° il est inséré un tiret après le 12^{ème} tiret rédigé comme suit :

« - l'accès à internet dans chaque chambre ; » ;

5° il est inséré un tiret après le 13^{ème} tiret, devenu 14^{ème} tiret, rédigé comme suit :

« - le raccordement et l'abonnement à la télédistribution ainsi que la mise à disposition de la télévision ainsi que tout autre matériel audiovisuel dans chaque chambre ; » ;

6° au 26^{ème} tiret, devenu 29^{ème} tiret, les mots « lorsqu'il est intégré dans le mobilier de la chambre » sont abrogés ;

7° il est complété par un tiret rédigé comme suit :

« - l'eau potable au chevet des résidents en ce compris les bouteilles d'eau ».

Art. 76. Dans l'annexe 120 du même Code, au point 2.1.3., les mots « au chapitre VIII de la présente annexe » sont remplacés par les mots « aux articles 1402/1 à 1402/10 du Code réglementaire ».

Art. 77. Dans l'annexe 120 du même Code, au point 2.1.4, le mot « lits » est à chaque fois remplacé par le mot « places ».

Art. 78. Dans l'annexe 120 du même Code, le point 2.2.1. est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La convention mentionne si possible la nature du court séjour, à savoir le répit ou la revalidation. ».

Art. 79. Dans l'annexe 120 du même Code II, il est inséré un point 2.9. rédigé comme suit :

« 2.9. Le résident ne peut, en aucun cas, se voir obligé de confier la gestion et la conservation de ses ressources ou biens à la maison de repos ou à la maison de repos et de soins ou à un gestionnaire, au directeur ou à un membre du personnel de l'établissement. La gestion ou la conservation des ressources ou biens du résident peut être confiée exclusivement au directeur de l'établissement à la condition expresse que le résident ait marqué son accord écrit et pour autant qu'une commission de supervision présidée par un magistrat, un notaire ou un réviseur d'entreprise soit instaurée. Les membres de cette commission sont tenus au secret. Les coûts éventuels relatifs à cette gestion ne sont, en aucun cas, supportés à titre individuel par le résident. Ils peuvent, le cas échéant, être inclus dans le prix d'hébergement. ».

Art. 80. Dans l'annexe 120 du même Code, le point 3.1.1. est remplacé par ce qui suit :

« 3.1.1. La collecte des données y consignées et leur traitement se fait conformément au règlement (UE)2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE et à la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel. ».

Art. 81. Dans l'annexe 120 du même Code, le point 3.1.3. est remplacé par ce qui suit :

« 3.1.3. Une liste des membres du personnel pouvant avoir accès à ce dossier, conformément au règlement et à la loi précitées, est tenue à jour. »

Art. 82. Dans l'annexe 120 du même Code, il est inséré un point 3.1.5. rédigé comme suit :

« 3.1.5. Le dossier individuel du résident comprend son dossier administratif et son dossier de soins.

Le dossier administratif du résident contient au moins les données suivantes :

1° l'identité du résident ;

2° les informations relatives à sa situation de sécurité sociale;

3° le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de la personne de contact et, le cas échéant, du représentant du résident;

4° le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du médecin traitant, ainsi que les dispositions à prendre en cas d'absence de celui-ci;

5° le cas échéant, la mention que le résident fait appel à un pharmacien de son choix avec lequel l'établissement n'a conclu aucun contrat de collaboration.

Le dossier de soins du résident contient au moins les documents suivants :

1° le dossier médical établi par le médecin traitant;

2° la fiche de liaison reprenant les données médicales indispensables en cas d'urgence ou d'hospitalisation ;

3° le dossier infirmier, paramédical, kinésithérapeutique et psychosocial est mis à jour mensuellement. Il contient notamment les éléments suivants :

a) l'anamnèse et l'historique de vie du résident;

b) le diagnostic ainsi que l'examen clinique à l'admission et au cours du séjour;

c) les directives médicales, soit : la date de visite du médecin, le traitement, le cas échéant, médicaments prescrits et posologie et le plan de soins, les examens demandés, le régime éventuel et les éventuelles mesures de contention et d'isolement ;

i. les directives infirmières : le plan d'actions et l'actualisation régulière de celui-ci entre autre, selon les directives médicales ;

ii. les directives paramédicales en kinésithérapie : le bilan, les objectifs, le plan d'actions et l'actualisation régulière de celui-ci, entre autre, selon les directives médicales et l'évaluation des actions ;

iii. les directives paramédicales en ergothérapie : le bilan, les objectifs, le plan d'actions et l'actualisation régulière de celui-ci, entre autre, selon les directives médicales et l'évaluation des actions ;

iv. les directives paramédicales en logopédie : pour les actes de la vie quotidienne;

d) le cas échéant, les souhaits exprimés en matière de soins futurs. ».

Art. 83. Dans l'annexe 120 du même Code, au point 4.1., les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « . Cet affichage peut être réalisé par tout moyen de communication adapté » sont insérés après les mots « destinées » ;

2° au 2ème tiret, les mots « ou la maison de repos et de soins » sont insérés après les mots « la maison de repos » ;

3° le 4ème tiret est abrogé.

Art. 84. Dans l'annexe 120 du même Code, au point 5.1, les modifications suivantes sont apportées :

1° deux alinéas rédigés comme suit sont insérés avant l'alinéa 1^{er}:

« Le projet de vie de l'établissement permet aux résidents de préserver un sens à leur vie en établissement et pour les professionnels de donner un sens à leur travail. Pour que les membres du personnel puissent fonder leurs attitudes et leurs actions sur ce que les résidents considèrent comme essentiel, il convient de laisser les résidents évoquer leurs souhaits, leurs difficultés, leurs habitudes, leurs valeurs au travers de comités et de débats. Pour ce faire, la rédaction du Projet de vie de l'établissement est issue d'une réflexion collective et participative, incluant les résidents et leur entourage ainsi que les membres du personnel.

Indépendamment du fait que l'établissement dispose ou non d'une unité adaptée ou d'une unité de vie en journée, les équipes de travail définissent dans le Projet de vie des objectifs spécifiques à destination des résidents qui présentent des troubles cognitifs majeurs ou diagnostiqués dément. Ces objectifs sont déclinés en actions définies dans le temps ainsi que des indicateurs permettant de les évaluer. » ;

2° l'alinéa 1^{er}, devenu alinéa 3, est complété par la phrase suivante :

« Le gestionnaire et le directeur mettent les moyens nécessaires à la mise en œuvre du Projet de vie à disposition. ».

Art. 85. Dans l'annexe 120 du même Code, le point 6.6. est remplacé par ce qui suit :

« 6.6. L'eau potable que ce soit via les arrivées d'eau ou via des bouteilles d'eau minérale est disponible à volonté dans tout le bâtiment. ».

Art. 86. Dans l'annexe 120 du même Code, le point 6.7. est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'organisation et l'horaire des toilettes et des soins sont réfléchis en fonction des besoins et attentes des résidents et en concertation avec ces derniers, dans les limites de l'organisation du service. ».

Art. 87. Dans l'annexe 120 du même Code, le point 6.7.1. est remplacé par ce qui suit :

« 6.7.1. Afin de garantir le repos des résidents, les toilettes et soins ne peuvent pas être réalisés entre 22 heures et 7 heures du matin sauf pour des raisons médicales mentionnées dans le dossier individualisé de soins ou si le résident en fait explicitement la demande et motive cette dernière, dans les limites de l'organisation du service. ».

Art. 88. Dans l'annexe 120 du même Code, le point 8.1.3. est remplacé par ce qui suit :

« 8.1.3. La collecte des données y consignées et leur traitement se font conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE et à la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel. ».

Art. 89. Dans l'annexe 120 du même Code, sont insérés les points 8.1.5. à 8.1.10 rédigés comme suit :

« 8.1.5. Le dossier individualisé de soins assure une vision holistique du résident et permet d'avoir une connaissance de ses besoins, attentes et capacités résiduelles dans tous les volets de l'accompagnement.

8.1.6. Les observations, relatives à un résident, notées dans le cahier de rapport ou dans un autre outil de communication, sont retranscrites et/ou développées dans le dossier individualisé de soins de ce résident.

8.1.7. Le dossier individualisé est un outil support à la mise en place d'une démarche d'amélioration continue des services et actes portés à l'attention du résident, en lien avec le projet individuel de celui-ci. Dans la mesure du possible et dans une volonté d'auto-détermination quant aux décisions qui le concernent, le résident prend part à l'élaboration de son Projet individualisé et des actions qui en découlent.

8.1.8 L'ensemble des outils de communication est consulté et utilisé par la totalité du personnel de soins.

8.1.9. Les mentions et validations effectuées par chaque membre du personnel sont clairement identifiables quant à leur auteur (utilisation d'un paraphe personnel, code d'accès informatique individuel.

8.1.10. La liste des paragraphes ou codes d'accès est tenue à jour. ».

Art. 90. Dans l'annexe 120 du même Code, le point 8.3. est remplacé par ce qui suit :

« 8.3. La préparation individuelle des médicaments est assurée par un praticien de l'art infirmier, selon les règles en vigueur. Les médicaments ne peuvent pas être préparés pour plus de sept jours à l'avance. Les médicaments sous forme liquide sont préparés extemporanément.

Les médicaments sont conservés, sous blister pour les médicaments préparés, dans un meuble ou un local réservé propre et adapté à cet effet et fermé à clef. Le matériel de préparation est entretenu et également tenu sous clef.

Les modalités de stockage des médicaments permettent de respecter les conditions de conservation (max 25°).

L'établissement met en place une procédure de contrôle de la gestion thérapeutique des médicaments. ».

Art. 91. Dans l'annexe 120 du même Code, le point 8.7. est remplacé par ce qui suit :

« 8.7. En cas de départ provisoire ou définitif du résident, une feuille de liaison est établie à l'attention de l'équipe de soins qui prendra en charge par la suite le résident. ».

Art. 92. Dans l'annexe 120 du même Code, au point 9., les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « et chaque maison de repos et de soins » sont insérés après les mots « chaque maison de repos pour aînés » ;

2° les mots « ou la maison de repos et de soins » sont insérés après les mots « au sein de la maison de repos » ;

3° les mots « ou les dispositions relatives à la fonction publiques communales » sont inséré après les mots « les présentes dispositions ».

Art. 93. Dans l'annexe 120 du même Code, aux points 9.1.1.1. à 9.1.1.2, les mots « et dans chaque maison de repos et de soins » sont insérés chaque fois après les mots « chaque maison de repos ».

Art. 94. Dans l'annexe 120 du même Code, les points 9.1.1.3 et 9.1.1.4. sont remplacés par ce qui suit :

« 9.1.1.3. Le directeur de la maison de repos ou de la maison de repos et de soins de moins cinquante places, en ce compris les places de court séjour, effectue des prestations équivalentes au moins à un mi-temps.

À partir de cinquante places, en ce compris les places de court séjour, la maison de repos dispose d'un directeur à temps plein.

9.1.1.4. Dans le cas d'une maison de repos et d'une maison de repos et de soins implantée sur plusieurs sites, le directeur assure une présence suffisante sur chaque site. Si la maison de repos ou la maison de repos et de soins implantée sur plusieurs sites dispose de cinquante places ou plus, le directeur effectue obligatoirement ses prestations à temps plein sur l'ensemble des sites. ».

Art. 95. Dans l'annexe 120 du même Code, le point 9.1.1.7. est complété par les mots « et au sein de la maison de repos et de soins ».

Art. 96. Dans l'annexe 120 du même Code, le point 9.1.1.8. est complété par la phrase suivante « , sauf exception déterminée par le Ministre. ».

Art. 97. Dans l'annexe 120 du même Code, au point 9.1.2.1., à l'alinéa 2, les mots « ou d'une maison de repos et de soins » sont insérés après les mots « les fonctions de directeur d'une maison de repos ».

Art. 98. Dans l'annexe 120 du même Code, au point 9.1.2.4., les mots « , après avis de la Commission » sont abrogés.

Art. 99. Dans l'annexe 120 du même Code, au point 9.1.3., les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « lits » est remplacé chaque fois par le mot « places » ;

2° il est complété par quatre alinéas rédigés comme suit :

« La formation permanente est en lien avec les thématiques identifiées dans les objectifs déclinés à partir du Projet de vie institutionnel ou est réalisée en fonction des problématiques rencontrées sur le terrain.

L'établissement tient un tableau récapitulatif du volume, de la nature des formations et reprenant l'identité du travailleur pour chaque formation suivie.

Un plan de formation est tenu par l'établissement.

Sans préjudice de l'alinéa 5, en dessous d'un $\frac{3}{4}$ d'un temps plein, l'obligation de formation est proratisée proportionnellement au temps de travail effectif. ».

Art. 100. Dans l'annexe 120 du même Code, le point 9.2. est complété par quatre alinéas rédigés comme suit :

« La formation permanente est en lien avec les thématiques identifiées dans les objectifs déclinés à partir du Projet de vie institutionnel ou est réalisée en fonction des problématiques rencontrées sur le terrain.

L'établissement tient un tableau récapitulatif du volume, de la nature des formations et reprenant l'identité du travailleur pour chaque formation suivie.

Un plan de formation est tenu par l'établissement.

Sans préjudice de l'alinéa 5, en dessous d'un $\frac{3}{4}$ d'un temps plein, l'obligation de formation est proratisée proportionnellement au temps de travail effectif. ».

Art. 101. Dans l'annexe 120 du même Code, au point 9.3.1., les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « visées à l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal du 21 septembre 2004 fixant les normes pour l'agrément spécial comme maison » sont abrogés ;

2° les mots « dans les maisons » sont insérés avant les mots « de repos » ;

3° les mots « ou comme centre » sont remplacés par les mots « ou les centres ».

Art. 102. Dans l'annexe 120 du même Code, aux points 9.3.3. et 9.3.4., le mot « lits » est remplacé à chaque fois par le mot « places ».

Art. 103. Dans l'annexe 120 du même Code, le point 9.3.8. est complété par quatre alinéas rédigés comme suit :

« La formation permanente est en lien avec les thématiques identifiées dans les objectifs déclinés à partir du Projet de vie institutionnel ou est réalisée en fonction des problématiques rencontrées sur le terrain.

L'établissement tient un tableau récapitulatif du volume, de la nature des formations et reprenant l'identité du travailleur pour chaque formation suivie.

Un plan de formation test tenu par l'établissement

Sans préjudice du premier alinéa, en dessous d'un $\frac{3}{4}$ d'un temps plein, l'obligation de formation est proratisée proportionnellement au temps de travail effectif. ».

Art. 104. Dans l'annexe 120 du même Code, il est inséré les points 9.3.9. à 9.3.15. rédigés comme suit :

« 9.3.9 Dans les maisons de repos et de soins, la norme de personnel s'élève par trente résidents, à :

1° au moins cinq équivalents temps plein praticiens de l'art infirmier, dont un infirmier en chef. Au-delà des trente premiers résidents, un infirmier en chef supplémentaire est obligatoire lorsque l'établissement dépasse la moitié de toute nouvelle tranche de trente résidents;

2° au moins 5 équivalents temps plein personnel soignant ou aides-soignants, dont au minimum nonante-cinq pour cent d'aides-soignants; à dater du 1^{er} janvier 2015, seuls les aides-soignants entrent en considération;

3° l'équivalent temps plein kinésithérapeute ou ergothérapeute, étant entendu que les deux premières disciplines sont dans tous les cas suffisamment représentées au sein de l'établissement et qu'il s'agit de personnel salarié ou nommé à titre définitif. La logopédie est offerte en fonction des besoins des résidents;

4° 0.10 équivalent temps plein de réactivation compétent en matière de soins palliatifs pour le soutien aux soins des patients en phase terminale et disposant d'une des qualifications suivantes : graduat ou licence ou master en kinésithérapie, graduat ou baccalauréat ou licence ou master en logopédie, graduat ou baccalauréat en ergothérapie, graduat ou baccalauréat en thérapie du travail, graduat ou baccalauréat en sciences de réadaptation, graduat ou baccalauréat en diététique, graduat ou baccalauréat ou licence ou master en orthopédagogie, graduat ou baccalauréat ou post-graduat ou master en psychomotricité, licencié ou master en psychologie, graduat ou baccalauréat d'assistant en psychologie et assimilés, graduat ou baccalauréat d'assistant social ou de "sociaal werker of in de sociale gezondheidszorg" ou d'infirmier social ou d'"infirmière spécialisée en santé communautaire", graduat ou baccalauréat en sciences familiales, licence ou master en gérontologie, graduat ou baccalauréat d'éducateur;

5° un équivalent temps plein praticien de l'art infirmier peut être remplacé, au prorata de maximum un équivalent temps plein par trente résidents, et pour autant que la permanence visée au 9.3.11 soit respectée, par une personne disposant de préférence d'une des qualifications suivantes : graduat ou baccalauréat ou licence ou master en kinésithérapie, graduat ou baccalauréat ou licence ou master en logopédie, graduat ou baccalauréat en ergothérapie, graduat ou baccalauréat en thérapie du travail, graduat ou baccalauréat en sciences de réadaptation, graduat ou baccalauréat en diététique, graduat ou baccalauréat ou licence ou master en orthopédagogie, licence ou master en psychomotricité, licence ou master en psychologie, graduat ou baccalauréat d'assistant en psychologie et assimilés, graduat ou baccalauréat d'assistant social, de « sociaal werker of in de sociale gezondheidszorg », d'infirmier social ou d'infirmière spécialisée en santé communautaire, graduat ou baccalauréat en sciences familiales, licence ou master en gérontologie, graduat ou baccalauréat d'éducateur ou, à défaut, par du personnel soignant dont le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions peut fixer le minimum de formation requis.

9.3.10. Lorsque la maison de repos et de soins compte plus de septante-cinq lits, l'un des infirmiers en chef est désigné comme infirmier en chef coordinateur.

Le ou les infirmiers en chef remplissent les missions suivantes :

1° assurer la gestion journalière du personnel infirmier et du personnel soignant ;

2° coordonner le travail pluridisciplinaire du personnel infirmier et paramédical, du personnel de réactivation, des kinésithérapeutes et de aides-soignants ;

3° actualiser le dossier infirmier, paramédical, kinésithérapeutique et psychosocial du résident ;

4° en concertation avec le médecin coordinateur et conseiller et le cas échéant le diététicien, évaluer l'état nutritionnel du résident ;

5° en concertation avec le médecin coordinateur et conseiller, formuler des propositions quant à la manière dont il convient de traiter les patients souffrant de démence, le cas échéant en collaboration avec la personne de référence "démence" ;

6° assister le médecin coordinateur et conseiller dans l'exercice de sa fonction.

Le ou les infirmiers en chef veillent à ce que les besoins en kinésithérapie, ergothérapie et logopédie repris dans le plan de soins soient rencontrés aussi rapidement que possible.

9.3.11. Un praticien de l'art infirmier est présent dans les maisons de repos et de soins de jour comme de nuit.

9.3.12.1 Dans chaque maison de repos et de soins, le gestionnaire désigne un médecin coordinateur et conseiller qui, au plus tard deux ans après sa désignation, est porteur d'un certificat obtenu après avoir suivi un cycle de formation spécifique donnant accès à la fonction de médecin coordinateur et conseiller.

Le certificat donnant accès à la fonction de médecin coordinateur et conseiller peut être obtenu après avoir suivi avec fruit un cycle de formation d'au moins 24 heures, et qui a été agréé par l'Agence.

Ce cycle de formation comprend au minimum les éléments suivants :

1° réglementations relatives aux établissements d'hébergement pour les personnes âgées, dont les maisons de repos et de soins ;

2° spécificités de la médecine gériatrique ;

3° prévention des infections et gestion de l'antibiothérapie ;

4° techniques de communication ;

5° soins palliatifs et accompagnement en fin de vie.

Dans les maisons de repos et de soins établies sur plusieurs sites ou dont l'importance nécessite l'activité de plusieurs médecins coordinateurs et conseillers, une concertation est organisée régulièrement entre les médecins coordinateurs et conseillers. La répartition des tâches entre les différents médecins coordinateurs et conseillers est fixée par écrit.

9.3.12.2. En concertation avec le ou les infirmiers en chef, le médecin coordinateur et conseiller assume les tâches suivantes :

1° Tâches liées aux soins :

a) organiser la concertation pluridisciplinaire à intervalles réguliers ; les prestataires de soins attachés à l'établissement y participent et les médecins traitants y sont invités;

b) participer à la mise en place des politiques concernant la maîtrise des infections liées aux soins, la prévention des escarres et plaies chroniques, les soins bucco-dentaires, la problématique d'incontinence et les soins palliatifs;

c) coordonner la gestion des soins ainsi que la rédaction et l'actualisation du formulaire médico-pharmaceutique, en concertation avec les médecins traitants ;

d) coordonner l'activité médicale en cas de risque pour la santé des résidents et du personnel, en concertation avec les médecins traitants ;

e) coordonner la continuité des soins médicaux ;

f) coordonner la composition et la mise en jour des dossiers médicaux.

2° Formation et formation permanente :

a) participer à l'organisation des activités relatives à la formation et à la formation permanente dans le domaine des soins de santé pour le personnel de la maison de repos et de soins.

3° Relation avec les médecins traitants :

a) assister la direction de la maison de repos et de soins dans les relations avec les médecins traitants.

4° Programme qualité :

a) participer à la mise en place du programme qualité.

9.3.12.3. La désignation du médecin coordinateur et conseiller s'opère de la manière suivante:

1° lorsqu'une fonction de médecin coordinateur et conseiller est vacante, la direction de la maison de repos et de soins en avertit le cercle de médecins généralistes du territoire où la maison de repos et de soins est établie, de même que les médecins généralistes qui y soignent les résidents ;

2° au moins septante-cinq pour cent des prestations du médecin coordinateur et conseiller sont accomplies au sein de la maison de repos et de soins. Pendant ses heures de prestations, il n'est pas autorisé à remplir la fonction de médecin traitant.

9.3.12.4. Si le médecin coordinateur et conseiller est absent plus de trente jours, il prévoit en concertation avec la direction de la maison de repos et de soins, son remplacement afin de garantir la continuité de sa fonction.

9.3.12.5. Pour conserver sa qualification de médecin coordinateur et conseiller, le médecin concerné suit chaque année au moins 6 heures de formation permanente abordant au moins l'un des thèmes cités ci-après:

1° la prescription de médicaments ;

2° la maladie d'Alzheimer et les autres formes de démence ;

3° la nutrition ;

4° l'animation ;

5° l'hygiène ;

6° la prévention et le traitement des escarres ;

7° les aspects éthiques de la fin de vie ;

8° la continence ;

9° l'évolution des réglementations.

9.3.13. Le libre choix par le résident du médecin traitant et de l'hôpital, lorsque cela est nécessaire, est respecté et ne peut pas être influencé d'aucune façon.

9.3.14. La maison de repos et de soins dispose d'un règlement général de l'activité médicale définissant les droits et obligations des médecins traitants qui y sont actifs. Ce règlement est remis à chaque médecin traitant qui, par sa signature, s'engage à collaborer aussi efficacement que possible à l'organisation médicale et aux soins médicaux de la maison de repos et de soins.

Le règlement général de l'activité médicale définit au minimum les points suivants:

1° l'engagement des médecins généralistes de participer à une politique médicale cohérente au sein de la maison de repos et de soins, notamment en matière de prescription de médicaments, de dispensation de soins de qualité, de concertation pluridisciplinaire et de concertation avec le médecin coordinateur et conseiller ;

2° les heures normales d'ouverture et de visite (sauf en cas d'urgence);

3° les contacts avec la famille et les proches;

4° les réunions de concertation au sein de la maison de repos et de soins;

5° la tenue du dossier médical du résident;

6° l'utilisation du formulaire médico-pharmaceutique et notamment la prescription des médicaments les moins chers ainsi que le recours aux prescriptions électroniques;

7° les modalités de facturation des honoraires ;

8° le transfert d'informations en cas de maladies transmissibles.

9.3.15. Les Ministres des cultes et délégués du Conseil central laïque demandés par les résidents ont librement accès à l'établissement; ils y trouvent le climat et les facilités appropriés à l'accomplissement de leur mission. La liberté entière d'opinion philosophique, religieuse et politique est garantie à chacun. ».

Art. 105. Dans l'annexe 120 du même Code, au point 11.3., les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « 585 » est inséré après le mot « extrait ».

2° les mots « de type 1 » sont abrogés.

Art. 106. Dans l'annexe 120 du même Code, le point 12.1. est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les abords sont régulièrement entretenus, accessibles aux personnes à mobilité réduite et sécurisés. »

Art. 107. Dans l'annexe 120 du même Code, au point 12.2., les modifications suivantes sont apportées :

1° trois alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Dans les établissements pour lesquels des travaux de reconstruction ou de transformation sont réalisés ainsi que dans les nouveaux bâtiments agréés dès 2015, toutes les dispositions utiles sont prises pour maintenir, dans des circonstances météorologiques normales, la température en dessous de 27 °C.

En cas de canicule, un des lieux de vie est climatisé ou maintenu à une température en dessous de 27°C et est de dimension suffisante afin de pouvoir accueillir les résidents.

Tous les locaux accessibles aux résidents sont pourvus d'un système intérieur ou extérieur permettant aux résidents d'être protégés des rayons du soleil » ;

2° l'alinéa 2, devenu alinéa 5, est abrogé.

Art. 108. Dans l'annexe 120 du même Code, le point 12.5. est remplacé par ce qui suit :

« 12.5. En ce qui concerne les bâtiments construits après 2005, au moins un ascenseur adapté permettant le transport d'un résident ainsi que la personne l'accompagnant est prévu lorsque le bâtiment compte au moins un niveau accessible aux résidents au-dessus ou au-dessous du niveau normal d'évacuation.

Les ascenseurs répondent aux normes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite.

Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, selon que la maison de repos a été mise en exploitation pour la première fois avant ou après le 31 juillet 1984, soit aucun ascenseur ou autre moyen d'élévation n'est requis, soit, il est prévu un ascenseur si l'établissement compte au moins deux niveaux au-dessus du niveau normal d'évacuation. ».

Art. 109. Dans l'annexe 120 du même Code, au point 13.1., les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Dans tous les locaux, toutes les inégalités de sol telles que marches, escaliers et autres obstacles doivent être évitées. » ;

2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les couloirs sont aménagés afin de permettre aux résidents de se reposer, dans la mesure du possible et dans le respect des règles d'évacuation édictées par les pompiers. ».

Art. 110. Dans l'annexe 120 du même Code, au point 13.2., les mots « de séjour » sont remplacés par les mots « accessibles aux résidents ».

Art. 111. Dans le point 13.3. de l'annexe 120 du même Code, les mots « , dans tous les locaux accessibles aux résidents, » sont insérés après les mots « point 13.2. ».

Art. 112. Dans l'annexe 120 du même Code, le point 14.2. est remplacé par ce qui suit :

« 14.2. Les installations sanitaires comprennent au moins un W.C. pour huit résidents.

Dans les établissements mis pour la première fois en exploitation après le 31 juillet 1984, les installations sanitaires comportent au moins un W.C. par étage accessible aux résidents à mobilité réduite.

Un des W.C. est accessible de plain-pied par niveau de chambres à desservir.

A partir du 1^{er} janvier 2018, toutes les chambres en maison de repos et de soins disposent d'un espace sanitaire comprenant au moins un lavabo et une toilette. Dans le cas d'une nouvelle construction, les chambres satisfont, dès leur occupation, à cette condition. Elles disposent également d'une douche. ».

Art. 113. Dans l'annexe 120 du même Code, les points 15.1. à 15.3. sont remplacés par ce qui suit :

« 15.1. Chaque chambre est numérotée.

Le nom des occupants figure à l'extérieur sauf si le résident ou son représentant s'y oppose.

Dans la chambre individuelle ou dans la chambre double, le mobilier comporte au moins : un lit, une penderie-lingerie, un lavabo à eau courante potable chaude et froide avec mélangeur ou mitigeur, une table, un fauteuil adapté, un frigo, une télévision, une chaise, une table de chevet avec tiroir et un système d'éclairage accessible du lit.

Pour les nouvelles constructions, les extensions ou les reconditionnements qui font l'objet d'un accord de principe après le 1^{er} janvier 2020 ou, si l'accord de principe n'est pas requis, dont le permis d'urbanisme est postérieur au 1^{er} janvier 2020, le frigo et la télévision sont inclus dans le prix journalier d'hébergement.

Dans chaque chambre, il est possible de brancher une radio, une télévision et un téléphone. La télévision et le téléphone sont fournis par l'établissement.

Lorsque la chambre comporte plusieurs lits, l'espace entre les lits, en longueur comme en largeur, est de 0,90 m au minimum.

En outre, tout lit est écarté de 0,80 m minimum d'une fenêtre.

15.2. Le résident a, dans sa chambre, la possibilité de disposer de biens et de meubles personnels.

15.3. Le mobilier des chambres est adapté à l'état du résident. Il est fonctionnel et en bon état et disposé tel qu'il peut permettre au résident, un déplacement aisé et aux professionnels, un travail sans risque. ».

Art. 114. Dans l'annexe 120 du même Code, 4, au point 15.5., le mot « 2017 » est remplacé par le mot « 2019 ».

Art. 115. Dans l'annexe 120 du même Code, au point 15.6., l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« À titre transitoire et au plus tard jusqu'au 1^{er} janvier 2020 pour les maisons de repos, pour les établissements existants pour lesquels des projets de construction, d'extension ou de reconditionnement étaient approuvés ou étaient en voie d'exécution, au 31 juillet 1984, la superficie nécessaire au logement des personnes âgées ne peut pas être inférieure à 11 m² par personne. Elle est obtenue en faisant l'addition des surfaces nettes de toutes les chambres individuelles et communes, des locaux de séjour et de la salle à manger et en divisant ce total par le nombre de personnes âgées.

A partir du 1^{er} janvier 2018, pour les maisons de repos et de soins, la surface nette par chambre à un lit s'élève au moins à 12 m², les sanitaires non compris. La surface est portée à 18 m² pour les chambres à deux lits. Les nouvelles constructions répondent dès leur occupation à cette condition. ».

Art. 116. Dans l'annexe 120 du même Code, il est inséré un point 15.10, rédigé comme suit :

« 15.1. Chaque chambre dispose d'un éclairage artificiel suffisant, accessible du lit par le résident et adapté aux conditions locales. ».

Art. 117. Dans l'annexe 120 du même Code, au point 16.1, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « et toutes les maisons de repos et de soins » sont insérés après les mots « toutes les maisons de repos » ;

2° le mot « lits » est remplacé par le mot « places ».

Art. 118. Dans l'annexe 120 du même Code, au point 16.3., les mots « ou la maison de repos et de soins » sont insérés après les mots « la maison de repos ».

Art. 119. Dans l'annexe 120 du même Code, au point 16.4., modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « lit » est remplacé à chaque fois par le mot « place » ;

2° à l'alinéa 1^{er}, les mots « de maison de repos » sont insérés avant les mots « de maison de repos et de soins » ;

3° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Si l'établissement est organisé sur la base de groupes de vie distincts, il y a lieu de prévoir des locaux en nombre suffisant, de sorte que l'intégration dans le cadre de vie habituel soit garantie. »;

4° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3, devenus 3 et 4 :

« Tous les locaux accessibles aux résidents sont suffisamment spacieux afin de permettre à une personne à mobilité réduite de se déplacer facilement. ».

Art. 120. Dans l'annexe 120 du même Code, sont insérés les points 16.6 à 16.9. rédigés comme suit :

« 16.6. Toute maison de repos et de soins dispose au moins d'une salle équipée pour la pratique collective tant de la kinésithérapie que de l'ergothérapie et de l'animation.

16.7. Les locaux des établissements visés à l'article 1440, alinéa 2, 2°, du présent Code et destinés à la maison de repos et de soins constituent une entité séparée de tout autre service hospitalier; les locaux logistiques et les voies de circulation internes peuvent toutefois être communs à un service hospitalier agréé.

16.8. La maison de repos et de soins dispose au minimum d'un local infirmier, d'un local de soins et d'examen ainsi que d'un local réservé à l'accueil de la famille des résidents.

16.9. Tout établissement dispose d'au moins une baignoire adaptée; au-delà des trente premiers résidents, une baignoire adaptée supplémentaire est obligatoire lorsque l'institution dépasse la moitié de toute nouvelle tranche de trente résidents. Pour ces baignoires adaptées supplémentaires, il appartient au Ministre de dresser la liste de matériels assimilés ».

Art. 121. Dans l'annexe 120 du même Code, au point 17.1., les mots « et les maisons de repos et de soins » sont insérés après les mots « Les maisons de repos ».

Art. 122. Dans l'annexe 120 du même Code, est inséré un point 17.4. rédigé comme suit :

« 17.4. La comptabilité de la maison de repos et de soins est organisée de manière distincte et sur la base d'un plan comptable normalisé. Elle est l'objet d'un contrôle par un réviseur d'entreprise ou d'un contrôle externe indépendant, tel qu'il est précisé par le Gouvernement. Lorsque la maison de repos et de soins est intégrée dans un hôpital ou s'il s'agit d'une structure mixte « maison de repos - maison de repos et de soins », un centre de frais particulier assure la gestion distincte de celle-ci.

Le Ministre ayant la santé dans ses attributions peut déterminer des règles précisant comment les maisons de repos et de soins satisfont à la présente disposition. ».

Art. 123. Dans l'intitulé du Chapitre VII de l'annexe 120 du même Code, les mots « ou atteintes de troubles cognitifs majeurs ou diagnostiquées démentes » sont insérés après le mot « désorientées ».

Art. 124. Dans l'annexe 120 du même Code, les points 18.1 et 18.3 à 18.5., modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 novembre 2018, sont remplacés par ce qui suit :

« 18.1. Lorsqu'il est organisé de jour comme de nuit au sein d'une unité architecturale spécifique, l'hébergement des personnes âgées désorientées ou atteintes de troubles cognitifs majeurs ou diagnostiquées démentes se réalise dans une unité adaptée d'une capacité de huit à trente résidents et respecte la dynamique des groupes restreints. L'unité adaptée garantit un cadre de vie familial comprenant un respect des rythmes de vie, une participation des résidents aux activités domestiques et un environnement de vie chaleureux ainsi qu'un cadre de vie fonctionnel où l'architecture de l'unité et les activités proposées sont adaptées aux personnes âgées désorientées ou atteintes de troubles cognitifs majeurs ou diagnostiquées démentes.

L'unité adaptée favorise à la fois l'autonomie individuelle par la participation des résidents aux activités de la vie journalière et l'autonomie collective par la mise en place d'animations de loisirs et d'animations thérapeutiques adaptées.

18.2 L'unité adaptée est organisée à l'intérieur de la maison de repos dans un lieu spécifique formant un ensemble fonctionnel affecté exclusivement à cet usage. La superficie du lieu est d'au moins 5 m² par résident. Le lieu de vie est suffisamment éclairé naturellement et dispose d'une vue vers l'extérieur. L'accès vers l'extérieur des résidents désorientés est sécurisé par des moyens techniques appropriés qui permettent de garantir une totale liberté de mouvement aux résidents à l'intérieur de l'unité adaptée.

Il est prévu un lieu de vie et composé d'un espace cuisine, accessible et adapté, d'une table unique ou de plusieurs tables permettant de rassembler les résidents et le personnel et permettant une participation conviviale aux repas et aux activités collectives. Une cuisinière fixe ou mobile est disposée pour réaliser des repas avec et pour les résidents de l'unité. L'unité adaptée comprend aussi un espace de repos muni de fauteuils en nombre suffisant.

Des dispositions sont prises dans l'environnement immédiat des résidents pour faciliter et maintenir leurs capacités fonctionnelles et spatio-temporelles. Il s'agit d'éviter les fins de couloir sans issue, de proposer des lieux circulaires animés, de décorer l'unité dans un style familial, d'indiquer les lieux communs par un pictogramme sur les portes et de mettre à disposition des résidents du matériel d'occupation et fonctionnel pour favoriser la mise en activité par soi-même.

18.3. Le personnel

Au moins un membre du personnel de soins est présent dans l'unité adaptée de 7 heures à 21 heures. Toutes les dispositions utiles sont prises pour assurer l'accompagnement des résidents lors du repas de midi.

18.4. La coordination des activités.

La coordination des activités se déroulant dans le lieu de vie est assurée quotidiennement par un des membres du personnel et de préférence par ou sous la supervision du référent en démence. Une réunion pluridisciplinaire est réalisée une fois par semaine et est coordonnée par la référente en démence si cette fonction existe au sein de la maison de repos. ».

Art. 125. Dans l'annexe 120 du même Code, sont insérés les points 18.7 à 18.9. rédigés comme suit :

« 18.7. L'unité adaptée peut également accueillir en journée des résidents de la maison de repos ou de la maison de repos et de soins répondant aux critères d'inclusion tels que définis par le Ministre, dont la chambre n'est pas située dans l'unité adaptée et qui viennent y participer aux activités. La capacité maximum du nombre de résidents participants aux activités de l'unité adaptée est de maximum le double du nombre de résidents de l'unité adaptée, avec un maximum absolu de quarante personnes accueillies.

18.8. Le projet de vie individualisé.

Les évaluations des capacités restantes du résident sont réalisées au cours du 1^{er} mois qui suit son entrée en maison de repos et de soins par le personnel de réactivation, soit au moins un kinésithérapeute, un ergothérapeute ou un logopède et le référent en démence si la fonction existe au sein de l'établissement et sont classées dans le dossier individuel de soin.

En réunion pluridisciplinaire, les évaluations permettent la mise en la place d'objectifs individualisés, d'une part et l'évaluation de leurs impacts, d'autre part. Les capacités de chaque résident sont réévaluées lorsque l'état de santé de la personne évolue. La fréquence de ces évaluations est laissée à l'appréciation des professionnels.

18.9. Le projet de vie spécifique.

Le projet de vie spécifique de l'unité adaptée précise ses valeurs, ses objectifs, le déroulement d'une journée type, les priorités d'actions définies dans le temps ainsi que les modalités de séjour en décrivant les critères d'inclusion et d'exclusion des résidents. ».

Art. 126. Dans l'annexe 120 du même Code, le Chapitre VIII, comprenant le point 19, est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE VIII. — De l'unité de vie en journée

19.1. Lorsqu'il est organisé en journée, entre 11h et 17h, l'accueil des personnes âgées souffrant de troubles cognitifs majeurs ou diagnostiquées dément se réalise au sein d'un espace de vie spécifique mais intégré à la maison de repos et de soins. L'unité de vie en journée, d'une capacité maximum de quarante résidents, respecte la dynamique des groupes restreints.

L'accompagnement de ces résidents en journée se réalise dans un cadre de vie familial, stimulant et fonctionnel. L'unité de vie en journée favorise à la fois l'autonomie individuelle par la participation des résidents aux activités de la vie journalière et l'autonomie collective par la mise en place d'animations de loisirs et d'animations thérapeutiques adaptées aux troubles cognitifs ou aux diagnostiqués dément.

A tout moment de la journée, le résident est libre de rejoindre sa chambre. Le personnel veille à s'en assurer et à l'accompagner s'il ne peut pas s'y rendre par lui-même.

En dehors de ces heures, l'établissement met en place des actions qui favorisent l'intégration de ce public cible parmi les autres résidents. Ces actions sont spécifiées dans le projet de vie de l'établissement.

L'unité de vie en journée des personnes avec troubles cognitifs majeurs ou diagnostiquées dément ne peut pas être apparentée à une unité sécurisée, privative de liberté. L'unité sécurisée ne peut pas avoir sa place dans un établissement d'hébergement pour personnes âgées.

19.2. Le petit déjeuner et le repas du soir sont pris avec les autres résidents pour faciliter l'intégration des résidents avec troubles cognitifs majeurs ou diagnostiqués dément au sein de l'établissement. Dans l'unité de vie en journée, chaque résident est stimulé en fonction de ses capacités, à réaliser des activités de la vie journalière et à participer à des animations thérapeutiques avec le personnel de réactivation ainsi qu'à des animations ludiques avec le personnel d'animation ou avec les aides-soignantes. Un espace cuisine est aménagé, la participation des résidents à l'élaboration du repas est encouragée. Le samedi et le dimanche, l'établissement est encouragé à ouvrir son unité de vie en journée.

19.3. L'unité de vie en journée est organisée au sein de l'établissement et dispose d'une superficie d'au moins cinq m² par résident.

Le lieu de vie est suffisamment éclairé naturellement et dispose d'une vue vers l'extérieur.

L'accès au lieu de vie est ouvert au reste de la maison de repos et de soins pour permettre au résident de rejoindre librement sa chambre ou tout autre lieu de vie de l'établissement à tout moment.

19.4. L'unité de vie en journée est organisée à l'intérieur de la maison de repos dans un lieu spécifique formant un ensemble fonctionnel affecté exclusivement à cet usage. Il est prévu un lieu de vie composé d'un espace cuisine, accessible et adapté, d'une table unique ou de plusieurs tables permettant de rassembler les résidents et le personnel et permettant une participation conviviale aux repas du midi et aux activités collectives. La mise en place d'une cuisinière fixe ou mobile est facultative.

L'accueil de jour comprend aussi un espace de repos muni de fauteuils inclinables en nombre suffisant et d'au moins deux toilettes.

Des dispositions sont prises dans l'environnement immédiat des résidents pour faciliter et maintenir leurs capacités fonctionnelles et spatio-temporelles. Il s'agit d'éviter les fins de couloir sans issue, de décorer l'unité dans un style familial, d'indiquer les lieux communs par un pictogramme sur les portes et de mettre à disposition des résidents du matériel d'occupation et fonctionnel pour favoriser la mise en activité par soi-même.

19.5. Au moins un membre du personnel de soins est présent en permanence et un deuxième membre du personnel de soins est présent quand l'unité compte quinze résidents ou plus entre 11 h et 17 h. Toutes les dispositions utiles sont prises pour assurer l'accompagnement des résidents de l'unité de vie en journée lors du repas de midi.

19.6. Le personnel de l'unité de vie en journée participe à des activités de formation permanente en relation avec l'accompagnement des personnes présentant des troubles cognitifs majeurs ou diagnostiquées dément. Cette formation comporte au moins deux journées par an et peut être organisée à l'intérieur ou à l'extérieur de la maison de repos au sein de laquelle l'unité de vie en journée est organisée.

19.7. Les évaluations des capacités résiduelles du résident sont réalisées au cours du 1^{er} mois qui suit son entrée en maison de repos et de soins par le personnel de réactivation: au moins un kinésithérapeute, un ergothérapeute ou un logopède et le référent en démence si la fonction existe au sein de l'établissement et se retrouvent dans le dossier individuel de soin.

En réunion pluridisciplinaire, les évaluations permettent la mise en la place d'objectifs individualisés, d'une part et l'évaluation de leurs impacts, d'autre part. Les capacités de chaque résident sont réévaluées lorsque l'état de santé de la personne évolue. La fréquence de ces évaluations est laissée à l'appréciation des professionnels.

19.9. Le projet de vie spécifique de l'unité de vie en journée précise ses valeurs, ses objectifs, le déroulement d'une journée type, les priorités d'actions définies dans le temps ainsi que les modalités de séjour en décrivant les critères d'inclusion et d'exclusion des résidents. ».

Art. 127. Dans l'annexe 120 du même Code, est inséré un chapitre IX, comprenant les points 20.1 et 20.8., rédigé comme suit :

« CHAPITRE IX. — *Des normes de qualité*

20.1. Chaque maison de repos et chaque maison de repos et de soins dispensent, dans l'accomplissement de leur mission, des soins et des services appropriés à chaque résident. Dans ce cadre, elle développe une politique de qualité axée sur la planification, l'évaluation et l'amélioration systématiques de la qualité des soins et services prestés, ainsi que de son fonctionnement qui est notamment traduite dans le projet de vie institutionnel prévu au 5.1.

Celle-ci porte au moins sur :

1° la dispensation de soins et de services garantissant le respect de la dignité humaine, de la vie privée, des convictions idéologiques, philosophiques et religieuses, le droit de plainte, l'information et la participation de l'utilisateur, compte tenu également du contexte social de l'utilisateur ;

2° l'accompagnement spécifique des personnes atteintes de démence ou de troubles cognitifs majeurs ou diagnostiquées démentes ;

3° l'efficacité et l'efficience des soins et services offerts ainsi que du fonctionnement ;

4° la continuité des soins et services offerts ;

5° la fourniture, la conservation et la distribution de médicaments en concertation le cas échéant avec les pharmaciens.

20.2. Chaque maison de repos et chaque maison de repos et de soins dispose d'un programme de qualité qui, au minimum, précise la politique de qualité poursuivie visée au point 20.1, de même que les modalités et la périodicité de l'évaluation de la qualité des soins.

Au moins une fois par an, un rapport concernant l'évaluation de la qualité des soins et contenant au minimum les éléments repris dans le point 20.3 est rédigé par le ou les infirmiers en chef en concertation avec le médecin coordinateur et conseiller. Ce rapport est tenu à la disposition du personnel.

20.3. La maison de repos ou la maison de repos et de soins tient au minimum un enregistrement des données suivantes:

1° le nombre de cas d'escarres de décubitus ;

2° le nombre d'infections nosocomiales;

3° le nombre de chutes;

4° le nombre de personnes incontinentes;

5° l'application et le suivi de mesures de contention ou d'isolement.

Les enregistrements précédents font l'objet d'une analyse permettant d'évaluer de manière systématique l'efficacité des soins administrés. En effet, les registres sont analysés régulièrement afin d'en extraire des indicateurs qualitatifs, de définir les points forts mais aussi les points à améliorer et les lignes de conduite à définir.

20.4. Toute maison de repos et toute maison de repos et de soins disposent de procédures écrites concernant l'hygiène des mains et l'isolement de résidents souffrant d'une infection qui comporte un risque de contamination.

Elle dispose des produits destinés à assurer une bonne hygiène des mains et du matériel nécessaire pour appliquer les procédures visées à l'alinéa 1^{er}.

20.5. Toute maison de repos et toute maison de repos et de soins disposent de procédures écrites à respecter en cas d'application de mesures de contention ou d'isolement. Les mesures de ce genre peuvent être appliquées uniquement à titre exceptionnel, dans le but de garantir la sécurité des résidents qui présentent un danger pour eux-mêmes ou pour les autres résidents, dans le respect du point 1.1.

Un formulaire est rédigé pour chaque résident mis sous contention et mentionne :

1° nom et prénom du résident ;

2° date du début de la décision ;

3° motifs et objectifs ;

4° type de contention ;

5° modalité d'application de la contention : permanence, nuit, ... ;

6° une information préalable à la famille ou au représentant du résident ;

7° signature médecin traitant ;

8° signature infirmière ;

9° une évaluation hebdomadaire.

Avant toutes mesures de contention ou d'isolement, des alternatives sont envisagées par l'équipe de soins.

Le matériel de contention utilisé est adapté selon les besoins du résident et en suffisance.

Une analyse de risque est réalisée chez les résidents à risque notamment par les chutes à répétition bénéficiant d'une décision de non contention.

20.6. La maison de repos et de soins dispose d'un lien fonctionnel avec un service agréé de gériatrie (index G) ou un service agréé de traitement et de réadaptation fonctionnelle destiné aux patients atteints d'affections psychogériatriques (index Sp-psycho gériatrie). Ce lien fonctionnel fait l'objet d'une convention écrite, laquelle stipule notamment que le service G ou Sp-psycho gériatrie et la maison de repos et de soins organisent, au minimum, une réunion par an. Les réunions prévues visent aussi bien la concertation que la formation permanente du personnel des deux partenaires. Les preuves de la concrétisation de ces conventions écrites sont fournies.

20.7. Toute maison de repos et toute maison de repos et de soins invite les résidents à faire connaître, dans un climat ouvert et sans contrainte, leurs souhaits éventuels quant aux soins et traitements futurs. À la demande du résident, ces souhaits sont également notés dans le dossier de soins, étant entendu que ceux-ci sont révocables à tout moment et que ceci ne décharge pas le prestataire de soins de son obligation de toujours chercher à connaître la volonté réelle du patient.

20.8. Toute maison de repos et toute maison de repos et de soins instaure une politique de formation adaptée à chaque discipline. ».

Art. 128. Dans l'annexe 120 du même Code, est inséré un chapitre X, comprenant les points 21.1 et 21.5., rédigé comme suit :

« CHAPITRE X. — *De la participation et de l'examen des suggestions et plaintes des résidents*

21. 1. Dans chaque maison de repos et dans chaque maison de repos et de soins est créé un conseil des résidents qui se réunit au moins une fois par trimestre. Afin d'assurer le bon fonctionnement de ce conseil, celui-ci reçoit le soutien du personnel de la maison de repos ou de la maison de repos et de soins.

21.2. Ce conseil se compose de résidents de la maison de repos ou de la maison de repos et de soins ou de membres de leurs familles. Le directeur ou son représentant peut assister aux réunions du conseil des résidents. La liste nominative actualisée des membres du conseil des résidents est affichée à un endroit visible.

21.3. Ledit conseil peut émettre un avis, soit de sa propre initiative, soit à la demande du directeur, et ce, au sujet de toutes les questions relatives au fonctionnement général de la maison de repos ou de la maison de repos et de soins. Un rapport relatif aux réunions est rédigé et peut être consulté par les résidents ou les membres de leurs familles et leurs représentants.

21.4. Les fonctionnaires chargés de l'inspection des maisons de repos et des maisons de repos et de soins peuvent à tout moment consulter ces rapports.

21.5. Des suggestions, des remarques ou des plaintes peuvent être consignées par le résident, son représentant ou sa famille dans un registre. Le plaignant est informé de la suite qui a été donnée à sa plainte. Le registre susvisé est présenté, une fois par trimestre, sur simple requête au conseil des résidents. ».

Art. 129. Dans l'annexe 120 du même Code, est inséré un chapitre XI intitulé « Les soins palliatifs » comprenant les points 22.1 et 22.3., rédigé comme suit :

« CHAPITRE XI. — *Des soins palliatifs*

22.1. En vue de soutenir les soins relatifs à la fin de vie dans la maison de repos et de soins, le médecin coordinateur et conseiller et le ou les infirmiers en chef sont chargés :

1° de développer une culture des soins palliatifs et de sensibiliser le personnel à la nécessité de celle-ci;

2° de formuler des avis en matière de soins palliatifs à l'adresse du personnel infirmier, des aides-soignants et du personnel paramédical, du personnel de réactivation et des kinésithérapeutes;

3° de la mise à jour des connaissances des membres du personnel visés au point 2° en matière de soins palliatifs ;

4° du respect de la législation en matière d'euthanasie et de soins palliatifs, ainsi que du respect des volontés du résident concernant sa fin de vie ou de sa déclaration anticipée en matière d'euthanasie.

22.2. La maison de repos et de soins dispose d'un lien fonctionnel avec un service Sp soins palliatifs, visé à la rubrique IIIbis " Normes spécifiques par spécialité", point B "Normes spécifiques au service Sp soins palliatifs", des normes spéciales s'adressant au service spécialisé pour le traitement et la réadaptation, index Sp, figurant en annexe de l'arrêté royal du 23 octobre 1964 portant fixation des normes auxquelles les hôpitaux et leurs services doivent répondre.

22.3. La maison de repos et de soins collabore à l'association en matière de soins palliatifs couvrant la zone géographique concernée et collabore avec au moins un infirmier ou médecin hygiéniste hospitalier. ».

Art. 130. Dans l'annexe 120 du même Code, est inséré un chapitre XII, comprenant les points 23.1 et 23.5., rédigé comme suit :

« CHAPITRE XII. — *Du centre pour lésions cérébrales acquises*

23. 1. Normes générales

23.1. Le centre pour lésions cérébrales acquises est destiné aux personnes atteintes d'une lésion cérébrale acquise étant toutefois entendu :

a) que ces personnes ont été transférées par une section « centre d'expertise pour patients comateux », telle que visée à l'arrêté royal du 4 juin 2008 fixant les normes auxquelles la section « centre d'expertise pour les patients comateux » doit répondre pour être agréée à moins qu'il ne s'agisse de personnes domiciliées dans une Communauté ou une Région dans laquelle n'est agréée aucune section « centre d'expertise ». En vue de garantir le trajet de soins, lesdites personnes sont transférées par une section comparable au sein de laquelle une rééducation intensive et spécifique a été subie pendant un temps limité. Le transfert est précédé d'une concertation entre les médecins de la section précitée et d'un « centre d'expertise pour patients comateux », pour aboutir à un avis favorable en ce qui concerne l'admission. En outre, lesdites personnes sont examinées, dans les 3 jours suivant leur admission, par un médecin spécialiste du « centre d'expertise pour patients comateux », qui garantit la fonction de liaison externe vis-à-vis du centre;

b) que ces personnes sont fortement tributaires de l'aide de tiers pour pouvoir accomplir les actes de la vie journalière et dès lors appartiennent à la catégorie de dépendance prévue à l'article 148, dernier alinéa, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

24. 2. Tout centre pour lésions cérébrales acquises dispose au minimum de cinq lits.

23.2. Normes architecturales

La surface nette par chambre à un lit doit au moins s'élever à 12 m², les sanitaires non compris. La surface est portée à 18 m² pour les chambres à deux lits, les sanitaires non compris.

Dans les nouvelles constructions, les lits sont installés dans une chambre individuelle dont la surface doit s'élever, au moins, à 18 m².

23.3. Normes fonctionnelles

Le centre dispose de matériel de soins adapté en quantité suffisante.

Le matériel suivant est au minimum disponible : soulève-personnes, saturomètres, matelas de prévention des plaies de décubitus de type « alternating », baignoires et lits à hauteur variable, fauteuils roulants, matériel d'aspiration bronchique et matériel de rééducation adapté.

23.4. Normes organisationnelles

Par tranche de 30 pensionnaires visés au point 24.1, 1, la norme du personnel est la suivante:

- a) 7 équivalents temps plein de praticiens de l'art infirmier, dont un infirmier en chef ;
- b) 12 équivalents temps plein aide-soignant et personnel soignant, dont au minimum 95 % d'aides-soignants; à dater du 1^{er} janvier 2015, seuls les aides-soignants entrent en considération;
- c) 1 équivalent temps plein de kinésithérapeute ou ergothérapeute ou logopède;
- d) 1,5 équivalent temps plein de personnel de réactivation.

Le centre met l'accent sur l'organisation de la formation du personnel soignant, paramédical et infirmier dans le domaine des soins aux personnes atteintes de lésions cérébrales acquises.

23.5. Normes de qualité

Le centre pour lésions cérébrales acquises désigne un point de contact pour les questions éthiques rencontrées par le personnel et la famille ou le représentant du patient.

Chaque centre pour lésions cérébrales acquises collabore avec une section « centre d'expertise » agréée pour les patients comateux, telle que visée à l'arrêté royal précité du 4 juin 2008. Dans le cadre de cette collaboration, les modalités selon lesquelles le centre d'expertise garantit sa fonction de liaison externe vis-à-vis du centre pour lésions cérébrales acquises sont déterminées. Il est notamment précisé de quelle manière:

- 1° la sortie du patient du centre d'expertise est préparée et suivie en concertation;
- 2° la formation continue du personnel du centre pour lésions cérébrales acquises est assurée par le centre d'expertise;
- 3° des avis spécialisés y sont échangés en tant que réponse à des problèmes individuels complexes;
- 4° le centre peut faire appel au comité d'éthique de l'hôpital qui exploite le centre d'expertise. ».

Art. 131. Dans l'annexe 121 du même Code, la phrase liminaire est complétée par trois alinéas rédigés comme suit :

« La résidence-services est organisée par une personne morale.

Dans le cas de la résidence-services visée à l'article 334, 2°, c), i), du Code décretal cette personne morale est soit propriétaire de l'immeuble de logements, soit dispose d'un mandat du propriétaire pour exploiter l'immeuble en tant que résidence-services.

Dans le cas de la résidence-services visée à l'article 334, 2°, c), ii), du Code décretal, cette personne morale dispose d'un mandat de l'assemblée des copropriétaires pour gérer l'immeuble en tant que résidence-services. Dans ce cadre, le Ministre précise les modèles de conventions nécessaires à l'application de la présente disposition. ».

Art. 132. Dans l'annexe 121 du même Code, au point 1.9., les mots « de septante ans au moins » sont supprimés.

Art. 133. Dans l'annexe 121 du même Code, au point 2.1.3., les mots « au chapitre VI de la présente annexe » sont remplacés par les mots « aux articles 1402/1 à 1402/10 du présent Code ».

Art. 134. Dans l'annexe 121 du même Code, est inséré un point 2.1.8. rédigé comme suit :

« 2.1.8. Si le gestionnaire prévoit une réduction du prix d'hébergement en cas d'absence du résident pour hospitalisation, week-end, vacances ou pour tout autre motif, il en prévoit les conditions dans la convention. En cas contraire, rien ne doit être spécifié dans la convention. - ».

Art. 135. Dans l'annexe 121 du même Code, le point 3.1.1. est remplacé par ce qui suit :

« 3.1.1. La collecte des données y consignées et leur traitement se font conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE et à la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel. ».

Art. 136. Dans l'annexe 121 du même Code, le point 3.1.3. est remplacé par ce qui suit :

« 3.1.3. Une liste des membres du personnel pouvant avoir accès à ce dossier, conformément au règlement et à la loi précités, est tenue à jour. ».

Art. 137. Sans l'annexe 121 du même Code, au point 7.1.2., le mot « lits » est remplacé chaque fois par le mot « places ».

Art. 138. Dans l'annexe 121 du même Code, au point 8.6., les mots « de septante ans aux moins » sont remplacés par le mot « âgées ».

Art. 139. Dans l'annexe 121 du même Code, le chapitre VI, comprenant les points 10.1 et 10.2, et le chapitre VII, comprenant les points 11.1. à 11.3., sont abrogés.

Art. 140. Dans l'annexe 122 du même Code, le point 1.4. est complété par un tiret rédigé comme suit :

« Les possibilités de transport vers et au départ du centre, organisées par le centre ou par d'autres opérateurs. ».

Art. 141. Dans l'annexe 122 du même Code, au point 2.1.3., les mots « au chapitre VII de la présente annexe » sont remplacés par les mots « aux articles 1402/1 à 1402/10 du présent Code ».

Art. 142. Dans l'annexe 122 du même Code, le point 6.1.3. est remplacé par ce qui suit :

« 6.1.3. La collecte des données y consignées et leur traitement se font conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE et à la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel. ».

Art. 143. Dans l'annexe 122 du même Code, le point 7.1 est complété par l'alinéa suivant :

« Si plus de 20 résidents sont présents dans le centre d'accueil de soirée ou de nuit, la présence d'au moins deux membres du personnel de soins ou de réactivation doit être assurée dans les locaux de la maison de repos ou de la maison de repos et de soins concernée. ».

Art. 144. Dans l'annexe 122 du même Code, au point 7.3.1., le mot « lits » est remplacé chaque fois par le mot « places ».

Art. 145. Dans l'annexe 122 du même Code, le point 8.1.1 est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque le centre d'accueil compte plus de quinze places, le nombre de mètres carrés par place est d'au moins neuf mètres carrés par place bénéficiant d'un titre de fonctionnement, avec un minimum de cent cinquante mètres carrés. ».

Art. 146. Dans l'annexe 122 du même code, le point 8.3.2 est complété par les mots « par tranche de 15 places entamées ».

Art. 147. Dans l'annexe 122 du même code, au point 8.3.7, les mots « par tranche de 15 places entamées » sont intégrés entre le mot « baignoire » et les mots « , permettant une autonomie ».

Art. 148. Dans l'annexe 122 du même Code, le chapitre VII est abrogé.

Art. 149. Dans l'annexe 122 du même Code, est inséré un point 11.0 rédigé comme suit :

« 11.0. Le centre de soins de jour est en liaison fonctionnelle avec une maison de repos ou une maison de repos et de soins. S'il est situé au sein de l'une de ces structures, il en constitue une unité distincte. ».

Art. 150. Dans l'annexe 122 du même Code, est inséré un chapitre IX, comprenant les points 12.1 à 12.4., rédigés comme suit :

« CHAPITRE IX. — *Centres de soins de jour pour personnes âgées dépendantes*

12. 1 Normes générales

Le centre de soins de jour pour personnes âgées dépendantes est destiné aux personnes nécessitant des soins, étant entendu toutefois que leur état de santé général exige, outre les soins du médecin généraliste, des soins infirmiers, paramédicaux et kinésithérapeutiques ainsi qu'une aide dans les activités de la vie quotidienne. Ces personnes, en outre, satisfont aux critères de dépendance visés à l'article 148bis, alinéa 1^{er}, 3^o de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

12.2. Normes fonctionnelles

Le centre de soins de jour pour personnes âgées dépendantes est en liaison fonctionnelle avec une maison de repos ou une maison de repos et de soins. S'il est situé au sein de l'une de ces structures, il en constitue une unité distincte.

12.3. Normes d'organisation

12.3.1. Les normes de personnel par quinze usagers sont fixées comme suit:

a) 0,5 équivalent temps plein infirmier ;

b) 2,03 équivalents temps plein membre du personnel qui assiste effectivement les praticiens de l'art infirmier dans la dispensation des soins, aide les personnes dépendantes dans les actes de la vie journalière, dans la préservation de l'autonomie et le maintien de la qualité d'habitat et de vie; ce personnel justifie au moins les qualifications suivantes: le brevet ou le diplôme de l'enseignement secondaire ou le certificat d'étude de l'enseignement secondaire ou le certificat de qualification ou le certificat de l'enseignement secondaire de: auxiliaire familiale et sanitaire, puériculture, aspirante en nursing, « leefgroepwerking », « gezins- en bejaardenhelpster », « personenzorg », assistant en gériatrie, éducateur, moniteur de collectivité, auxiliaire polyvalente des services à domicile et en collectivité ou aide polyvalente de collectivités ou aide-soignant, sont assimilées aux membres du personnel soignant, les personnes qui ont suivi avec fruit une formation reconnue par l'autorité compétente de la communauté concernée;

c) 2,03 équivalents temps plein membre du personnel qui assiste effectivement les praticiens de l'art infirmier dans la dispensation des soins, aide les personnes dépendantes dans les actes de la vie journalière, dans la préservation de l'autonomie et le maintien de la qualité d'habitat et de vie; ce personnel justifie au moins les qualifications suivantes : le brevet ou le diplôme de l'enseignement secondaire ou le certificat d'étude de l'enseignement secondaire ou le certificat de qualification ou le certificat de l'enseignement secondaire de : auxiliaire familiale et sanitaire, puériculture, aspirante en nursing, " leefgroepwerking ", " gezins- en bejaardenhelpster ", " personenzorg ", assistant(e) en gériatrie, éducateur, moniteur de collectivité, auxiliaire polyvalente des services à domicile et en collectivité et en collectivité ou aide polyvalente de collectivités ou aide-soignant ; sont assimilées aux membre du personnel soignant, les personnes qui ont subi avec fruit une formation reconnue par l'autorité compétente de la communauté concernée;

d) 0,35 équivalent temps plein kinésithérapeute ou ergothérapeute ou logopède;

e) 0,60 équivalent temps plein exerçant une fonction de réactivation pour personnes âgées, disposant d'une des qualifications suivantes : graduat ou baccalauréat ou licence ou master en kinésithérapie, graduat ou baccalauréat ou licence ou master en logopédie, graduat ou baccalauréat en ergothérapie, graduat ou baccalauréat en thérapie du travail, graduat ou baccalauréat en sciences de réadaptation, graduat ou baccalauréat en diététique, graduat ou baccalauréat ou licence ou master en orthopédagogie, graduat ou baccalauréat ou post-graduat ou master en psychomotricité, licence ou master en psychologie, graduat ou baccalauréat d'assistant en psychologie et assimilés, graduat ou baccalauréat d'assistant social, de " sociaal werker of in de sociale gezondheidszorg ", d'infirmier social ou d'infirmière spécialisée en santé communautaire, graduat ou baccalauréat en sciences familiales, licence ou master en gérontologie, graduat ou baccalauréat d'éducateur.

12.3.2. Au moins une personne remplissant les conditions reprise à l'un des points ci-dessus est présente en permanence pour assurer l'accueil et les soins aux personnes.

12.3.3. Si le centre ne satisfait pas aux normes de personnel visées au point 1 pour une ou plusieurs qualifications, un déficit par qualification peut être compensé par un excédent de personnel dans une autre qualification selon les règles définies à l'alinéa 2. Toutefois, cette compensation n'est pas possible s'il s'agit d'un déficit relatif à la norme de personnel visée au 12.3.1, d).

La compensation visée à l'alinéa 1^{er} est appliquée selon les règles suivantes :

a) un déficit de personnel de réactivation tel que visé au point 12.3.1, d), peut être compensé pour maximum 20 % par un excédent d'infirmiers gradués ou de bacheliers en soins infirmiers ;

b) un déficit d'infirmiers tels que visés au point 12.3.1, a), peut être compensé pour un maximum de 20 % par un excédent de personnel de réactivation tel que visé au point 12.3.1, d) ;

c) un déficit de personnel soignant tel que visé au point 12.3.1, b), peut être compensé de façon illimitée par un excédent d'infirmiers tels que visés au point 12.3.1, a) ou de personnel de réactivation tel que visé au point 12.3.1, d).

12.4. Données statistiques

Les centres de soins de jour pour personnes âgées dépendantes communiquent au Ministre, dans les délais fixés et selon les modalités prévues, tous renseignements statistiques se rapportant à leur établissement. ».

Art. 151. Dans l'annexe 122 du même Code, est inséré un chapitre X, comprenant les points 13.1 à 13.3.4., rédigé comme suit :

« CHAPITRE X. — Centres de soins de jour pour personnes souffrant d'une maladie grave

13.1 Normes générales.

Le centre de soins de jour pour personnes souffrant d'une maladie grave est destiné aux personnes qui répondent aux critères définis à l'article 148bis, alinéa 2, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, à savoir les personnes qui, quel que soit leur âge, soit répondent à tous les critères mentionnés aux 1° à 5°, soit répondent aux conditions visées à l'article 3 de l'arrêté royal du 2 décembre 1999 déterminant l'intervention de l'assurance soins de santé obligatoire pour les médicaments, le matériel de soins et les auxiliaires pour les patients palliatifs à domicile visés à l'article 34, 14°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994. Le centre de soins de jour pour personnes souffrant d'une maladie grave offre un soutien pour :

1° le contrôle de la douleur et des symptômes en cas de souffrances psychiques ou physiques qui sont la conséquence de la progression de la maladie ou des traitements y afférant ;

2° les soins adaptés et complémentaires ;

3° la revalidation et en particulier l'apprentissage d'aptitudes spécifiques dans le cadre de la vie quotidienne.

13.2. Normes fonctionnelles

Un agrément comme centre de soins de jour pour personnes souffrant d'une maladie grave est accordé pour minimum cinq places et maximum quinze places regroupées dans une entité architecturalement distincte.

Le centre est ouvert minimum 5 jours par semaine pour une prise en charge d'au moins six heures par jour.

Pour chaque patient un plan de soins concerté est établi.

Le centre organise une collaboration fonctionnelle avec :

1° un hôpital disposant d'un service Sp soins palliatifs;

2° un hôpital disposant d'une fonction de soins d'urgence et de soins intensifs ;

3° l'association en matière de soins palliatifs compétente et l'équipe de soutien au domicile;

4° une maison de repos ou une maison de repos et de soins.

Le centre collabore aux travaux du ou des cercles de médecins généralistes présents dans sa zone d'activité.

Le centre offre une fonction de liaison entre les soins intra- et extra-muros en vue d'assurer la continuité des soins.

13.3. Normes d'organisation

13.3.1. L'encadrement médical est assuré par un médecin généraliste ou spécialiste ayant une expérience particulière en soins palliatifs.

Ce médecin est chargé de la coordination de l'activité médicale du centre, des bilans d'entrée, des plans de soins et des prescriptions nécessaires pour la prise en charge dans le cadre du centre.

Pour assurer cette fonction de coordination médicale, le médecin sera présent au sein du centre de soins de jour à raison d'au moins 5 heures par semaine pour 15 usagers.

A la demande de l'infirmière responsable au niveau du centre, il peut être fait appel au médecin traitant du patient pour lui dispenser des prestations médicales

13.3.2. Les normes minimales de personnel par 15 usagers sont fixées comme suit :

a) 2,5 équivalent temps plein infirmiers;

b) 2 équivalents temps plein aides-soignants;

c) 1,5 équivalent temps plein membre du personnel de réactivation, au sens de l'annexe 120 du Code réglementaire ; dont au moins 0,5 équivalent temps plein psychologue clinicien.

13.3.3. Au moins une personne remplissant les conditions visées au point 13.3.2 est présente en permanence pour assurer l'accueil et les soins aux personnes.

13.3.4. Si le centre ne satisfait pas à la norme visée au point 13.3.2, pour une ou plusieurs qualifications de personnel, un déficit par qualification peut être compensé par un excédent de personnel d'une autre qualification selon les règles précisées à l'alinéa 2. Toutefois, cette compensation n'est pas possible lorsqu'il s'agit d'un déficit relatif à la norme de personnel de 0,5 équivalent temps plein psychologue clinicien par quinze patients, visée au 13.3.2, c).

La compensation visée à l'alinéa 1^{er} est appliquée selon les règles suivantes :

1° un déficit de membres du personnel de réactivation tel que visé au 13.3.2, c), peut être compensé pour 20 % au maximum par un excédent d'infirmiers gradués ou de bacheliers en soins infirmiers;

2° un déficit d'infirmiers tels que visés au 13.3.2, a), peut être compensé pour vingt pour cent au maximum par un excédent de membres du personnel de réactivation ;

3° un déficit d'aides-soignants tels que visés au 13.3.2, b), peut être compensé de façon illimitée par un excédent d'infirmiers et/ou de personnel de réactivation. ».

CHAPITRE II. — *Dispositions abrogatoires et transitoires*

Art. 152. L'arrêté royal du 21 septembre 2004 fixant les normes pour l'agrément spécial comme maison de repos et de soins ou comme centre de soins de jour et comme centre pour lésions cérébrales acquises, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2014, est abrogé.

Art. 153. L'article 75 ne s'applique qu'aux nouvelles constructions ou aux reconditionnements.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si les éléments prévus à l'article 75 sont existants au sein de la maison de repos ou de la maison de repos et de soins, ces éléments doivent être intégrés aux prix de base qui est revu dans l'année qui suit la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, moyennant un dossier explicatif.

Art. 154. Toutes les demandes en matière de prix d'hébergement ou d'accueil ou de pourcentage de marges introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté par application des dispositions réglementaires antérieures, pour lesquelles aucune décision n'a encore été formulée ou dont le délai n'est pas encore échu, sont traitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 12 août 2005 portant dispositions particulières en matière de prix pour le secteur des établissements d'accueil pour personnes âgées.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 155. L'agence crée en son sein un groupe de travail technique composé des fédérations représentatives du secteur et de représentants des aînés afin d'assurer la mise en place de la présente réforme. Le groupe de travail technique est notamment chargé du suivi du respect des normes d'agrément visées aux annexes 120, 121 et 122, ainsi que du suivi de la démarche qualité au sein des établissements.

Art. 156. La Ministre de la Santé est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Art. 157. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 42 et 58 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Namur, le 16 mai 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2019/15205]

16 MEI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wat bepalingen betreft met betrekking tot de ouderen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 september 2004 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning als rust- en verzorgingstehuis, als centrum voor dagverzorging of als centrum voor niet-aangeboren hersenletsel;

Gelet op het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 december 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 december 2018;

Gelet op de beslissing van 11 februari 2019 van het inter-Franstalig overlegorgaan om geen advies uit te brengen over het besluit;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne des Aînés" (Waalse commissie voor senioren), gegeven op 29 januari 2019;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 19 april 2018;

Gelet op het rapport van 13 december 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2^o, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 4 april 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingsbepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Artikel 1 van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt gewijzigd als volgt:

1° punt 1° wordt opgeheven;

2° er wordt een 2/1° ingevoegd, luidend als volgt:

“2/1° Agentschap: het “Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles” (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen).

Art. 3. In hetzelfde Wetboek wordt titel VI van boek II van het eerste deel, dat artikel 7 bevat, opgeheven.

Art. 4. In het opschrift van afdeling 1 van hoofdstuk 1 van titel I van boek VI van het tweede deel van hetzelfde Wetboek wordt het woord “60” vervangen door het woord “70”.

Art. 5. Artikel 1396 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt vervangen als volgt:

“Art. 1396. § 1. De huisvesting of de opvang in een senioreninrichting is, tegen 90% van de erkende plaatsen per inrichting, voorbehouden aan personen van minstens zeventig jaar oud.

In afwijking van lid 1 wordt de huisvesting of de opvang van personen die jonger dan 70 jaar zijn, in een inrichting voor de huisvesting of de opvang van senioren, bij overschrijding van het percentage bedoeld in lid 1, aan de vergunning door de Minister of diens gemachtigde onderworpen, op grond van een gemotiveerde aanvraag die de inrichting voor de opname van de persoon indient.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 worden gemachtigd:

1° de huisvesting van bejaarde personen van minder dan 70 jaar in de plaatsen van rust-en verzorgingstehuizen die in aanmerking komen voor een bijzondere erkenning als centrum voor niet-aangeboren hersenletsels in de zin van de artikelen 1140/1 tot 1140/10 en, meer bepaald, de bepalingen houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning als rust- en verzorgingstehuis, als centrum voor dagverzorging of als centrum voor niet-aangeboren hersenletsels;

2° de huisvesting van senioren, jonger dan zeventig jaar, in serviceflats, dagopvangcentra en dagverzorgingscentra, voor zover de betrokken senioren hun zestigste verjaardag hebben bereikt;

3° de huisvesting van senioren, jonger dan zeventig jaar, in het kader van de overeenkomsten ondertekend met het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering (RIZIV) betreffende de organisatie en de financiering van een programme tot verzorging van patiënten die lijden aan multiple sclerose of amyotrofische laterale sclerose in een gevorderd stadium en/of betreffende de organisatie en de financiering van een programma tot verzorging van patiënten die lijden aan de ziekte van Huntington in een gevorderd stadium.”.

Art. 6. In artikel 1398, 2°, en artikel 1399, leden 1, 3, 4 en 5, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014 worden de woorden “het bestuur” telkenmale vervangen door de woorden “het Agentschap”.

Art. 7. In artikel 1400 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord “bestuur” vervangen door het woord “Agentschap”.

2° in lid 2 worden de woorden “niet moet worden toegelaten” vervangen door de woorden “niet wordt toegelaten”.

Art. 8. In afdeling 2 van hoofdstuk 1 van titel I van boek IV van het tweede deel van hetzelfde Wetboek wordt een onderafdeling 1/1, bevattende de artikelen 1402/1 tot 1402/10 ingevoegd, luidend als volgt:

“Onderafdeling 1/1. Normen betreffende de prijzen

Art. 1402/1. Voor de toepassing van deze onderafdeling wordt verstaan onder :

1° inrichting: de inrichting voor bejaarden omschreven in artikel 334, 2°, a) tot g), van het decreetgevend Wetboek;

2° diensten: alle verstrekkingen van diensten onder uitsluiting van diensten verstrekt ter uitvoering van een arbeidsovereenkomst, een tewerkstellingsovereenkomst, een leercontract of een arbeidsovereenkomst voor huispersoneel;

3° leveringen: de producten, stoffen, waren en goederen;

4° marge: verschil tussen verkoopprijs en aankoopprijs van een levering of een dienst, uitgedrukt in percentage op de aankoopprijs;

5° aangestelde ambtenaren: de ambtenaren bedoeld in artikel 366, § 2, van het decreetgevend Wetboek;

6° dag: kalenderdag, namelijk alle dagen van de week, weekends en feestdagen inbegrepen;

7° eerste prijs: de rechtstreekse facturatie aan de bewoner van de basisprijs voor de opvang in de inrichting, supplementen inbegrepen.

Art. 1402/2. § 1. Elke inrichting geeft kennis ter informatie van zijn eerste prijs, op basis van een uiteenzettend dossier voor iedere nieuwe inrichting, uitbreiding of nieuwe voorwaardenbepaling. De eerste prijs kan geen enkele aanleiding geven tot een korting tijdens de eerste zes maanden volgend op de kennisgeving van de eerste prijs aan het Agentschap.

§ 2. Een inrichting kan geen enkele prijs- of margeverhoging toepassen, dan na voorafgaandelijke aanvraag aan het Agentschap.

Art. 1402/3. § 1. Elke aanvraag tot prijs- of margeverhoging wordt bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst aan het Agentschap gestuurd.

§ 2. Om ontvankelijk te zijn, bevat de aanvraag volgende informatie:

1° het ondernemingsnummer, de rechtsvorm, de naam en het adres van de beheerder, omschreven in artikel 334, lid 1, 3°, van het decreetgevend Wetboek;

2° het nummer van de werkingstitel, het nummer van de exploitatie-eenheid, de benaming en het adres van de inrichting;

3° de aard en de specificaties van de diensten en leveringen en de dienovereenkomstige omzet;

4° de huidige en aangevraagde prijzen en hun datum van toepassing;

5° de toegekende kortingen;

6° een overzicht van het tewerkgestelde personeel op het ogenblik van de aanvraag en een overzicht van het personeel tewerkgesteld in de drie jaar voorafgaande aan de aanvraag, in voltijdsequivalenten;

7° de omstandige verantwoording op grond van cijfers, van commentaar voorzien, van de aangevraagde verhoging;

8° de jaarrekeningen van de inrichting voor de drie laatste afgesloten boekjaren en, in voorkomend geval, de exploitatierekeningen van de betrokken afdeling;

9° een omstandig overzicht van alle interventies en subsidies toegekend door de federale, gewestelijke en Gemeenschapsoverheden;

10° het aantal dagen huisvesting of opvang, gefactureerd aan de bewoners over de drie jaren voorafgaand aan de aanvraag.

Om de aanvraag tot verhoging in te dienen, gebruikt de beheerder het formulier beschikbaar op de website van het Agentschap en op de website socialsante.wallonie.be.

Wanneer de aanvraag onvolledig is, licht het Agentschap de beheerder daar per aangetekend schrijven over in, binnen de vijftien dagen volgend op de datum van ontvangst van de aanvraag met opgave van de ontbrekende stukken. De in artikel 1402/4 bedoelde termijn van 60 dagen gaat pas in op de datum waarop het Agentschap alle vereiste gegevens ontvangt.

§ 3. De verhoging van de prijs van de huisvesting of de opvang mag in een kalenderjaar niet meer dan vijf procent hoger zijn dan de indexering van de consumentenprijzen sinds de laatste prijsverhoging

Art. 1402/4. § 1. Binnen 60 dagen na ontvangst van de volledige aanvraag, blijkens het ontvangstbewijs bedoeld in artikel 1402/3, § 1, wordt de beslissing van de Minister over de verhoging van de huisvestings- of opvangprijzen en -marges per aangetekende brief aan de aanvrager meegedeeld

§ 2. De inrichting stelt de bewoners, de opgevangen personen of hun vertegenwoordigers in kennis van de prijzen voor huisvesting of opvang, de toegestane margepercentages en de datum van toepassing ervan. Zij zendt een afschrift van deze kennisgeving aan het Agentschap. Zij kan de toegestane verhoging van de prijzen en marges van de huisvesting of van de opvang ten vroegste op de dertigste dag na de kennisgeving van de verhoging toepassen.

§ 3. Indien binnen 60 dagen na ontvangst van het volledige verzoek geen beslissing wordt meegedeeld, kan de instelling de gevraagde verhoging van de prijzen en marges voor huisvesting of opvang toepassen onder de in paragraaf 2 genoemde voorwaarden.

Art. 1402/5. § 1. In afwijking van artikel 1402/2 en artikel 1402/3, punten 1 en 2, stelt de beheerder het Agentschap per aangetekende brief in kennis van de verhoging van de prijzen voor huisvesting of opvang en van de door de inrichting toe te passen toeslagen, wanneer deze verhoging beperkt blijft tot een percentage dat overeenkomt met een lineaire aanpassing van de prijs aan het indexcijfer van de consumentenprijzen over een periode van ten hoogste 36 maanden voorafgaand aan de maand waarin de kennisgeving wordt ontvangen.

De termijn van zesendertig maanden is beperkt tot de maand voorafgaand aan het laatste besluit van de minister of de ontvangst van de laatste kennisgeving in de zin van dit artikel. Bij ontstentenis van een besluit van de Minister wordt de periode van zesendertig maanden beperkt door de datum van kennisgeving van de door de instelling toegepaste prijzen

§ 2. De kennisgeving vermeldt de prijzen van de huisvesting of de opvang en de toeslagen en de datum van toepassing, de nieuwe prijzen van de accommodatie of de receptie en de datum van toepassing, alsmede het percentage van de verhoging, afgerond op twee cijfers na de komma. De kennisgeving wordt gedaan door middel van een standaardbrief die beschikbaar is op de website socialsante.wallonie.be.

Indien het Agentschap niet binnen 30 dagen na ontvangst van de kennisgeving weigert, stelt de inrichting het Agentschap, de bewoners of hun families of de opgevangen personen of hun vertegenwoordigers in kennis van de verhoging en de datum van de aanvraag. Zij kan de gemelde verhoging ten vroegste op de dertigste dag na de dag van kennisgeving toepassen.

Art. 1402/6. § 1. De prijzen van diensten en leveringen die als nieuw kunnen worden beschouwd, worden uiterlijk 15 dagen voor de uitvoering ervan aan het Agentschap meegedeeld.

Deze kennisgeving geschiedt bij aangetekende brief met ontvangstbevestiging, met vermelding van de woorden "kennisgeving van nieuwe diensten" of "kennisgeving van nieuwe leveringen".

Indien het Agentschap niet binnen 15 dagen na de datum van ontvangst van de kennisgeving een weigering van de dienst of levering weigert, wordt deze als nieuw beschouwd.

§ 2. Kunnen niet als nieuw worden beschouwd:

1° diensten of leveringen die een soortgelijke of overeenstemmende dienst of levering in de inrichting hebben;

2° het verrichten van diensten of leveringen die het voorwerp uitmaken van een overdracht van activiteiten of een hervatting van activiteiten na de vereffening of het faillissement van een inrichting.

Art. 1402/7. Voor elke prijsverhoging die wordt toegepast op bewoners die worden overgebracht naar een nieuw gebouw, een nieuwe uitbreiding of een verbouwd bestaand gebouw is ofwel een verzoek om een prijsverhoging op basis van de artikelen 1402/2 en 1402/3, ofwel een kennisgeving van prijsverhoging op basis van artikel 1402/5 vereist.

Art. 1402/8. Op verzoek van het Agentschap verstrekt de inrichting alle informatie met betrekking tot de ontwikkeling van de prijzen.

Art. 1402/9. Overtredingen van de bepalingen van deze onderafdeling worden onderzocht, vastgesteld, vervolgd en bestraft overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 366, § 2, 369 tot en met 377 van het decreetgevende deel van het Wetboek en de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen.

Art. 1402/10. Onverminderd de bepalingen die van toepassing zijn op het beroep bij de Raad van State, kan een instelling die de beslissing van de Minister wil aanvechten, een verzoek tot herziening van de ministeriële beslissing indienen bij het Agentschap op basis van nieuwe informatie. Het verzoek wordt dan als nieuw beschouwd en overeenkomstig de artikelen 1402/3 en 1402/4 behandeld."

Art. 9. In artikel 1403 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014 en bij het decreet van 21 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden “en de rust- en verzorgingstehuizen” ingevoegd tussen de woorden “op de rustoorden” en de woorden “, de serviceflats”;

2° in lid 2 worden de woorden “, aan cognitieve stoornissen lijdende of dement gediagnosticeerde” ingevoegd tussen de woorden “gedesoriënteerde” en de woorden “bejaarde personen”.

Art. 10. In artikel 1404, lid 1, 3° en 4°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “bedden” telkenmale vervangen door de woorden “plaatsen”.

Art. 11. In artikel 1405 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 4 december 2014 en bij het decreet van 18 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden “kan de Minister na gunstig advies van het bestuur en van de Commissie toestaan dat van de normen betreffende het gebouw bedoeld in de bijlagen 120, met uitzondering van de punten 13.2 en 15.5, 121 en 122 wordt afgeweken” vervangen door de woorden “aanvaardt het Agentschap een verschil kleiner dan of gelijk aan tien percent van de normen betreffende de oppervlaktes en de opmetingsstaten van de gebouwen, zoals vastgesteld in de bijlagen 120 tot 122 op het totale gebouw en per kamer”;

2° in lid worden de woorden “na gunstig advies van het bestuur en van de Commissie” opgeheven;

3° er wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidend als volgt :

“In afwijking van lid 1 kan de Minister afwijkingen toestaan, hoger dan de normen betreffende het gebouw, vastgesteld in bijlage 120, uitgezonderd de punten 13.2 en 15.5, de bijlagen 121 en 122 op grond van een advies van het Agentschap.” ;

4° in lid 2, 4°, wordt het woord “bedden” opgeheven;

5° in lid 4 wordt het woord “bestuur” vervangen door het woord “Agentschap”.

6° het vijfde lid wordt vervangen als volgt:

“Het Agentschap behandelt de aanvraag binnen een termijn van drie maanden volgend op de indiening van de aanvraag vanaf het ogenblik waarop deze volledig is en maakt zijn advies aan de Minister over, die dan binnen de drie maanden beslist.” ;

7° het zesde lid wordt opgeheven.

Art. 12. Afdeling 3 van hoofdstuk 1 van titel I van boek VI van het tweede deel van hetzelfde Wetboek, bevattende de artikelen 1406 tot 1409, wordt opgeheven.

Art. 13. In artikel 1410 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord “bedden” wordt telkenmale vervangen door het woord “plaatsen”;

2° het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Te rekenen van 1 januari 2019 en voor een periode van tien jaar wordt de maximumcapaciteit bedoeld in lid 1 verhoogd met 1.130 eenheden, jaarlijks op 1 januari. Een eenheid stemt overeen met één plaats in een rusthuis.

Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten vastgesteld door de Regering kan de Commissie voor de opvang en de huisvesting van bejaarde personen, ingesteld bij artikel 15, § 1, van het decreetgevend Wetboek, in het kader van de overeenkomst bedoeld in artikel 15, § 2, 1°, van hetzelfde Wetboek, gelijkwaardigheidsregels bepalen voor eenheden naar andere regelingen voor de opvang en de huisvesting van bejaarde personen, evenals de verdeling van de eenheden tussen regelingen.”.

Art. 14. In artikel 1411 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord “bedden” wordt telkenmale vervangen door het woord “plaatsen”;

2° het woord “vijfzeventig” wordt telkenmale vervangen door het woord “tachtig”;

3° het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Voor de berekening bedoeld in lid 2 wordt er voor de arrondissementen die grenzen aan Frankrijk, Duitsland, Nederland en het Groothertogdom Luxemburg, geen rekening gehouden in het aantal plaatsen die in aanmerking komen voor een werkings­titel of een beginselakkoord in het aangrenzend arrondissement, met de plaatsen ingenomen door een niet-Belgische onderdaan. De berekening van de plaatsen ingenomen door een niet-Belgische onderdaan wordt over een referentieperiode verricht, gaande van 1 juli tot 30 juni van het voorgaande jaar.”.

Art. 15. In artikel 1412 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord “bedden” wordt telkenmale vervangen door het woord “plaatsen”;

1° de woorden « honderdvijftig » worden telkens vervangen door de woorden « tweehonderd ».

Art. 16. In artikel 1413 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord “bedden” wordt telkenmale vervangen door het woord “plaatsen”;

2° het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Te rekenen van 1 januari 2019 en voor een periode van tien jaar wordt de maximumcapaciteit bedoeld in lid 1 verhoogd met 48 eenheden, jaarlijks op 1 januari.”.

Art. 17. In artikel 1414 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord “bedden” wordt telkenmale vervangen door het woord “plaatsen”;

2° het woord “vijfzeventig” wordt telkenmale vervangen door het woord “tachtig”.

Art. 18. In artikel 1415 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt het woord “bedden” telkenmale vervangen door het woord “plaatsen”.

Art. 19. In artikel 1416 van hetzelfde Wetboek het woord “vijfzeventig” vervangen door het woord “tachtig”. In artikel 1416 van hetzelfde Wetboek worden “3,9” vervangen door de woorden “6,1”.

Art. 20. In artikel 1417 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord “vijfzeventig” wordt telkenmale vervangen door het woord “tachtig”;

2° het woord “drie” wordt vervangen door het woord “vijf”.

Art. 21. In artikel 1418 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « bestuur » vervangen door het woord « Agentschap ».

Art. 22. In artikel 1419 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « bestuur » vervangen door het woord « Agentschap ».

Art. 23. In artikel 1420 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord “bestuur” wordt telkenmale vervangen door het woord “Agentschap”;

2° in lid 1 worden de woorden “en maakt het volledige dossier samen met zijn opmerkingen over aan de Commissie” opgeheven.

Art. 24. In artikel 1421 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt het woord “bestuur” telkenmale vervangen door het woord “bedden”.

Art. 25. In artikel 1422 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord “bedden” wordt telkenmale vervangen door het woord “plaatsen”;

2° lid 1 wordt aangevuld met de woorden “en in paragraaf 2”;

3° leden 1 en 2 vormen paragraaf 1;

4° in deze paragraaf 1 worden de woorden “kan de Minister onverminderd de programmeringregels vastgesteld in artikel 346, § 2, 1°, 3° en 4° en in artikel 346, § 3, 2° en 3°, van het tweede deel van het decreetgevend deel van het Wetboek en gezien het aantal beschikbare bedden op grond van de in artikel 1427 bedoelde wachtlijst elk jaar op 1 april en 1 oktober beslissen” vervangen door de woorden “beslist de Minister onverminderd de programmeringregels vastgesteld in artikel 346, § 2, 1°, 3° en 4° en in artikel 346, § 3, 2° en 3°, van het tweede deel van het decreetgevend deel van het Wetboek en gezien het aantal beschikbare bedden op grond van de in artikel 1427 bedoelde wachtlijst elk jaar op 1 april en 1 oktober”;

5° het wordt aangevuld met paragraaf 2 en 3, luidend als volgt :

« § 2. Naast de criteria bedoeld in artikel 349 van het decreetgevend Wetboek wordt voor de toekenning van het beginselakkoord voor de gezamenlijke opvang- en huisvestingsinrichtingen voor bejaarden rekening gehouden met volgende criteria:

1° de plaats in de rangschikking van de arrondissementen ten opzichte van de coëfficiënt X bedoeld in artikel 1411, lid 2, 1°, van het Wetboek, gaande van het meest naar het minst deficitair arrondissement;

2° in elk arrondissement, met de anciënniteit van de aanvragen, gaande van de oudste tot de meest recente ;

3° de inoverwegingname van het volgend arrondissement zodra het vorige niet meer deficitair is of bij ontstentenis zodra het aantal plaatsen toegekend in het arrondissement op de aanvragen is ingegaan.

Het Agentschap onderzoekt de aanvragen op basis van een interpretatierooster dat alle criteria bepaald door de Regering opneemt.

§ 3. In afwijking van artikel 1411, lid 3, kan elke beheerder zijn plaatsen in een principeakkoord overdragen van één arrondissement naar een ander zelfs als het tweede arrondissement niet meer achterstand vertoont dan de eerste ten opzichte van de X coëfficiënt.”.

Art. 26. In artikel 1423 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord “bedden” wordt telkenmale vervangen door het woord “plaatsen”;

2° het woord “bestuur” wordt telkenmale vervangen door het woord “Agentschap”.

Art. 27. In artikel 1424 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden “bijlage 1 -Rust- en verzorgingstehuizen- bij het koninklijk besluit van 21 september 2004 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning als rust- en verzorgingstehuis, als centrum voor dagverzorging of als centrum voor niet aangeboren hersenletsels” vervangen door de woorden “bijlage 120”;

2° het woord “bedden” wordt telkenmale vervangen door het woord “plaatsen”;

3° het woord “bestuur” wordt telkenmale vervangen door het woord “Agentschap”.

Art. 28. In artikel 1425 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord “bestuur” wordt telkenmale vervangen door het woord “Agentschap”;

2° in lid 3 worden de woorden “van het advies uitgebracht door de “Commission wallonne des Aînés” vervangen door de woorden “van de ontvankelijkheid van de aanvraag”.

Art. 29. In artikel 1426 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1, 1°, worden de woorden “bijlage 1 -Rust- en verzorgingstehuizen- bij het koninklijk besluit van 21 september 2004 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning als rust- en verzorgingstehuis, als centrum voor dagverzorging of als centrum voor niet aangeboren hersenletsels” vervangen door de woorden “bijlage 122, hoofdstuk IX en X”;

2° in lid 1, 2°, worden de woorden “een aantal” vervangen door de woorden “minstens één” en het woord “bewoners die sterk afhankelijk zijn of als dement gediagnosticeerd zijn” wordt vervangen door de woorden “bewoner die sterk afhankelijk is of als dement gediagnosticeerd is”;

3° het woord “bestuur” wordt telkenmale vervangen door het woord “Agentschap”;

4° het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Het aantal aangevraagde plaatsen kan gelijk zijn aan of hoger zijn dan het aantal aanwezige, sterk afhankelijke of als dement gediagnosticeerde bewoners die een beperkt verlies aan lichamelijke zelfredzaamheid vertonen. De plaatsen die niet ingenomen zijn minstens zes maanden als jaargemiddelde of achttien maanden over een periode van drie opeenvolgende jaren worden teruggenomen. De nadere terugnameregels worden door de Minister bepaald.”.

Art. 30. In artikel 1427 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “bedden of” opgeheven;

2° in het tweede lid wordt het woord “bestuur” vervangen door het woord “Agentschap”.

Art. 31. Artikel 1428 van hetzelfde Wetboek, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt vervangen als volgt:

“Art. 1428. In de gevallen bedoeld in artikel 351 van het decreetgevend deel van het Wetboek dient de beheerder een memorie bij het Agentschap in uiterlijk binnen zes maanden voor de vervaldatum van het principeakkoord; die memorie rechtvaardigt de noodzaak om het principeakkoord voor meer dan 5 jaar te verlengen.

Die memorie omvat minstens de volgende elementen:

1° de lijst van de administratieve stappen verricht sinds de toekenning van het principeakkoord;

2° de omschrijving en de documenten betreffende de ten gevolge van die stappen reeds behaalde resultaten;

3° de lijst van de stappen die nog ondernomen dienen te worden en de raming van het termijnen van uitvoering en voltooiing;

4° het geval van overmacht waarvoor de termijn van vijf jaar niet in acht kan worden genomen;

5° de geplande datum voor de inbedrijfstelling.

De administratieve stappen bedoeld in het eerste lid betreffen met name de adviezen of de in het kader van het toezicht vereiste voorafgaandelijke vergunningen, de aanvragen om toelagen aan de infrastructuur en de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning. Die memorie wordt bij aangetekend schrijven of elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend aan het Agentschap gericht.

Als de aanvraag niet vergezeld gaat van alle bewijsstukken of van alle gegevens bedoeld in het tweede lid, wordt de aanvrager daar door het Agentschap binnen één maand over ingelicht. In dat geval beschikt de aanvrager over een termijn van één maand om de ontbrekende documenten of gegevens mede te delen. Zo niet wordt de aanvraag geacht niet-ontvankelijk te zijn.

De Minister beslist binnen een termijn van 3 maanden vanaf het moment waarop de aanvraag ontvankelijk is.”.

Art. 32. Artikel 1429 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt in de volgende lezing hersteld:

“Art. 1429. § 1. Een beheerder vallend onder een sector in de zin van artikel 345, 3°, van het decreetgevend deel van het Wetboek kan een vereniging aangaan om het beheer van zijn plaatsen in een principeakkoord toe te vertrouwen aan een beheerder vallend onder een andere sector, door een samenwerkingsverband te sluiten en op voorwaarde dat de kwaliteit van de zorgverlening, de financiële toegankelijkheid en de sociale gemengdheid behouden blijven.

§ 2. Onverminderd hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor sociale actie en in overeenstemming met hoofdstuk IV, titel III van boek II van deel I van het wetboek van plaatselijke democratie en decentralisatie met betrekking tot de gemeentelijke vzw's, houdt de sluiting van een partnerschapsovereenkomst tussen de sectoren de oprichting in van een vereniging voor gezamenlijk beheer van de plaatsen waarvan het beheer wordt overgedragen.

De partnerschapsovereenkomst wordt opgesteld volgens het model in bijlage 118/1 en bevat ten minste de volgende gegevens:

1° de bijdragen van de verschillende partners;

2° de bestaande kadernormen binnen de nieuwe inrichting;

3° de verplichting om de overeengekomen prijs en financiële toegankelijkheid na te leven;

4° de sector waaronder de plaatsen vallen;

5° de regels voor de uitstap uit het samenwerkingsverband.

§ 3. Het sluiten van een partnerschapsovereenkomst veroorzaakt geen overdracht van plaatsen tussen quota van verschillende sectoren.”.

Art. 33. In artikel 1431 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt het woord “bestuur” telkenmale vervangen door het woord “bedden”.

Art. 34. In artikel 1432 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt het woord “bestuur” telkenmale vervangen door het woord “Agentschap”.

Art. 35. In artikel 1435 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, worden de woorden “doivent être réalisés”, in de Franse versie, vervangen door de woorden “sont à réaliser”.

Art. 36. In artikel 1436 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord “bestuur” wordt telkenmale vervangen door het woord “Agentschap”;

2° in lid 1, 1°, worden de woorden “ en, in voorkomend geval, de federale normen m.b.t. de rust- en verzorgingstehuizen” opgeheven;

3° het woord “bedden” wordt telkenmale vervangen door het woord “plaatsen”.

Art. 37. In artikel 1437 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "bestuur" wordt telkenmale vervangen door het woord "Agentschap";

2° het wordt aangevuld met een punt 11°, luidend als volgt:

"11° de overeenkomsten vastgesteld met de medeëigenaars als de serviceflats een medeëigendom."

Art. 38. In artikel 1438/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, worden de woorden « doit posséder », in de Franse versie, vervangen door de woorden « possède ».

Art. 39. In artikel 1439 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt het woord "bestuur" telkenmale vervangen door het woord "Agentschap".

Art. 40. In hoofdstuk IV van titel I van boek VV van het tweede deel van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 5/1 ingevoegd, bevattende de artikelen 1440/1 tot 1440/9 ingevoegd, luidend als volgt:

"Afdeling 6. Bepalingen met betrekking tot speciale goedkeuring

"Art. 1440/1. Bijzondere erkenning als rust- en verzorgingstehuis kan worden verleend aan instellingen die een gezondheidszorgstructuur bieden die zorgt voor sterk afhankelijke en zorgafhankelijke personen.

In aanmerking komen voor een speciale erkenning als rust- en verzorgingstehuis :

1° de rusthuizen;

2° de serviceflats, omgeschakeld in de zin van artikel 170 van de ziekenhuiswet.

Art. 1440/2. Een speciale erkenning als dagzorgcentrum kan worden verleend:

1° hetzij voor de verzorging van zorgafhankelijke bejaarden zoals bedoeld in artikel 148*bis*, eerste lid, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet op de verplichte ziektekosten- en vergoedingsverzekeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

2° hetzij voor de opvang van personen die lijden aan een ernstige ziekte, zoals bedoeld in artikel 148*bis*, tweede lid, van voormeld koninklijk besluit van 3 juli 1996, namelijk personen die, ongeacht hun leeftijd, of die voldoen aan alle criteria vermeld in de punten 1° tot 5°, ofwel voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 2 december 1999 tot vaststelling van de tussenkomst van de verplichte ziektekostenverzekering voor geneesmiddelen, zorguitrusting en hulpmiddelen voor palliatieve patiënten thuis, bedoeld in artikel 34, 14°, van de wet betreffende de verplichte ziekte- en vergoedingsverzekering, gecoördineerd op 14 juli 1994.

Art. 1440/3. Een speciale erkenning als dagverblijf voor personen die lijden aan een ernstige ziekte als bedoeld in artikel 1440/2, 1°, kan worden verleend aan instellingen die een gezondheidszorgstructuur aanbieden die overdag zorg verleent aan sterk afhankelijke zorgbehoevenden en die de nodige ondersteuning biedt om deze personen thuis te houden.

Een speciale erkenning als dagverblijf voor personen die lijden aan een ernstige ziekte als bedoeld in artikel 1440/2, 2°, kan worden verleend aan instellingen die een zorgstructuur aanbieden die voorziet in een dagopvang voor personen die lijden aan een ernstige ziekte die passende zorg nodig heeft en de nodige ondersteuning biedt om deze personen thuis te houden

Voor de bijzondere erkenning als dagzorgcentrum als bedoeld in de leden 1 en 2 wordt rekening gehouden met het volgende:

1° rusthuizen met een exploitatievergunning en met of zonder plaatsen als rust- en verzorgingstehuizen;

2° omgebouwde woondiensten, met een bedrijfstitel als rust- en verzorgingstehuis.

Art. 1440/4. Een speciale erkenning als centrum voor niet-aangeboren hersenletsel kan worden verleend aan instellingen die een gezondheidszorgstructuur aanbieden die zorgt voor personen die sterk afhankelijk zijn van zorg met niet-aangeboren hersenletsel.

Voor een speciale erkenning als centrum voor niet-aangeboren hersenletsel komen in aanmerking:

1° rusthuizen met een exploitatievergunning en met of zonder plaatsen als rust- en verzorgingstehuizen;

2° omgebouwde woondiensten, met een bedrijfstitel als rust- en verzorgingstehuis.

Art. 1440/5. Een speciale erkenning als rust- en verzorgingstehuis kan worden verleend voor:

1° ofwel de gezamenlijke plaatsen van een inrichting als bedoeld in artikel 1440;

2° ofwel een deel ervan.

Art. 1440/6. De bijzondere erkenning als centrum voor niet-aangeboren hersenletsel kan betrekking hebben op een deel van de in artikel 1440/3, tweede lid, bedoelde inrichtingen

Art. 1440/7. De normen waaraan moet worden voldaan om een speciale erkenning als rust- en verzorgingstehuis te verkrijgen en in stand te houden, zijn in bijlage 120 opgenomen.

Art. 1440/8. De normen waaraan moet worden voldaan om een speciale erkenning als dagverblijf te verkrijgen en in stand te houden, zijn opgenomen in bijlage 122. Een speciale erkenning als dagverblijf voor afhankelijke ouderen wordt verleend en gehandhaafd, mits aan de normen van bijlage 122, hoofdstuk IX, wordt voldaan. Een speciale erkenning als dagverblijf voor personen met een ernstige ziekte wordt verleend en gehandhaafd, mits aan de normen van bijlage 122, hoofdstuk X, wordt voldaan.

De speciale erkenning als dagverblijf verschilt van de erkenning als rusthuis of speciale accreditatie als rust- en verzorgingstehuis.

Het aantal erkende plaatsen in een dagverblijf wordt vermeld in het erkenningsbesluit, dat ook specificeert of het gaat om een erkenning als dagverblijf voor afhankelijke ouderen of een erkenning als dagverblijf voor mensen met een ernstige ziekte.

Art. 1440/9. De aanvullende normen waaraan moet worden voldaan om een speciale erkenning als rust- en verzorgingstehuis te verkrijgen en in stand te houden, zijn in bijlage 120, hoofdstuk XVI, opgenomen.

Voor het gedeelte van de inrichting waarop de bijzondere erkenning betrekking heeft, moet het rust- en verzorgingstehuis voldoen aan de normen van bijlage 120, met uitzondering van de normen die zijn vastgesteld in de punten 24.1, 1° en 2°, 24.12 1°, j), B24, 2°, d), 24.2, 3°, a), 2) en 24.2 10°, c).

De speciale erkenning als centrum voor niet-aangeboren hersenletsel verschilt van de bedrijfstitel als rusthuis of de bedrijfstitel als rust- en verzorgingstehuis

Het aantal goedgekeurde plaatsen in een centrum voor verworven hersenletsel wordt vermeld in het besluit van de bedrijfstitel.”.

Art. 41. In titel I van boek VI van het tweede deel van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van hoofdstuk V vervangen als volgt: “Kwaliteit, controle en sancties”.

Art. 42. In hoofdstuk V van titel I van boek VI van het tweede deel van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 0 ingevoegd, bevattende de artikelen 1440/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Afdeling 0. Kwaliteit

Art. 1440/10. Elke onthaal- en huisvestingsinrichting voor senioren is betrokken bij een kwaliteitsaanpak en een voortdurende verbetering van de praktijken die tot uiting komen in het “Levensproject”.

Om na te gaan of de doelstellingen in het kader van de kwaliteits- en continue verbeteringsaanpak zijn bereikt, worden twee vormen van evaluatie toegepast:

1° een zelfevaluatie van de kwaliteit binnen elke instelling;

2° een evaluatie uit hoofde van artikel 1441 door de diensten van het Agentschap; deze evaluatie kan zich, in overleg met de sector, op specifieke thema's toespitsen.

De toepassing van de kwaliteitsaanpak komt tegemoet aan de behoeften van de bewoners om hun optimaal welzijn te garanderen en hun autonomie te ondersteunen.

De benadering van kwaliteit en voortdurende verbetering impliceert de permanente verbetering van de praktijken en alle diensten die ter beschikking worden gesteld van de bewoners en de beroepsbeoefenaars en betreft in het bijzonder de ergonomie van de leefruimten, de levenskwaliteit van de bewoners, de kwaliteit van het werk, de rol en de taken van de coördinerende arts.

Elke directeur van elke vestiging stelt om de twee jaar zijn of haar kwaliteitsplan op door in overleg met de beheerder, het personeel en de bewoners drie tot acht verbeterdoelstellingen vast te stellen. Deze laatste kunnen verzoeken om uitbreiding van het overleg tot een lid van hun gezin of entourage.

Bij de vaststelling van de doelstellingen wordt rekening gehouden met de specifieke kenmerken en bijzonderheden van elke inrichting.

Het plan gaat nader in op:

1° een uitsplitsing van de doelstellingen in acties en de termijnen waarbinnen deze moeten worden verwezenlijkt;

2° de vaststelling van indicatoren om de verwezenlijking van de doelstellingen te beoordelen en te vergelijken en om te helpen bij de besluitvorming en het vaststellen van de doelstellingen.

Elk jaar evalueert elke directeur de vooruitgang die bij de verwezenlijking van de doelstellingen wordt geboekt.

Om de twee jaar voert de directeur een evaluatie uit met de beheerder, het personeel en de bewoners en hun entourage. Het doel is na te gaan of het actieplan is uitgevoerd en of de verkregen resultaten in overeenstemming zijn met de oorspronkelijke doelstellingen. De doelstellingen die niet worden bereikt, worden het voorwerp van de in het vierde lid bedoelde raadpleging.

De Minister specificeert de modaliteiten en instrumenten van de procedure voor kwaliteitsverbetering en de evaluatie ervan.”.

Art. 43. Artikel 1441 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt vervangen als volgt:

“Art. 1441. De Minister bepaalt het in artikel 365, eerste lid, van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde verslagmodel en de wijze waarop het overgemaakt wordt.

Dat verslag houdt verband met:

1° de naleving van de in de bijlagen 120 tot en met 123 beschreven werkingsnormen;

2° het leefproject in een rust- en verzorgingstehuis en een rust- en verzorgingstehuis als bedoeld in artikel 43;

3° de kwaliteit als bedoeld in afdeling 0.

Het Agentschap zorgt voor de samenvatting en legt de Minister aanbevelingen voor.”.

Art. 44. In artikel 1443 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord “bestuur” wordt telkenmale vervangen door het woord “Agentschap”;

2° in lid 5 worden de woorden “en maakt het dossier binnen vijftien werkdagen aan de Commissie over, die haar advies uitbrengt” vervangen door de woorden “en legt het terd advies voor aan de Minister”.

Art. 45. In artikel 1444 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord “bestuur” wordt telkenmale vervangen door het woord “Agentschap”;

2° de woorden “na het advies van de Commissie” worden vervangen door de woorden “na opstellen van het advies en het verslag”.

Art. 46. In artikel 1444/1 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt het woord “bestuur” telkenmale vervangen door het woord “Agentschap”.

Art. 47. In artikel 1445 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt het woord “bestuur” telkenmale vervangen door het woord “Agentschap”.

Art. 48. In artikel 1446 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt het woord “bestuur” telkenmale vervangen door het woord “Agentschap”.

Art. 49. In artikel 1447 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt het woord “bestuur” telkenmale vervangen door het woord “Agentschap”.

Art. 50. In artikel 1448 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt het woord “bestuur” telkenmale vervangen door het woord “Agentschap”.

Art. 51. In artikel 1450 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord “bestuur” wordt telkenmale vervangen door het woord “Agentschap”;

2° in lid 6 worden de woorden “en een advies” ingevoegd tussen de woorden “een verslag” en het woord “op” en vervallen de woorden “en maakt het dossier binnen vijftien werkdagen aan de Commissie over, die haar advies uitbrengt”.

Art. 52. In artikel 1451 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord “bestuur” wordt telkenmale vervangen door het woord “Agentschap”;

2° de woorden “na het advies van de Commissie” worden vervangen door de woorden “na opstellen van het advies en het verslag”.

Art. 53. In artikel 1452 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt het woord “bestuur” telkenmale vervangen door het woord “Agentschap”.

Art. 54. In artikel 1453 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord “bestuur” wordt telkenmale vervangen door het woord “Agentschap”;

2° in lid 7 worden de woorden “door het Agentschap” ingevoegd na het woord “dwangbevel”;

3° in lid 7 wordt de volzin “Daartoe wordt het dossier overgemaakt aan het Departement Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën van de Waalse Overheidsdienst met het oog op de inning van die boete.” Opgeheven.

Art. 55. In artikel 1454 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt het woord “bestuur” telkenmale vervangen door het woord “Agentschap”.

Art. 56. Artikel 1457 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 57. In Boek VI van het tweede deel van hetzelfde Wetboek wordt titel II, bevattende de artikelen 1458 tot 1503, opgeheven op dezelfde datum als die, welke wordt vastgesteld ter uitvoering van artikel 32 van het decreet van 14 februari 2019 betreffende de hulpverlening aan bejaarde personen en tot wijziging van Boek V van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

Er kan geen enkele nieuwe aanvraag, berustend op de artikelen 1458 tot 1503 van hetzelfde Wetboek, geldig worden ingediend na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 58. In hoofdstuk VI van het tweede deel van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling II/1 ingevoegd, bevattende de artikelen 1503/1 tot 1503/21 ingevoegd, luidend als volgt:

“Titel II/1 — Financiering van infrastructuurvoorzieningen

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 1503/1. Voor de toepassing van deze Titel wordt verstaan onder :

1° de overeenkomst: de overeenkomst gesloten tussen de verzekeraars en de federaties zoals voorzien in artikel 1, 5°, van het decreetgevend Wetboek;

2° de instelling voor de opvang en huisvesting van senioren: de instelling voor de opvang en huisvesting van senioren zoals bedoeld in artikel 410/1, 6°, van het decreetgevend deel van het Wetboek;

3° de huurprijs: de prijs bedoeld in artikel 410/1, 13°, van het decreetgevend deel van het Wetboek ;

4° de billijke prijs: de prijs bedoeld in artikel 410/1, 12°, van het decreetgevend deel van het Wetboek ;

5° het aantal in aanmerking komende plaatsen: het theoretische aantal plaatsen voor de berekening van de billijke prijs en de verdeler van de huurprijs;

6° de dag van verblijf: de dag van het verblijf van de bewoner in de onthaal- en huisvestingsinrichting voor senioren, in de zin van de tussen de beheerder en de bewoner gesloten huisvestingsovereenkomst.

HOOFDSTUK II. — *Billijke bouwprijs*

Art. 1503/2. De billijke bouwprijs wordt jaarlijks tegen 1 januari berekend door de Minister.

Art. 1503/3. De billijke bouwprijs is gelijk aan de som van volgende bestanddelen:

1° het aantal plaatsen in rust- en verzorgingstehuizen en rust- en verzorgingstehuizen, met inbegrip van korte verblijven en aangepaste eenheden voor gedesoriënteerde mensen, vermenigvuldigd met een oppervlakte die overeenkomt met 50 m² per plaats, tegen een tarief van 2.000 euro per m²;

2° het aantal plaatsen in de dagverblijven, met inbegrip van de plaatsen in de dagzorgcentra, vermenigvuldigd met een oppervlakte die overeenkomt met 40 m² per plaats, tegen een tarief van 1.500 euro per m².

Art. 1503/4. Het bedrag van de waarde per m² van de in artikel 1503/3, 1° en 2° genoemde elementen wordt jaarlijks op 31 december geïndexeerd aan de hand van de volgende formule:

$$P_{\tau,t} = P_{\tau,2016} \times \left(0,5 \times \frac{S_t}{S_{2016}} + 0,5 \times \frac{M_t}{M_{2016}} \right)$$

Waarbij $P_{\tau,2016}$ = het bedrag van de waarde van de elementen τ opgesomd in de artikelen 1503/3 1° en 2° in 2016, d.w.z. 2.000 euro per m² voor plaatsen in rust- en verzorgingstehuizen met inbegrip van kort verblijf en aangepaste eenheden voor gedesoriënteerde personen en 1.500 euro per m² voor plaatsen in dagverblijven met inbegrip van plaatsen in dagzorgcentra ;

$P_{\tau,t}$ = bedrag van de waarde van de in de artikelen 1503/3, 1° en 2° opgesomde elementen τ , in jaar t , geïndexeerd volgens de bovenstaande formule

;

$S_t = iS_t$ = loonkostenindex in het eerste kwartaal van jaar t , zoals berekend door de FOD Economie ;

S_{2016} = loonkostenindex voor het eerste kwartaal van 2016, zoals berekend door de FOD Economie ;

M_t = indexcijfer van de producentenprijzen in de bouwnijverheid in het eerste kwartaal van jaar t , zoals berekend door de FOD Economie;

M_{2016} = indexcijfer van de producentenprijzen in de bouwnijverheid in het eerste kwartaal van 2016, zoals berekend door de FOD Economie ;

En waar voor $2016 \leq i < t$, ongeacht het jaar waarin i ,

ALS $S_t < \text{Max}(S_i)$, alors $P_{\tau,t} = P_{\tau,2016} \times \left(0,5 \times \frac{\text{Max}(S_i)}{S_{2016}} + 0,5 \times \frac{M_t}{M_{2016}} \right)$;

ALS $M_t < \text{Max}(M_i)$, alors $P_{\tau,t} = P_{\tau,2016} \times \left(0,5 \times \frac{S_t}{S_{2016}} + 0,5 \times \frac{\text{Max}(M_i)}{M_{2016}} \right)$;

ALS $S_t < \text{Max}(S_i)$ et $M_t < \text{Max}(M_i)$, alors $P_{\tau,t} = P_{\tau,2016} \times \left(0,5 \times \frac{\text{Max}(S_i)}{S_{2016}} + 0,5 \times \frac{\text{Max}(M_i)}{M_{2016}} \right)$.

Waarbij: S_i = loonkostenindex in het eerste kwartaal van jaar i , zoals berekend door de FOD Economie;

M_i = indexcijfer van de producentenprijzen in de bouw in het eerste kwartaal van jaar i , zoals berekend door de FOD Economie

HOOFDSTUK III. — *Berekening van het aantal maximaal toelaatbare vierkante meter*

Art.1503/5 § 1. Het maximaal toegestane aantal vierkante meter in de opeenvolgende bouwplannen wordt per seniorenopvang- en huisvestingsinrichting als volgt berekend: het maximaal toegestane aantal vierkante meter is het resultaat van de optelling van de vermenigvuldiging van elk type goedgekeurde ruimte met het overeenkomstige aantal vierkante meter, zoals bedoeld in artikel 1503/3, 1° en 2°.

§ 2. De gemiddelde prijs per vierkante meter wordt berekend door de overeenkomstig artikel 1503/3 berekende billijke prijs op het tijdstip van de bouw van het seniorentehuis en, rekening houdend met de in artikel 1503/4 bedoelde indexering, te delen door het overeenkomstig paragraaf 1 berekende aantal vierkante meter.

HOOFDSTUK IV. — *Berekening van de huurprijzen*

Art. 1503/6. § 1. Elk jaar stelt de Minister tegen 1 juli de huurprijs vast voor elke opvang- en huisvestingsinrichting voor senioren, berekend overeenkomstig de artikelen 410/4 en 410/5 van het decreetgevend deel van het Wetboek.

§ 2. Om de huurprijs te bepalen, wordt de volgende handeling uitgevoerd:

1° de eerste berekening komt overeen met de berekening van het bouwpringsedeelte:

$$C_t = \sum_i^t \left[(p_i \times q_i) \times (1 + TVA_i) \times (1 + 0,05) \times \frac{30 \times \varepsilon_t}{1 - (1 + \varepsilon_t)^{-30}} \right] \times \theta$$

i komt overeen met het jaarindexcijfer, tot en met t , waarbij t het lopende jaar en het jaar van berekening van de bouwprijs is ;

p_i = de gemiddelde bouwprijs per vierkante meter, zoals gedefinieerd in artikel 1503/5, § 2, jaar i ;

q_i = het aantal vierkante meter dat in jaar i wordt toegelaten als gevolg van opeenvolgende bouwplannen;

$TVA_{i,j}$ = het BTW-tarief in jaar i ;

ε_t = de referentierentevoet van 30 jaar voor opvang en huisvestingsinrichtingen voor senioren in jaar t , van 1 januari van jaar $t-1$ tot en met 31 december van jaar t ;

θ = de percentages omschreven in artikel 410/7 van het decreetgevend deel van het Wetboek ;

En indien $\sum_i^t q_i$ het aantal toegestane vierkante meter overschrijdt, zoals berekend in artikel 1503/5, § 1, worden de vierkante meter en de terugvorderbare prijzen in aanmerking genomen in overeenstemming met de meest recente, in het kader van de opeenvolgende bouwschema's aanvaarde prijzen ;

2° de tweede berekening komt overeen met de berekening van het prijsgedeelte van de apparatuur

$$E_t = \sum_i^t \left[(p_i \times q_i) \times (1 + TVA_i) \times (1 + 0,05) \times \frac{10 \times \delta_t}{1 - (1 + \delta_t)^{-10}} \right] \times \rho$$

Waarbij i overeenkomt met het jaarindexcijfer, gaande tot t , waarbij t het lopende jaar is en de bouwprijs wordt berekend;

p_i = de gemiddelde bouwprijs per vierkante meter, zoals gedefinieerd in artikel 1503/3, § 2, jaar i ;

q_i = het aantal vierkante meter dat in jaar i wordt toegelaten als gevolg van opeenvolgende bouwplannen;

TVA_i = het BTW-tarief in jaar i ;

δ_t = de referentierentevoet van tien jaar voor een seniorenopvang- en -huisvestingsinrichting in jaar t , van 1 januari van jaar $t-1$ tot en met 31 december van jaar t ;

ρ = de in artikel 410/8 van het decreetgevend deel van het Wetboek vastgestelde percentages;

En waar als $\sum_i^t q_i$ het aantal toegestane vierkante meter p zoals berekend in artikel 1503/5 overschrijdt, worden de vierkante meter en de terugvorderbare prijzen in aanmerking genomen volgens de meest recente, in het kader van de opeenvolgende bouwschema's aanvaarde prijzen.

§ 3. De referentierentevoet wordt door de Minister en de Minister van Begroting vastgesteld op basis van de gemiddelde marktrentevoet.

De gemiddelde marktrente wordt bepaald op basis van het gemiddelde van de vaste rentetarieven van de vier belangrijkste bancaire instellingen die actief zijn in de sector van de ouderenzorg en -huisvesting, inclusief de bankmarge.

§ 4. Het totale aantal vierkante meter dat voor de berekening van de huurprijs in aanmerking wordt genomen voor de in de tweede, eerste en tweede lid bedoelde transacties, mag per instelling voor de opvang en huisvesting van senioren nooit meer bedragen dan het in artikel 1503/5 bepaalde maximumaantal vierkante meter.

§ 5. Een instelling voor ouderenzorg en -huisvesting die in opeenvolgende bouwplannen een aantal vierkante meters heeft ingevoerd dat overeenkomt met de maxima, zoals bepaald in artikel 1503/5, kan in de bouwplannen, bedoeld in artikel 1503/7, slechts nieuwe aanvragen indienen door de buitengebruikstelling van vierkante meters die in aanmerking worden genomen voor de berekening, bedoeld in de tweede paragraaf, 1°.

Wanneer het eerste lid van toepassing is, ontmantelt het Agentschap de oudste vierkante meter per sectie die in aanmerking wordt genomen voor de in lid 2 bedoelde berekening, 1°.

HOOFDSTUK V. — *Factureringscapaciteit en vereffening*

Art.1503/7. § 1. Op grond van artikel 410/11 van het decreetgevend deel van het Wetboek wordt de jaarlijkse huurprijs zoals berekend op basis van artikel 1503/6 gedeeld om een prijs te verkrijgen die per dag van bezetting kan worden gefactureerd. De deler is de som van de volgende elementen, berekend op basis van het laatst bekende boekjaar van het Agentschap. Het aantal erkende plaatsen vermenigvuldigd met de volgende index, die de bezetting van de plaatsen weergeeft: 95% x 365 voor de dagen dat de plaatsen bedoeld in artikel 1503/3, 1°, en 85% x 259 voor de plaatsen bedoeld in artikel 1503/3, 2°, bezet °.

§ 2. De deler wordt elk jaar op 1 juli door de Minister aangepast.

Art. 1053/8. § 1. De inrichtingen voor de opvang en de huisvesting voor senioren berekenen de huurprijs per dag.

De wijze van facturering en de inachtneming van de dagen van bewoning zijn het voorwerp van een overeenkomst in de Commissie voor de opvang en de huisvesting van bejaarden, ingesteld bij artikel 15, § 1 van het decreetgevend deel van het Wetboek, in het kader van de overeenkomst bedoeld in artikel 15, § 2, 1° van hetzelfde Wetboek.

§ 2. Voor bewoners die onder een Waalse verzekeringsinstelling vallen, zijn de opvang- en huisvestingsverstrekende instellingen voor bejaarden gemachtigd om via de Waalse verzekeringsinstellingen bedoeld in artikel 1, 3°, van het decreetgevend deel van het Wetboek de huurprijs aan de inwoners in rekening te brengen.

§ 3. Voor bewoners die niet gedekt zijn door een Waalse verzekeringsinstelling, voor wie geen tussenkomst kan worden gefactureerd op grond van paragraaf tweede, wordt de huurprijs aan de bewoner aangerekend.

De tussenkomst van de OCMW's om de huurprijs geheel of gedeeltelijk te dekken, kan rechtstreeks door de OCMW's of een andere instantie die daartoe door de Regering is gemachtigd, van het Agentschap worden teruggevorderd.

§ 4. De voorwaarden voor de facturering van de bewoners en de betaling van de huurprijs door de Waalse verzekeraars zijn afhankelijk van het sluiten, uiterlijk twee jaar na de inwerkingtreding van dit besluit, van een overeenkomst tussen de opvang- en huisvestingsverstrekende instellingen voor bejaarden en de Waalse verzekeraars, zoals voorzien in artikel 1, 5°, van het decreetgevend deel van het Wetboek. De overeenkomst in kwestie is goedgekeurd door de Minister.

HOOFDSTUK VI. — *Procedure voor de vaststelling van de bouwplannen*

Art. 1503/9. Het bouwplan wordt goedgekeurd door de Regering. Elk plan omvat, per opvang- en huisvestingsinrichting voor senioren, de projecten die zijn geselecteerd voor integratie in de huurprijs en een tijdschema voor deze integratie.

Bij ministerieel besluit roept de Minister de opvang- en huisvestingsverstrekende inrichtingen voor ouderen op om hun aanvragen in het bouwplan in te dienen, met vermelding van de uiterste termijn voor de indiening van de aanvragen.

Art. 1503/10 § 1. De inrichting voor de opvang en huisvesting van bejaarden die vierkante meters in het bouwplan wensen op te nemen, legt de Regering één enkel dossier ter goedkeuring voor met haar verzoeken, in de vorm van investeringsprogramma's. De instelling voor de opvang en huisvesting van bejaarden die in het bouwplan wensen op te nemen, legt de regering één enkel dossier ter goedkeuring voor met haar verzoeken.

Het dossier wordt elektronisch verstuurd

§ 2. Het dossier omvat:

1° de beraadslagingen van de beheerder van de inrichting voor de opvang en de huisvesting van de senioren over het programma;

2° een verklaring op erewoord waaruit de aanbestedende dienst verklaart dat de werkzaamheden niet zijn uitgevoerd;

3° een gedetailleerd memorandum waarin de situatie van de opvang- en huisvestingsinstelling voor senioren wordt beschreven;

4° voor elk investeringsprogramma, een beschrijving van de voorgenomen werkzaamheden, met name de aard van de werkzaamheden, een raming van de voor de uitvoering ervan noodzakelijke kosten, exclusief btw en kosten, de schetsen in de vorm van een plan, de betrokken meting en de voor de uitvoering ervan geplande fasering, met inbegrip van een raming van de tijd die nodig is voor de aanvragen voor projectovereenkomsten, de kennisgeving van de gunning van de opdracht voor elke partij en elke fase, het begin en het einde van de uitvoering;

5° een kadastraal overzicht van de locatie van de opvang- en huisvestingsverstrekende inrichting voor ouderen;

6° een masterplan waarin de doelstellingen van de opvang- en huisvestingsverstrekende inrichting voor senioren worden uiteengezet en waarin de redenen worden aangegeven die de uitvoering van de werkzaamheden waarvoor de aanvraag wordt ingediend, rechtvaardigen ;

7° een financieel plan met een gedetailleerde beschrijving van het aantal vierkante meter dat de inrichting voor de opvang en huisvesting van senioren in het plan wenst op te nemen en de wijze waarop de projecteigenaar zijn financiële bijdrage aan het project op lange termijn op zich neemt;

8° het bewijs dat hij aan de voorwaarden van artikel 1503/17 voldoet.

Het dossier gaat vergezeld van een toelichtende samenvatting, die is opgesteld volgens een door het Agentschap vastgesteld model.

Art. 1503/11. Binnen 40 dagen na ontvangst van het dossier verstrekt het Agentschap de aanvrager een ontvangstbevestiging waarin wordt bevestigd dat het dossier volledig is, indien het dossier volledig is, dan wel een advies waarin de aanvrager wordt verzocht zijn dossier binnen 30 dagen aan te vullen, met vermelding van de ontbrekende documenten en, indien nodig, met het verzoek om in een meer gedetailleerd technisch dossier bepaalde in artikel 1503/10 genoemde gegevens te vermelden.

Indien binnen de gestelde termijn geen ontvangstbevestiging wordt verzonden, wordt het dossier als volledig beschouwd.

. Indien van toepassing geeft het Agentschap binnen 30 dagen na ontvangst van het in lid 1 bedoelde meer gedetailleerde technische dossier aan de aanvrager een ontvangstbevestiging indien het dossier volledig is, dan wel een negatief advies indien het dossier onvolledig is.

Indien niet binnen de gestelde termijn een ontvangstbewijs wordt verzonden, wordt het project als voltooid beschouwd.

Art. 1503/12. De Regering beslist over de in het kader van het bouwplan geselecteerde projecten. Het bouwplan omvat ten minste per opvang- en huisvestingsverstrekende inrichting voor senioren, het aantal in aanmerking komende vierkante meters voor elk project en een raming van de fasering van de gevolgen van elk project voor de factureringcapaciteit van de ontvangende voorziening en de seniorenhuisvesting.

HOOFDSTUK VII. — *Factureringsmachtiging*

Art. 1503/13. . De bouwheer legt elk in het bouwplan geselecteerd project ter goedkeuring voor aan de Minister, in de vorm van projecten, in percelen of fasen.

Zijn bij elk verzoek om overeenstemming over elk project gevoegd :

1° de beraadslaging van de verzoeker ;

2° een stedenbouwkundig attest nr. 2, indien van toepassing;

- 3° het geplande werkprogramma, dat in een masterplan is opgenomen, met gedetailleerde fasen;
- 4° de keuze van de aanbestedingsmethode met, indien van toepassing, de aankondiging van de opdracht;
- 5° de speciale specificaties en, indien van toepassing, de gedetailleerde meet- en uitvoeringsplannen;
- 6° het verslag van de regionale brandweer, indien nodig;

7° een memorandum met een beschrijving van de middelen die worden ingezet om bij te dragen tot duurzame ontwikkeling, met name op het gebied van energiebesparing en, in het geval van de bouw van een nieuwe locatie, de integratie van het ziekenhuis in zijn sociale en economische omgeving;

8° een memorandum met een beschrijving van de middelen die worden ingezet om een optimale toegankelijkheid voor alle categorieën gehandicapten, en met name voor personen met beperkte mobiliteit, te waarborgen.

Het project en de documenten worden bij aangetekende brief of op een door de Regering vastgestelde wijze, waarbij een bepaalde datum van verzending wordt toegekend, aan het Agentschap toegezonden.

Art. 1503/14. § 1. Binnen zeventig dagen na ontvangst van het dossier zendt het Agentschap de aanvrager hetzij een ontvangstbevestiging waarin wordt bevestigd dat het dossier volledig is, indien het dossier volledig is, hetzij een advies waarin de aanvrager wordt verzocht zijn dossier binnen dertig dagen te vervolledigen, met vermelding van de ontbrekende documenten en met het verzoek zijn project zo nodig te voltooiën.

Indien binnen de gestelde termijn geen ontvangstbevestiging wordt verzonden, wordt het dossier als volledig beschouwd.

Indien nodig zendt het Agentschap de aanvrager binnen 40 dagen na ontvangst van het in de eerste alinea bedoelde meer gedetailleerde technische dossier een ontvangstbevestiging indien het dossier volledig is, dan wel een nieuwe aanvraag met vermelding van de ontbrekende elementen. De aanvrager heeft dertig dagen de tijd om zijn dossier aan te vullen. Totdat het dossier volledig is, is dit lid van toepassing.

Indien niet binnen de gestelde termijn een ontvangstbewijs wordt verzonden, wordt het project als voltooid beschouwd.

§ 2. Op voorwaarde dat het project voltooid is, doet het Agentschap zijn opmerkingen over de conformiteit van het project met de in het bouwplan opgenomen projecten en over de kwaliteit van het project aan de aanvrager en de Minister toekomen.

Art. 1503/15. . De Minister gaat na of het project in overeenstemming is met de projecten die in het bouwplan zijn opgenomen en stemt in met het project binnen een termijn van negentig dagen na de verzending van de ontvangstbevestiging van het dossier.

Art. 1503/16. § 1^{er}. De opvang- en huisvestingsverstrekkend inrichting voor senioren stelt de Minister in kennis van de projecten waarvoor het in zijn facturatiecapaciteit rekening wenst te houden met vierkante meters. Daartoe legt zij een kennisgeving voor van het besluit tot gunning van het contract, een certificaat van aanvang van de werkzaamheden ter plaatse en het eerste verslag over de organisatie van de veiligheidscoördinatie ter plaatse.

Na verificatie van de nakoming van de in de artikelen 1503/17 en 1503/18 bedoelde verplichtingen, past de Minister de huurprijs aan overeenkomstig artikel 1503/6, ten vroegste in het jaar dat is opgenomen in het door de Regering overeenkomstig artikel 1503/12 vastgestelde bouwplan, en stelt hij de Minister van Financiën daarvan in kennis.

§ 2. Maximaal vijf jaar na de aanvang van de werkzaamheden waarvoor de opvang- en huisvestingsinrichting voor ouderen om activering van zijn facturatiecapaciteit verzoekt, zendt ze het Agentschap het certificaat van voorlopige oplevering van het werk toe.

Werkzaamheden die niet zijn gestart binnen vijf jaar na de start van de factureringcapaciteit die in het bouwplan is opgenomen, kunnen bij de facturering niet meer worden geactiveerd.

De huurprijs kan dienovereenkomstig worden verlaagd voor werkzaamheden waarvoor de opvang- en huisvestingsinrichting voor ouderen het Agentschap niet overeenkomstig lid 1 het certificaat van definitieve oplevering van de werkzaamheden heeft toegezonden.

§ 3. Het Agentschap organiseert het toezicht op de instellingen voor ouderenzorg en -huisvesting met betrekking tot de werkzaamheden die op basis van dit systeem worden uitgevoerd, met name wat betreft de naleving van de procedures voor het plaatsen van overheidsopdrachten

HOOFDSTUK VIII. — *Verplichtingen van opvang- en huisvestingsinrichtingen voor senioren*

Art. 1503/17. Opvang- en huisvestingsinrichtingen die toestemming vragen om de huurprijs van de kamer, zoals bedoeld in artikel 410/2 van het decreetgevende deel van het Wetboek, in rekening te brengen, moeten aan de volgende voorwaarden voldoen, voor zover zij deze prijs in rekening brengen:

1° een overeenkomst te sluiten;

2° een totale personeelsbeheersratio hebben die de managementratio met ten minste tweeëntwintig procent overschrijdt ten opzichte van de normen die zijn vastgesteld in de verschillende verordeningen die van toepassing zijn op de sector. De Minister bepaalt de voorwaarden voor deze berekening ;

3° ten minste zeventig procent van de werknemers in vaste dienst te nemen en geen arbeidsovereenkomsten voor minder dan een halftijdse betrekking sluiten voor 80% van het personeel van de inrichting;

4° twee dagen opleiding per jaar per personeelslid over een referentieperiode van vijf jaar mogelijk te maken.

De Minister stelt de bovengenoemde referentieperiode vast;

5° ten minste tien procent van de begunstigen die een uitkering voor de Bijstand aan ouderen of de inkomensgarantie voor ouderen ontvangen, herbergen;

6° op haar site over een erkenning of aanbod beschikken voor ten minste drie van de volgende diensten: een rusthuis, een rust- en verzorgingstehuis, een aangepaste eenheid voor gedesoriënteerde mensen, een kort verblijf, een dagopvangcentrum, een dagzorgcentrum, een serviceflat.

Art. 1503/18. § 1. De instelling voor de opvang en huisvesting van ouderen zendt haar jaarrekening jaarlijks toe aan het Agentschap.

§ 2. Elke seniorenopvang- en huisvestingsverstrekkende inrichting registreert zijn investeringen in een register van investeringen in seniorenopvang- en huisvestingsverstrekkings- en opvanginrichtingen. Het doel van dit kadaster is om de investeringen van de opvang- en residentiële inrichtingen voor senioren te controleren en een algemene budgettaire opvolging mogelijk te maken..

De Minister stelt de inhoud van het investeringsregister vast. Het kadaster moet uit ten minste twee delen bestaan :

1° een deel over de boekhoudkundige investeringen, vastgesteld per kostenplaats;

2° een deel over de kenmerken van de seniorenopvang en -huisvestingsinrichtingen, die alle erkenningen en exploitatievergunningen bevat, en waarin de seniorenopvang en -huisvestingsinrichtingen, het aantal in aanmerking genomen plaatsen van de senioren registreert.

§ 3. Overeenkomstig artikel 338 van het decreetgevend deel van het Wetboek maakt elke opvang- en huisvestingsinrichting voor senioren voor ouderen deel uit van een continu proces van kwaliteitsverbetering.

Art. 1503/19. § 1. Een opvang- en huisvestingsverstrekende inrichting voor senioren die de overeenkomst bedoeld in artikel 1503/17, 1°, niet naleeft, krijgt een schorsing opgelegd in verband met de factureringcapaciteit van de kamerhuurprijs voor de volledige periode waarin het deze overeenkomst niet naleeft..

De prijs van een seniorenopvang- en huisvestingsverstrekende instelling die de verplichtingen bedoeld in de artikelen 1503/17, 2°, 4°, 5° en 6° niet nakomt, wordt verminderd met 5%, vermenigvuldigd met het aantal van de bovenvermelde verplichtingen waaraan het niet voldoet, gedurende de volledige periode waarin het die verplichtingen niet heeft vervuld.

De sancties van leden 2 en 3 zijn cumulatief.

§ 2. De huurprijs van een bejaardentehuis en bejaardenhuis dat een valse verklaring indient of geen informatie verstrekt in het kader van het kadaster bedoeld in artikel 1503/18, wordt verminderd met twintig procent.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

Art. 1503/20. De resultaten van de berekeningen bedoeld in de artikelen 1503/4 tot 1503/6 worden naar de hogere eenheid afgerond.

Art. 1503/21. Het Agentschap richt in eigen rking een werkgroep op waarin experts uit de seniorensector bijeengebracht worden, belast met de opvolging van huidige regeling.”.

Art. 59. De Regering stelt de datum van opheffing van titel III, bevattende de artikelen 1504 tot 1513, van boek VI van het tweede deel van het reglementair deel van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid vast.

Er kan geen enkele nieuwe aanvraag, steunend op de bepalingen van titel III van boek VI van het tweede deel van het reglementair deel van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid geldig worden ingediend na de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 60. In artikel 1514 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° na de woorden “het Agentschap :” wordt het woord “1°” ingevoegd;

2° de woorden “Respect voor Senioren” worden ingevoegd na het woord “Agentschap”;

3° er wordt een punt 2 ingevoegd, luidend als volgt:

“2° het “Agentschap”: het Waals Agentschap Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen”.

Art. 61. In de artikelen 1515, 1517, 1518, 1519, 1520, 1521, 1522, 1524 en 1525 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “Respect voor Senioren” telkenmale na het woord “Agentschap” ingevoegd.

Art. 62. In artikel 1515, lid 1, 2°, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt *a)* wordt opgeheven;

2° onder *b)* wordt het woord “vier” vervangen door het woord “acht”.

Art. 63. In de artikelen 1516, 1524 en 1525 wordt het woord “bestuur” telkenmale vervangen door het woord “Agentschap”.

Art. 64. Bijlage 118 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 65. In bijlage 119 van hetzelfde Wetboek, hoofdstuk III, punt 7.1.2 worden de woorden “één wordt gestuurd aan de Minister die bevoegd is voor de erkenning van rusthuizen voor bejaarden” opgeheven.

Art. 66. Het opschrift van artikel 120 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Normen toepasselijk op de rustoorden en de rust- en verzorgingstehuizen”.

Art. 67. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek worden twee inleidende leden ingevoegd, luidend als volgt:

“Het rust- en verzorgingstehuis is bestemd voor zorgbehoefte personen wier zelfredzaamheid wegens een langdurige ziekte beperkt is, met dien verstand evenwel dat:

1° die personen de gezamenlijke actieve en reacterende behandelingen hebben moeten ondergaan zonder dat deze uitgemond zijn in een volledig herstel van de functies nodig voor het dagelijks leven en zonder dat een dagelijks medisch toezicht en een permanente gespecialiseerde medische behandeling vereist zijn;

2° de algemene gezondheidstoestand van deze personen vereist, naast de zorgen van de huisarts en de verpleegkundige zorgen, paramedische of kinesitherapeutische zorgen, evenals een bijstand bij de activiteiten van alledag;

3° deze personen zijn in grote mate afhankelijk van de hulp van derden om de handelingen van het leven van alledag te stellen en moeten daarnaast voldoen aan één van de afhankelijkheidscriteria zoals verwoord in artikel 148, 3°, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 houdende uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994.

Elk rust- en verzorgingstehuis beschikt minstens over vijfentwintig plaatsen.”.

Art. 68. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 1.1 gewijzigd als volgt:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

“Elk rustoord voor bejaarden en elk rust- en verzorgingstehuis moet een huishoudelijk reglement opstellen.” ;

2° er wordt tussen het eerste en het tweede lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Een afschrift van het huishoudelijk reglement en alle latere wijzigingen ervan worden ter goedkeuring voorgelegd aan de dienst van het Agentschap bevoegd voor de erkenning.”.

Art. 69. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek worden, onder punt 1.2, de woorden “of in het rust- en verzorgingstehuis” ingevoegd na de woorden “in het rustoord”.

Art. 70. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek worden, onder punt 1.3, de woorden “of het rust- en verzorgingstehuis” ingevoegd na de woorden “van het rustoord”.

Art. 71. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 1.4. aangevuld met een streepje luidend als volgt:

“- de voorwaarden van de organisatie van de acties van de verschillende actoren om een holistische en samenhangende begeleiding van de bewoners te garanderen.”.

Art. 72. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° onder het eerste streepje worden de woorden “hun naasten” ingevoegd tussen de woorden “hun vertegenwoordiger” en de woorden “meegedeeld kunnen worden”;

2° het wordt aangevuld met een streepje, luidend als volgt:

“- de vrije keuze van de arts of van zijn toegang tot de inrichting, volgens de bepalingen van het huishoudelijk reglement van de medische activiteit in het rust- en verzorgingstehuis.”.

Art. 73. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek worden, onder punt 1.6, de woorden “of van het rust- en verzorgingstehuis” ingevoegd na de woorden “van het rustoord”.

Art. 74. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek, worden onder punt 2.1. de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

“Er wordt een overeenkomst in twee exemplaren gesloten, met een duidelijke en leesbare tekst, tussen het rustoord of het rust- en verzorgingstehuis en de bewoner of diens vertegenwoordiger; zij wordt door beide partijen gedateerd en ondertekend.” ;

2° er wordt tussen het eerste en het tweede lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Alle overeenkomsten worden opgesteld volgens het model dat ter goedkeuring aan het Agentschap wordt voorgelegd.”.

Art. 75. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek, worden onder punt 2.1.2, lid 3; de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de inleidende zin wordt vervangen als volgt:

“Deze prijs kan schommelen naar gelang van de bijzondere architecturale elementen en de uitrustingen van de bewoonde kamer onverminderd artikel 3 van het koninklijk besluit van 9 mei 1987 genomen ter uitvoering van artikel 100bis, § 1, van de wet van 8 juli 1976 tot organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn; dit gediversifieerd aanbod wordt evenwel beperkt tot tien verschillende basisprijzen; voor elke prijs worden de bijzondere elementen en uitrustingen duidelijk in de overeenkomst omschreven.” ;

2° het negende streepje wordt aangevuld met de woorden “en de medische regelingen”;

3° het elfde streepje wordt vervangen als volgt:

“- de telefoonaansluiting en een telefoontoestel in de kamer voor elke bewoner. De bewoner draagt enkel de kosten voor de communicaties;”;

4° er wordt een twaalfde streepje ingevoegd, luidend als volgt:

“- de toegang tot internet in elke kamer;”;

5° er wordt een dertiende streepje ingevoegd, dat het veertiende streepje is geworden, luidend als volgt:

“- de aansluiting en het abonnement op de teledistributie en de terbeschikkingstelling van de televisie en ieder ander audiovisueel materieel in elke kamer;”;

6° in het zesentwintigste streepje dat het negenentwintigste streepje is geworden, worden de woorden “als ze deel uitmaakt van het meubilair van de kamer” opgeheven;

7° het wordt aangevuld met een streepje, luidend als volgt:

“- drinkwater aan het bed van de bewoners, met inbegrip van flessen water”.

Art. 76. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek, onder punt 2.1.3. worden de woorden “in hoofdstuk VIII van deze bijlage” vervangen door de woorden “in de artikelen 1402/1 tot 1402/10 van het reglementair deel van het Wetboek”.

Art. 77. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt het woord “bedden” telkenmale vervangen door het woord “plaatsen”.

Art. 78. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 2.2.1. aangevuld met een lid luidend als volgt:

“De overeenkomst vermeldt indien mogelijk de aard van het kort verblijf, namelijk het respijt of de revalidatie.”.

Art. 79. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt een punt 2.9 ingevoegd, luidend als volgt:

“2.9. De bewoner kan geenszins ertoe verplicht worden het beheer en de bewaring van zijn bestaansmiddelen of goederen toe te vertrouwen aan het rustoord of aan het rust- en verzorgingstehuis of aan een beheerder, aan de directeur of aan het personeelslid van de inrichting. Het beheer of de bewaring van de bestaansmiddelen en/of goederen van de bewoner kunnen uitsluitend toevertrouwd worden aan de directeur van de inrichting, onder de uitdrukkelijke voorwaarde dat de bewoner zijn schriftelijke toestemming heeft gegeven en voor zover een supervisiecommissie, voorgezeten door een magistraat, een notaris of een bedrijfsrevisor, ingesteld wordt. De leden van die commissie zijn tot geheimhouding verplicht. Eventuele beheerskosten mogen in geen geval individueel gedragen worden door de bewoner. Zij kunnen, in voorkomend geval, in de huisvestingsprijs inbegrepen worden.”.

Art. 80. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 3.1.1 vervangen als volgt:

“3.1.1. De inzameling van de daarin opgetekende gegevens en hun verwerking gebeurt overeenkomstig Verordening (EU)2016/679 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens.”.

Art. 81. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 3.1.3 vervangen als volgt:

“3.1.3. Er wordt een lijst bijgehouden van de personeelsleden die dat dossier mogen raadplegen, overeenkomstig genoemde verordening en genoemde wet.”.

Art. 82. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt een punt 3.1.5 ingevoegd, luidend als volgt:

“3.1.5. Het individueel dossier van de bewoner omvat zijn administratief dossier en zijn zorgdossier.

Het administratief dossier van de bewoner omvat minstens de volgende gegevens:

2° de identiteit van de bewoner;

2° informatie over zijn toestand in verband met de sociale zekerheid;

3° naam, adres en telefoonnummer van de contactpersoon en, in voorkomend geval, van de vertegenwoordiger van de bewoner;

4° naam, adres en telefoonnummer van de huisarts, evenals de schikkingen die getroffen moeten worden wanneer deze afwezig is;

5° in voorkomend geval, de melding dat de bewoner een beroep doet op een apotheker van zijn keuze waarmee de inrichting geen enkel samenwerkingscontract heeft ondertekend.

Het zorgdossier van de bewoner omvat minstens de volgende documenten:

1° het medisch dossier, vastgesteld door de huisarts;

2° de verbindingsfiche die de onontbeerlijke medische gegevens bevat bij spoedgevallen of een ziekenhuisopname;

3° het verpleegkundig, paramedisch, kinesitherapeutisch of psychosociaal dossier wordt maandelijks bijgehouden.

Het bevat met name volgende elementen:

a) de anamnese en de levensgeschiedenis van de bewoner;

b) de diagnose en het klinisch onderzoek bij de opname en tijdens het verblijf;

c) de medische richtlijnen, namelijk: de datum van het doktersbezoek, de behandeling, in voorkomend geval de voorgeschreven geneesmiddelen en dosissen en het zorgplan, de gevraagde onderzoeken, het eventuele dieet en de eventuele afzonderings- en fixatiemaatregelen;

i. de verpleegkundige instructies : het actieplan en de regelmatige bijwerking ervan onder andere volgens medische instructies;

ii. de paramedische instructies in de kinesitherapie : de balans, de doelen, het actieplan en de regelmatige bijwerking ervan onder andere volgens medische instructies en de evaluatie van de acties;

iii. de paramedische instructies in de ergotherapie : de balans, de doelen, het actieplan en de regelmatige bijwerking ervan onder andere volgens medische instructies en de evaluatie van de acties;

iv. de paramedische instructies in de logopedie: voor de handelingen van het dagelijks leven;

d) in voorkomend geval, de wensen uitgedrukt voor toekomstige zorgen.”.

Art. 83. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek, worden onder punt 4.1. ,de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “Deze aanplakking kan bij ieder aangepast communicatiemiddel uitgevoerd worden” worden ingevoegd na de woorden “waarvoor ze bestemd zijn:”;

2° onder het tweede streepje worden de woorden “of het rust- en verzorgingstehuis” ingevoegd na de woorden “in het rustoord”.

4° het vierde streepje wordt opgeheven.

Art. 84. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek, worden, onder punt 5.1, de volgende wijzigingen aangebracht:

1° twee leden, luidend als volgt, worden na lid één ingevoegd :

“Het levensproject van de inrichting biedt de bewoners de mogelijkheid, een zinvol leven in de inrichting te behouden en, voor de mensen die er hun beroep uitoefenen, hun werk zinvol uit te voeren. Om de personeelsleden in de mogelijkheid te stellen, de manier waarop ze met de bewoners omgaan te baseren op wat de bewoners zelf als essentieel beschouwen, moeten deze bewoners hun wensen, moeilijkheden, gewoonten, waarden in comités en debatten kunnen uiten. Daarvoor vloeit het neerschrijven van een levensproject van de inrichting voort uit een collectieve en participatieve reflectie waarbij zowel bewoners, naasten en personeel betrokken worden.

Los van het feit dat de inrichting al dan niet over een aangepaste eenheid of een leefeenheid in dagopvang beschikt, worden door de werkteams in het levensproject specifieke doelen opgenomen voor bewoners met zware cognitieve stoornissen of die als dement zijn gediagnosticeerd. Deze doelstellingen worden in tijdsgebonden acties uitgesplitst, samen met indicatoren die de beoordeling ervan mogelijk maken.” ;

2° lid 1, lid 3 geworden, wordt aangevuld met volgende volzin:

“De beheerder en de directeur stellen de nodige middelen voor de uitvoering van het levensproject ter beschikking.”.

Art. 85. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 6.6 vervangen als volgt:

“6.6. Drinkwater moet à volonté in het gehele gebouw ter beschikking staan, via leidingwater of flessenwater.”.

Art. 86. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 6.7. aangevuld met een lid luidend als volgt:

“De organisatie en het uurschema voor het wassen en baden en de verzorging worden afgestemd op de behoeften en verwachtingen van de bewoners en in overleg met hen, binnen de organisatiemogelijkheden van de dienst.”.

Art. 87. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 6.7.1 vervangen als volgt:

“6.7.1. Om de rust van de bewoners te vrijwaren, is het wassen, baden en verzorgen niet mogelijk tussen 22 uur en 7 uur ’s ochtends behalve om medische redenen vermeld in het individuele zorgdossier of als de bewoner daar uitdrukkelijk om verzoek en dit motiveert, binnen de organisatiemogelijkheden van de dienst.”.

Art. 88. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 8.1.3 vervangen als volgt:

“8.1.3. De inzameling van de daarin opgetekende gegevens en hun verwerking gebeurt overeenkomstig Verordening (EU)2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens.”.

Art. 89. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 8.1.5 tot 8.1.10 ingevoegd, luidend als volgt:

“8.1.5. Het individueel zorgdossier voorziet in een holistische visie van de bewoner en geeft inzicht in zijn behoeften, verwachtingen residuele capaciteiten in alle aspecten van de begeleiding.

8.1.6. De bewonergerelateerde observaties, opgetekend in het verslagschriftje of in een ander communicatiemiddel, worden overgeschreven en/of nader bepaald in het individuele zorgdossier van deze bewoner.

8.1.7. Het individuele dossier is een ondersteunend instrument voor de invoering van een bewonergerieënt, continu kwaliteitsverbeterend dienstverlenings- en handelingenbeleid dat in verband staat met diens individueel project. Voor zover mogelijk en met de wil om de beslissingen die de bewoner betreffen door hemzelf te laten bepalen, heeft de bewoner inspraak bij de opbouw van zijn individueel project en de acties die er deel van uitmaken.

8.1.8. De gezamenlijke communicatiemiddelen kunnen ingekeken en gebruikt worden door het gehele zorgverlenend personeel.

8.1.9. Elk personeelslid dat een aantekening maakt of goedkeurt is duidelijk herkenbaar (een paraaf, een individuele log-in...).

8.1.10. De lijst van parafen of log-ins wordt bijgehouden en bijgewerkt.”.

Art. 90. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 8.3 vervangen als volgt:

“8.3. De individuele bereiding van de geneesmiddelen wordt door een verpleegkundige uitgevoerd volgens de geldende regels. De geneesmiddelen mogen niet meer dan zeven dagen op voorhand bereid worden. Geneesmiddelen in vloeibare vorm worden extemporaneus bereid.

Geneesmiddelen worden onder een blister voor bereide geneesmiddelen, in een meubel of een lokaal bewaard die daartoe voorzien, schoon en afgesloten zijn. Het bereidingsmateriaal is onderhouden en ligt eveneens achter slot.

De nadere opslagregels voor geneesmiddelen maken de inachtneming van de bewaringscondities mogelijk (max 25°).

De inrichting voert een controleprocedure in voor een therapeutisch geneesmiddelenbeheer.”.

Art. 91. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 8.7 vervangen als volgt:

“8.7. In geval van tijdelijk of definitief vertrek wordt een verbindingsblad opgemaakt ter attentie van het zorgteam dat de opvolging neemt in de verzorging van de bewoner.”.

Art. 92. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek, worden onder punt 9., de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “of rust- en verzorgingstehuis” ingevoegd na de woorden “In elk rustoord”;

2° de woorden “of rust- en verzorgingstehuis” worden ingevoegd na de woorden “in het rustoord”;

3° de woorden “of bepalingen betreffende de gemeentelijke overheidsdiensten” ingevoegd na de woorden “in deze bepalingen”.

Art. 93. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek worden, onder punten 9.1.1.1. tot 9.1.1.2., de woorden “of in het rust- en verzorgingstehuis” ingevoegd na de woorden “in het rustoord”.

Art. 94. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek worden punten 9.1.1.3. en 9.1.1.4. vervangen door hetgeen volgt:

“9.1.1.3. De directeur van het rusthuis of van het rust- en verzorgingstehuis met minder dan vijftig plaatsen, met inbegrip van plaatsen voor een kort verblijf, voert prestaties uit die minstens gelijkstaan met een halftijdse betrekking.

Vanaf vijftig plaatsen, daaronder begrepen plaatsen voor een kort verblijf, beschikt het rusthuis over een voltijds werkende directeur.

9.1.1.4. In het geval van een rusthuis en een rust- en verzorgingstehuis, met vestigingen op meerdere sites, is een directeur op iedere site voldoende aanwezig. Als het rusthuis of het rust- en verzorgingstehuis met vestigingen op meerdere sites over vijftig plaatsen of meer beschikt, voert de directeur zijn voltijdse prestaties verplicht op de gezamenlijke sites uit.”.

Art. 95. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 9.1.1.7. aangevuld met de woorden “en het rust- en verzorgingstehuis”.

Art. 96. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 9.1.1.8 aangevuld met de zinsnede “, behoudens uitzondering bepaald door de Minister.”.

Art. 97. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek worden, onder punt 9.1.2.1., in lid 2, de woorden “of van een rust- en verzorgingstehuis” ingevoegd na de woorden “van een rustoord”.

Art. 98. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek worden, onder punt 9.1.2.4, de woorden “na advies van de Commissie” opgeheven.

Art. 99. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek, worden onder punt 9.1.3., de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord “bedden” wordt telkenmale vervangen door het woord “plaatsen”;

2° het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“De permanente vorming houdt verband met de verschillende thematische onderwerpen opgenomen in de doelstellingen die uitgesplitst zijn in het levensproject in een inrichting of wordt uitgevoerd in functie van de problematieken die zich op het terrein voordoen.

De inrichting stelt een samenvattende tabel op met een overzicht van het volume, de aard van de vormingen en de identiteit van de werknemer voor iedere gevolgde vorming.

Per inrichting is er een vormingsplan opgesteld.

Onverminderd lid 5 wordt de verplichting tot het volgen van vormingen voor minder dan ¾ van een voltijdse betrekking verhoudingsgewijs afgestemd op de daadwerkelijke prestatie.”.

Art. 100. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 9.2. aangevuld met vier leden luidend als volgt:

“De permanente vorming houdt verband met de verschillende thematische onderwerpen opgenomen in de doelstellingen die uitgesplitst zijn in het levensproject in een inrichting of wordt uitgevoerd in functie van de problematieken die zich op het terrein voordoen.

De inrichting stelt een samenvattende tabel op met een overzicht van het volume, de aard van de vormingen en de identiteit van de werknemer voor iedere gevolgde vorming.

Per inrichting is er een vormingsplan opgesteld.

Onverminderd lid 5 wordt de verplichting tot het volgen van vormingen voor minder dan $\frac{3}{4}$ van een voltijdse betrekking verhoudingsgewijs afgestemd op de daadwerkelijke prestatie.”.

Art. 101. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek, worden onder punt 9.3.1., de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “bedoeld in bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 21 september 2004 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning als” worden opgeheven;

2° de woorden “rust- en verzorgingstehuis” worden vervangen door de woorden “in de rust en verzorgingstehuizen”;

3° de woorden “of als centrum” worden vervangen door de woorden “of als centra”.

Art. 102. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt, onder punten 9.3.3. en 9.3.4., het woord “bedden” telkenmale vervangen door het woord “plaatsen”.

Art. 103. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 9.3.8. aangevuld met vier leden luidend als volgt:

“De permanente vorming houdt verband met de verschillende thematische onderwerpen opgenomen in de doelstellingen die uitgesplitst zijn in het levensproject in een inrichting of wordt uitgevoerd in functie van de problematieken die zich op het terrein voordoen.

De inrichting stelt een samenvattende tabel op met een overzicht van het volume, de aard van de vormingen en de identiteit van de werknemer voor iedere gevolgde vorming.

Per inrichting is er een vormingsplan opgesteld.

Onverminderd lid 1 wordt de verplichting tot het volgen van vormingen voor minder dan $\frac{3}{4}$ van een voltijdse betrekking verhoudingsgewijs afgestemd op de daadwerkelijke prestatie.”.

Art. 104. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek worden punten 9.3.9. tot 3.3.15. ingevoegd, luidend als volgt:

“9.3.9. In de rust- en verzorgingstehuizen bedraagt de personeelsnorm per dertig bewoners:

1° minstens vijf voltijds equivalente beoefenaars van de verpleegkunde, waaronder een hoofdverpleegkundige. Voorbij de drempel van de eerste dertig bewoners is een bijkomende hoofdverpleegkundige verplicht bij iedere overschrijding door de inrichting van iedere nieuwe schijf van dertig bewoners;

2° minstens vijf voltijds equivalenten verzorgend personeel of zorgkundig hulppersoneel, waaronder minstens 95% zorgkundigen; te rekenen van 1 januari 2015 komen enkel de zorgkundigen in aanmerking;

3° de voltijds equivalente kinesitherapeut of ergotherapeut of logopedist, met dien verstande dat de eerste twee disciplines in ieder geval toereikend beschikbaar zijn in de inrichting en dat het personeel betreft dat in loondienst of in vast dienstverband werkt. Logopedie wordt aangeboden in functie van de behoeften van de bewoners;

4° 0.10 voltijds reactiveringsequivalenten met vaardigheden in palliatieve verzorging voor ondersteuning van terminale patiënten, met beschikking over één der volgende kwalificaties: graduaat of licentie of master kinesitherapie, graduaat of baccalaureaat of licentie of master in logopedie, graduaat of baccalaureaat in ergotherapie, graduaat of baccalaureaat in arbeidstherapie, graduaat of baccalaureaat in heraanpassingswetenschappen, graduaat of baccalaureaat in dieetleer, graduaat of baccalaureaat of licentie of master in orthopedagogie, graduaat of baccalaureaat of post-graduaat of master in psychomotriciteit, licentiaat of master in psychologie, graduaat of baccalaureaat psychologie-assistent en gelijkgestelden, graduaat of baccalaureaat maatschappelijk assistent ou “sociaal werker of in de sociale gezondheidszorg” of sociaal verpleegkundige of verpleegkundige met specialisatie in communautaire gezondheid”, graduaat of baccalaureaat gezinswetenschappen, licentie of master in gerontologie, graduaat of baccalaureaat opvoeder;

5° een voltijds equivalent beoefenaar van de verpleegkunde kan vervangen worden tegen maximum één voltijds equivalent per dertig bewoners, en voor zover de permanente dienst bedoeld onder 9.3.11 gevrijwaard wordt, door een persoon die bij voorkeur een van de volgende kwalificaties bezit: graduaat of baccalaureaat of licentie of master in kinesitherapie, graduaat of baccalaureaat of licentie of master in logopedie, graduaat of baccalaureaat in ergotherapie, graduaat of baccalaureaat in arbeidstherapie, graduaat of baccalaureaat in heraanpassingswetenschappen, graduaat of baccalaureaat in dieetleer, graduaat of baccalaureaat of licentie of master in orthopedagogie, graduaat of baccalaureaat of post-graduaat of master in psychomotriciteit, licentiaat of master in psychologie, graduaat of baccalaureaat psychologie-assistent en gelijkgestelden, graduaat of baccalaureaat maatschappelijk assistent of “sociaal werker of in de sociale gezondheidszorg” of sociaal verpleegkundige of verpleegkundige met specialisatie in communautaire gezondheid”, graduaat of baccalaureaat gezinswetenschappen, licentie of master in gerontologie, graduaat of baccalaureaat opvoeder of, bij gebreke, door verzorgend waarvan de Minister bevoegd voor Volksgezondheid de minimale opleidingsvereisten vast kan stellen.

9.3.10. Wanneer het rust- en verzorgingstehuis meer dan vijftien bedden telt, wordt één van de hoofdverpleegkundigen aangesteld als coördinerend hoofdverpleegkundige.

De hoofdverpleegkundige(n) vervullen volgende opdrachten:

1° het dagelijks beheer van het verplegend en het verzorgend personeel waarborgen;

2° het multidisciplinair werk van het verplegend en paramedisch personeel, het reactiveringspersoneel, de kinesitherapeuten en zorgkundigen coördineren;

3° het verpleegkundig, paramedisch, kinesitherapeutisch en psychosociaal dossier van de bewoner bijhouden;

4° in overleg met de coördinerende arts en adviseur en in voorkomend geval met de diëtist, de nutritionele toestand van de bewoner beoordelen;

5° in overleg met de coördinerende arts en adviseur, voorstellen formuleren over de wijze van behandeling van patiënten met dementie, in voorkomend geval met de referent “dementie”;

6° de coördinerende arts en adviseur bijstaan in de uitoefening van zijn ambt.

De hoofdverpleegkundige(n) zien erop toe dat de behoeften aan kinesitherapie, ergotherapie en logopedie, opgenomen in het zorgplan, zo snel mogelijk vervuld worden.

9.3.11. Een beoefenaar van de verpleegkundige is zowel 's nachts als overdag aanwezig in de rust- en verzorgingstehuizen.

9.3.12.1 In elk rust- en verzorgingstehuis wijst de beheerder een coördinerend arts en adviseur aan die uiterlijk twee jaar na zijn aanwijzing houder moet zijn van een getuigschrift dat hij verkregen heeft na het volgen van een specifieke vormingscyclus dat toegang verleent tot het ambt van coördinerend arts en adviseur.

Het getuigschrift dat toegang verleent tot het ambt van coördinerend arts en adviseur kan verkregen worden na een vormingscyclus van minstens 24 uur, erkend door het Agentschap, met vrucht te hebben afgesloten.

Deze vormingscyclus bevat minstens volgende elementen:

- 1° reglementeringen betreffende huisvestingsinrichtingen voor senioren, waaronder rust- en verzorgingstehuizen;
- 2° specifieke kenmerken van de geriatrie geneeskunde;
- 3° preventie van besmettingen en beheer van antibiotherapie;
- 4° communicatietechnieken;
- 5° palliatieve zorgen en levenseindebegeleiding.

In de rust- en verzorgingstehuizen met vestigingen verspreid over verschillende sites of waarvan het belang de inzet van meerdere coördinerende artsen en adviseurs vereist, wordt door deze coördinerende artsen en adviseurs regelmatig overlegd gepleegd. De taakverdeling tussen de verschillende coördinerende artsen en adviseurs wordt schriftelijk vastgelegd.

9.3.12.2. In overleg met de hoofdverpleegkundige(n) voert de coördinerende arts en adviseur volgende taken uit:

1° zorgtaken:

a) regelmatig multidisciplinair overleg organiseren; zorgverstrekkers verbonden met de inrichting nemen eraan deel en de huisartsen worden erbij betrokken;

b) deelnemen aan het opstellen van een beleid voor een zorgverbonden besmettingsbeheersing, preventie van doorlig- en chronische wonden, mond- en tandzorgen, incontinentieproblemen en palliatieve zorgen;

c) het zorgbeheer coördineren en het opstellen en bijhouden van het medisch-farmaceutisch formulier in overleg met de huisartsen;

d) de medische activiteit coördineren in geval van risico voor de gezondheid van de bewoners en het personeel, in overleg met de huisartsen;

e) de continuïteit van de medische zorgen coördineren;

f) de samenstelling en het bijhouden van de medische dossiers coördineren.

2° Vorming en permanente vorming:

a) deelnemen aan de organisatie van de activiteiten voor de vorming en de permanente vorming op het gebied van gezondheidszorgen voor het personeel van het rust- en verzorgingstehuis.

3° betrekkingen met de huisartsen:

a) de directie van het rust- en verzorgingstehuis bijstaan in de betrekkingen met de huisartsen.

4° Kwaliteitsprogramma:

a) deelnemen aan de invoering van het kwaliteitsprogramma.

9.3.12.3. De aanwijzing van de coördinerende arts en adviseur gebeurt op volgende wijze :

1° wanneer een ambt van coördinerende arts en adviseur vacant is, licht de directie van het rust- en verzorgingstehuis de huisartsenkring van het gebied waarin het rust- en verzorgingstehuis gevestigd is daarover in, evenals de huisartsen die de bewoners verzorgen;

2° minstens vijfenzeventig percent van de prestaties van de coördinerende arts en adviseur worden in het rust- en verzorgingstehuis afgewerkt. Tijdens de uren waarin zijn prestaties plaatsvinden kan hij het ambt van huisarts niet vervullen.

9.3.12.4. Als de coördinerende arts en adviseur meer dan dertig dagen afwezig is, voorziet hij in overleg met de directie van het rust- en verzorgingstehuis in zijn vervanging met het oog op de continuïteit van zijn ambt.

9.3.12.5. Om zijn kwalificatie als coördinerende arts en adviseur te behouden, volgt de betrokken arts jaarlijks minstens zes uren permanente vorming waarin minstens één van volgende thema's aan bod komt:

1° het voorschrijven van geneesmiddelen;

2° ziekte van Alzheimer en andere vormen van dementie;

3° voedingsleer;

4° animatie;

5° hygiëne;

6° preventie en behandeling van doorligwonden;

7° ethische aspecten van het levenseinde;

8° continentie;

9° evolutie van de reglementeringen.

9.3.13. De vrije keuze door de bewoner van de huisarts en het ziekenhuis indien nodig wordt gerespecteerd en kan op geen enkele wijze beïnvloed worden.

9.3.14. Het rust- en verzorgingstehuis beschikt over een algemeen reglement voor de medische activiteit met een omschrijving van de rechten en verplichtingen van de huisartsen die er actief zijn. Dat reglement wordt aan iedere huisarts overhandigd, en door diens ondertekening verbindt hij zich ertoe zo doeltreffend mogelijk mede te werken aan de medische organisatie en aan de medische zorgen van het rust- en verzorgingstehuis.

Het algemeen reglement van de medische activiteit omschrijft minstens volgende punten:

1° de verbintenis van de huisartsen om deel te nemen aan een coherent medisch beleid in het rust- en verzorgingstehuis, met name bij het voorschrijven van geneesmiddelen, het verstrekken van een kwaliteitszorg, multidisciplinair overleg met de coördinerende arts en adviseur;

2° de normale openings- en bezoeken (behoudens spoedgevallen);

3° contacten met familie en naasten;

4° overlegvergaderingen in het rust- en verzorgingstehuis;

5° het houden van het medisch dossier van de bewoner;

6° het gebruik van het medisch-farmaceutisch formulier en met name het voorschrijven van de goedkoopste geneesmiddelen evenals het gebruik van elektronische voorschriften;

7° de nadere regels voor de facturering van erelonen;

8° de informatie-overdracht bij overdraagbare ziektes.

9.3.15. De bedienaars van de erediensten en de afgevaardigden van de Centrale vrijzinnige raad gevraagd door de bewoners hebben vrije toegang tot de inrichting; zij vinden er het klimaat en de passende faciliteiten voor het uitvoeren van hun opdracht. Eenieders volledige vrijdom inzake filosofische, religieuze en politieke overtuigingen is gevrijwaard.”.

Art. 105. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek worden onder punt 11.3 volgende wijzigingen ingevoegd:

1° het woord “585” wordt ingevoegd na het woord “uittreksel”;

2° de woorden “van type 1” worden opgeheven.

Art. 106. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 12.1 aangevuld met een lid luidend als volgt:

“De naaste omgeving wordt regelmatig onderhouden, is toegankelijk voor minder mobiele personen en is beveiligd.”.

Art. 107. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek worden onder punt 12.2 volgende wijzigingen ingevoegd:

1° tussen het eerste en het tweede lid worden drie leden ingevoegd, luidend als volgt :

“In de inrichtingen waarvoor heropbouw- of verbouwwerkzaamheden worden uitgevoerd, evenals in de nieuwe gebouwen erkend sinds 2015, worden alle nodige schikkingen getroffen om in normale weersomstandigheden een temperatuur onder 27° C te bewaren.

Bij een hittegolf wordt er een levensruimte afgekoeld of behouden op een temperatuur onder de 27°C en is in afmetingen voldoende ruim om de bewoners op te vangen.

Alle lokalen die toegankelijk zijn voor bewoners worden uitgerust met een binnen- of buitensysteem waarmee de bewoners beschermd kunnen worden tegen de zonnestrallen”;

2° lid 2, dat lid 5 geworden is, wordt opgeheven.

Art. 108. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 12.5 vervangen door hetgeen volgt:

“12.5. Wat betreft de gebouwen, opgetrokken na 2005, wordt er minstens in één aangepaste lift voorzien voor het vervoer van één bewoner en diens begeleider wanneer het gebouw minstens één verdieping telt die toegankelijk is voor de bewoners boven of onder de verdieping op de begaanbare grond.

De liften voldoen aan de toegankelijkheidsnormen voor minder mobiele personen.

In afwijking van de leden 1 en 2 wordt er, naar gelang het rusthuis voor het eerst in bedrijf is genomen voor of na 31 juli 1984, ofwel geen enkele lift of een ander verticaal transportsysteem vereist ofwel wordt er een lift voorzien als de inrichting minstens twee niveaus boven de begaanbare grond telt.”.

Art. 109. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek worden onder punt 13.1 volgende wijzigingen ingevoegd:

1° tussen het eerste en het tweede lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

“In alle lokalen worden alle bodemoneffenheden zoals treden, trappen of andere hindernissen vermeden.”. ;

2° het wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

“De gangen worden ingericht om de bewoners in de mogelijkheid te stellen om uit te rusten, voor zover mogelijk en met inachtneming van de evacuatieregels opgelegd door de brandweerdienst.”.

Art. 110. In bijlage 120 van hetzelfde Wetboek wordt onder punt 13.2 het woord “woonplaats” vervangen door de woorden “voor de bewoners toegankelijke plaats”.

Art. 111. In punt 13.3 van bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek worden de woorden “in alle lokalen toegankelijk voor de bewoners” ingevoegd na het woord “systeem”.

Art. 112. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 14.2 vervangen door hetgeen volgt:

“14.2. Sanitaire voorzieningen omvatten ten minste één toilet voor elke acht bewoners.

In inrichtingen die na 31 juli 1984 voor het eerst in gebruik worden genomen, moeten de sanitaire voorzieningen ten minste één toilet per verdieping omvatten dat toegankelijk is voor personen met beperkte mobiliteit.

Een van de toiletten is toegankelijk op één niveau per niveau van de te bedienen kamers.

Vanaf 1 januari 2018 zullen alle kamers in rust- en verzorgingstehuizen beschikken over een sanitaire ruimte met minstens één wastafel en één toilet. In geval van nieuwbouw moeten de kamers, zodra ze bezet zijn, aan deze voorwaarde voldoen. Ze beschikken ook over een douche.”.

Art. 113. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek worden punten 15.1 tot 15.3 vervangen door hetgeen volgt:

“15.1. Elke kamer is genummerd.

De naam van de bewoners staat op de buitenkant, tenzij de bewoner of zijn vertegenwoordiger daartegen bezwaar maakt

In de een- of tweepersoonskamer zijn de meubels minimaal voorzien van: een bed, een kledingkast, een warm en koud stromend water spoelbak met mengkraan of mengkraan, een tafel, een geschikte fauteuil, een koelkast, een televisie, een stoel, een nachtkastje met lade en een verlichtingsinstallatie die toegankelijk is vanuit het bed.

Voor nieuwbouw, uitbreiding of verbouwingen die het voorwerp uitmaken van een principiële overeenkomst na 1 januari 2020 of, indien de principiële overeenkomst niet vereist is, waarvan de bouwvergunning na 1 januari 2020 is afgegeven, zijn de koelkast en de televisie in de dagprijs van het verblijf inbegrepen.

In elke kamer is het mogelijk om een radio, televisie en telefoon aan te sluiten. Televisie en telefoon worden geleverd door de inrichting.

Indien de kamer meerdere bedden heeft, moet de ruimte tussen de bedden, in lengte en breedte, ten minste 0,90 m bedragen.

Bovendien moet elk bed zich ten minste 0,80 m van een raam bevinden.

15.2. De bewoner heeft, in zijn kamer, de mogelijkheid om te beschikken over persoonlijke eigendommen en meubilair.

15.3. De inrichting van de kamers is aangepast aan de toestand van de bewoner. De kamer is functioneel en in goede staat en zo georganiseerd dat de bewoner zich gemakkelijk kan verplaatsen en professionals, veilig kunnen werken.”.

Art. 114. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek, 4, onder punt 15.5 wordt het woord “2017” vervangen door het woord “2019”.

Art. 115. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt punten 15.6, lid 2, vervangen door hetgeen volgt:

Bij wijze van overgangsmaatregel en uiterlijk tot 1 januari 2020 voor rusthuizen, voor bestaande instellingen waarvoor op 31 juli 1984 bouw-, uitbreidings- of renovatieprojecten waren goedgekeurd of in uitvoering waren, mag de vereiste oppervlakte voor de huisvesting van bejaarden niet minder dan 11 m² per persoon bedragen. Het wordt verkregen door de netto oppervlakken van alle een- en gemeenschappelijke ruimten, woon- en eetkamer toe te voegen en dit totaal te delen door het aantal ouderen.

Vanaf 1 januari 2018 moet de netto-oppervlakte per eenpersoonskamer voor rust- en verzorgingstehuizen ten minste 12 m² bedragen, exclusief sanitaire voorzieningen. De oppervlakte is vergroot tot 18 m² voor tweepersoonskamer. In geval van nieuwbouw moeten de kamers, zodra ze bezet zijn, aan deze voorwaarde voldoen.”.

Art. 116. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 15.10 aangevuld met een lid luidend als volgt:

“15.1. Elke kamer beschikt over voldoende kunstlicht, dat vanuit het bed toegankelijk is voor de bewoner en aangepast is aan de plaatselijke omstandigheden.”.

Art. 117. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek worden onder punt 16.1 volgende wijzigingen ingevoegd:

1° de woorden “en alle rust- en verzorgingstehuizen” worden ingevoegd na de woorden “alle rustoorden”;

2° het woord “bedden” wordt vervangen door het woord “plaatsen”.

Art. 118. In bijlage 120 van hetzelfde Wetboek worden, onder punt 16.3, de woorden “of het rust- en verzorgingstehuis” worden ingevoegd na de woorden “het rustoord”.

Art. 119. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek worden, onder punt 16.4, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord “bed” wordt telkenmale vervangen door het woord “plaats”;

2° in lid 1 worden de woorden “van het rusthuis” ingevoegd na de woorden “van het rust- en verzorgingstehuis”;

3° tussen het eerste en het tweede lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Als de inrichting is georganiseerd op basis van gescheiden woongroepen, moet er voldoende ruimte worden voorzien zodat de integratie in de normale leefomgeving gewaarborgd is.”;

4° tussen het tweede en het derde lid, die het derde en het vierde lid geworden zijn, wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Alle ruimten die toegankelijk zijn voor bewoners zijn ruim genoeg om een persoon met beperkte mobiliteit gemakkelijk te kunnen verplaatsen.”.

Art. 120. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek worden punt 16.6 tot 16.9 ingevoegd, luidend als volgt:

“16.6 Elk rust- en verzorgingstehuis beschikt over ten minste één ruimte die is ingericht voor de collectieve praktijk van fysiotherapie, ergotherapie en animatie.

16.7. De lokalen van de inrichtingen bedoeld in artikel 1440, tweede lid, 2°, van dit Wetboek en bestemd voor de rust- en verzorgingstehuizen vormen een entiteit die los staat van elke andere ziekenhuisdienst; logistieke lokalen en interne verkeerswegen kunnen echter gemeenschappelijk zijn voor een erkende ziekenhuisdienst.

16.8. Het rust- en verzorgingstehuis beschikt over ten minste één verpleegkamer, een verzorgings- en onderzoeksruimte en een ruimte voor de opvang van de gezinnen van de bewoners.

16.9. Elke inrichting moet beschikken over ten minste één geschikt bad; na de eerste 30 inwoners is een extra geschikt bad verplicht wanneer de instelling meer dan de helft van een nieuwe tranche van 30 inwoners nodig heeft. Voor deze bijkomende aangepaste baden is het de verantwoordelijkheid van de Minister om een lijst van gelijkaardige materialen vast te stellen.”.

Art. 121. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek worden, onder punt 17.1, de woorden “en de rust- en verzorgingstehuizen” ingevoegd na de woorden “het rustoord”.

Art. 122. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 17.4 aangevuld met een lid luidend als volgt:

“17.4 De boekhouding van het rust- en verzorgingstehuis wordt afzonderlijk en op basis van een gestandaardiseerd rekeningstelsel gevoerd. De boekhouding is onderworpen aan een audit door een auditor of een onafhankelijke externe audit, zoals gespecificeerd door de Regering. Wanneer het rust- en verzorgingstehuis is geïntegreerd in een ziekenhuis of wanneer het een gemengde structuur “rusthuis - rust- en verzorgingstehuis” is, zorgt een speciale kostenplaats voor het gescheiden beheer van dit laatste.

De Minister die gezondheid in zijn of haar bevoegdheden heeft, kan regels vaststellen die specificeren hoe rust- en verzorgingstehuizen aan deze bepaling voldoen.”.

Art. 123. In het opschrift van hoofdstuk VII van bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek worden de woorden “of door ernstige cognitieve stoornissen of als dement gediagnosticeerde” ingevoegd na het woord “gedesoriënteerde”.

Art. 124. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek worden de punten 18.1 en 18.3 tot 18.5, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 november 2018, vervangen door hetgeen volgt:

“18.1. Bij de organisatie overdag of 's nachts binnen een specifieke architecturale eenheid, wordt de huisvesting van ouderen met desoriëntatie of ernstige cognitieve stoornissen of gediagnosticeerde dementie voorzien in een aangepaste eenheid met een capaciteit van 8 tot 30 bewoners en met respect voor de dynamiek van kleine groepen. De aangepaste eenheid garandeert een familiale leefomgeving met respect voor het levensritme, deelname van de bewoners aan huishoudelijke activiteiten en een warme leefomgeving, alsook een functionele leefomgeving waar de architectuur van de eenheid en de voorgestelde activiteiten zijn aangepast aan ouderen die gedesoriënteerd zijn of lijden aan ernstige cognitieve stoornissen of die dementie vertonen.

De aangepaste eenheid bevordert zowel de individuele autonomie door de deelname van de bewoners aan de dagelijkse activiteiten als de collectieve autonomie door de uitvoering van vrijetijds- en therapeutische activiteiten aangepast aan hun behoeften.

18.2. De aangepaste eenheid wordt in het rusthuis op een specifieke plaats georganiseerd en vormt een functionele eenheid die uitsluitend voor dit doel is bestemd. De oppervlakte van het terrein is minimaal 5 m² per inwoner. De leefruimte is van nature voldoende licht en heeft uitzicht naar buiten toe. De toegang tot de buitenkant van gedesoriënteerde bewoners wordt beveiligd door passende technische middelen die de volledige bewegingsvrijheid van de bewoners binnen de aangepaste eenheid garanderen.

Een leefruimte is gepland en bestaat uit een toegankelijke en aangepaste keukenhoek, een enkele tafel of meerdere tafels om bewoners en personeel samen te brengen en een vriendelijke deelname aan maaltijden en groepsactiviteiten mogelijk te maken. Een vast of mobiel fornuis is beschikbaar om maaltijden te bereiden met en voor de bewoners van de unit. De aangepaste eenheid omvat ook een rustplaats met een voldoende aantal stoelen.

In de directe omgeving van de bewoners worden maatregelen genomen om hun functionele en ruimtelijk-temporele capaciteiten te vergemakkelijken en in stand te houden. Het doel is het einde van een doodlopende gang te vermijden, geanimeerde cirkelvormige ruimten voor te stellen, de eenheid in familiestijl te versieren, gemeenschappelijke ruimten aan te duiden met een pictogram op de deuren en de bewoners te voorzien van een bewonersaantal en functionele uitrusting om hun eigen activiteiten te bevorderen.

18.3. Het personeel

Minstens één lid van het zorgpersoneel is aanwezig in de aangepaste eenheid van 07.00 tot 21.00 uur. Alle nodige regelingen zijn getroffen om ervoor te zorgen dat de bewoners tijdens de lunchpauze worden begeleid.

18.4. Coördinatie van de activiteiten.

De coördinatie van de activiteiten in de leefruimte wordt dagelijks uitgevoerd door een van de medewerkers en bij voorkeur door of onder toezicht van de referent dementie. Eenmaal per week vindt er een multidisciplinaire bijeenkomst plaats, die gecoördineerd wordt door de referent dementie als deze functie binnen het rusthuis bestaat.”.

Art. 125. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek worden punt 18.7 tot 18.9 ingevoegd, luidend als volgt:

“18.7. De aangepaste eenheid kan ook overdag onderdak bieden aan bewoners van het rust- of verzorgingstehuis die voldoen aan de inclusiecriteria zoals bepaald door de Minister, waarvan de kamer zich niet in de aangepaste eenheid bevindt en die komen om deel te nemen aan de activiteiten. De maximale capaciteit van het aantal bewoners dat deelneemt aan de activiteiten van de aangepaste eenheid is twee keer zo groot als het aantal bewoners van de aangepaste eenheid, met een absoluut maximum van veertig personen.

18.8. Het individuele levensproject.

Beoordeling van de overige bekwaamheden van de bewoner vindt plaats in de eerste maand na binnenkomst in een rust- en verzorgingstehuis door het reactiveringpersoneel, dat wil zeggen ten minste één fysiotherapeut, ergotherapeut of logopedist en de referent dementie indien de functie binnen de instelling bestaat en in het individuele zorgdossier is ingedeeld.

In multidisciplinaire vergaderingen maken de evaluaties het mogelijk om geïndividualiseerde doelstellingen vast te stellen enerzijds en de effecten daarvan anderzijds te evalueren. De capaciteiten van elke bewoner worden opnieuw beoordeeld wanneer de gezondheidstoestand van de persoon verandert. De frequentie van deze evaluaties wordt overgelaten aan het oordeel van de beroepsbeoefenaars.

18.9. Het specifieke levensproject

Het specifieke levensproject van de aangepaste eenheid specificeert haar waarden, doelstellingen, het verloop van een typische dag, de prioriteiten voor actie die in de loop van de tijd zijn vastgesteld en de verblijfsomstandigheden door de criteria voor insluiting en uitsluiting van de bewoners te beschrijven.”.

Art. 126. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt hoofdstuk VIII, bevattende punt 19, vervangen door hetgeen volgt:

“HOOFDSTUK VIII. — *Dagwoonunit*

19.1. Wanneer het overdag wordt georganiseerd, tussen 11u en 17u, wordt de opvang van ouderen met ernstige cognitieve stoornissen of die als dement worden gediagnosticeerd, uitgevoerd in een specifieke leefruimte, maar geïntegreerd in het rust- en verzorgingstehuis. De dagwoonunit, met een maximale capaciteit van veertig bewoners, respecteert de dynamiek van kleine groepen.

De ondersteuning van deze bewoners gedurende de dag vindt plaats in een stimulerende en functionele gezinsomgeving. De eenheid dagverblijf bevordert zowel de individuele autonomie door de deelname van de bewoners aan de dagelijkse activiteiten als de collectieve autonomie door de uitvoering van vrijetijds- en therapeutische activiteiten die aangepast zijn aan cognitieve stoornissen of gediagnosticeerd zijn met dementie

Op elk moment van de dag is de bewoner vrij om terug te keren naar zijn kamer. Het personeel zorgt ervoor dat dit uitgevoerd kan worden en vergezelt de bewoner indien deze daar niet alleen naartoe kan gaan

Buiten deze uren voert de instelling acties uit die de integratie van deze doelgroep bij andere bewoners bevorderen. Deze acties worden gespecificeerd in het levensproject van de instelling.

De dagwoonunit van personen met ernstige cognitieve stoornissen of gediagnosticeerd met dementie kan niet in verband worden gebracht met een veilige, vrijheidsberovende eenheid. De beveiligde eenheid mag niet in een bejaardenwoning worden ondergebracht.

19.2. Het ontbijt en het avondeten worden samen met de andere bewoners genuttigd om de integratie van bewoners met ernstige cognitieve stoornissen of de diagnose dementie in de instelling te vergemakkelijken. In de dagwoonunit wordt elke bewoner gestimuleerd om activiteiten uit het dagelijks leven uit te voeren en deel te nemen

aan therapeutische activiteiten met het reactiveringspersoneel en aan recreatieve activiteiten met het animatiepersoneel of met de verpleegkundige assistenten. Er is een keukenhoek voorzien, de deelname van de bewoners aan de bereiding van de maaltijd wordt aangemoedigd. Op zaterdag en zondag wordt de instelling aangemoedigd om haar eenheid voor overdag wonen te openen.

19.3. De wooneenheid voor overdag wordt georganiseerd binnen de inrichting en heeft een oppervlakte van minstens vijf m² per inwoner

De leefruimte is van nature voldoende licht en heeft uitzicht naar buiten toe.

De toegang tot de leefruimte staat open voor de rest van de rest van de rest van het rust- en verzorgingstehuis, zodat de bewoner op elk moment vrijelijk kan terugkeren naar zijn kamer of een andere leefruimte van de inrichting.

19.4. De aangepaste eenheid wordt in het rusthuis op een specifieke plaats georganiseerd en vormt een functionele eenheid die uitsluitend voor dit doel is bestemd. Een leefruimte is gepland en bestaat uit een toegankelijke en aangepaste keukenhoek, een enkele tafel of meerdere tafels om bewoners en personeel samen te brengen en een vriendelijke deelname aan maaltijden en groepsactiviteiten mogelijk te maken. De installatie van een vast of mobiel fornuis is optioneel.

Bij de receptie overdag is er ook een rustruimte met voldoende ligstoelen en minstens twee toiletten.

In de directe omgeving van de bewoners worden maatregelen genomen om hun functionele en ruimtelijk-temporele capaciteiten te vergemakkelijken en in stand te houden. Het doel is het einde van een doodlopende gang te vermijden, geanimeerde cirkelvormige ruimten voor te stellen, de eenheid in familiestijl te versieren, gemeenschappelijke ruimten aan te duiden met een pictogram op de deuren en de bewoners te voorzien van een bewonersaantal en functionele uitrusting om hun eigen activiteiten te bevorderen.

19.5. Ten minste één lid van het zorgpersoneel is permanent aanwezig en een tweede lid van het zorgpersoneel is aanwezig wanneer de eenheid tussen 11.00 uur en 17.00 uur vijftien of meer bewoners heeft. Alle nodige regelingen zijn getroffen om ervoor te zorgen dat de bewoners tijdens de lunchpauze worden begeleid.

19.6. Het personeel van de eenheid die overdag bewoond wordt, neemt deel aan permanente opleidingsactiviteiten in verband met de ondersteuning van mensen met ernstige cognitieve stoornissen of met de diagnose dementie. Deze opleiding omvat ten minste twee dagen per jaar en kan worden georganiseerd binnen of buiten het rusthuis waar de wooneenheid overdag wordt georganiseerd.

19.7. Beoordeling van de overige bekwaamheden van de bewoner vindt plaats in de eerste maand na binnenkomst in een rust- en verzorgingstehuis door het reactiveringspersoneel, dat wil zeggen ten minste één fysiotherapeut, ergotherapeut of logopedist en de referent dementie indien de functie binnen de instelling bestaat en in het individuele zorgdossier is ingedeeld.

In multidisciplinaire vergaderingen maken de evaluaties het mogelijk om geïndividualiseerde doelstellingen vast te stellen enerzijds en de effecten daarvan anderzijds te evalueren. De capaciteiten van elke bewoner worden opnieuw beoordeeld wanneer de gezondheidstoestand van de persoon verandert. De frequentie van deze evaluaties wordt overgelaten aan het oordeel van de beroepsbeoefenaars.

19.9. Het specifieke levensproject van de aangepaste eenheid specificeert haar waarden, doelstellingen, het verloop van een typische dag, de prioriteiten voor actie die in de loop van de tijd zijn vastgesteld en de verblijfsomstandigheden door de criteria voor insluiting en uitsluiting van de bewoners te beschrijven.”.

Art. 127. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk IX ingevoegd, bevattende punten 20.1 en 20.8, luidend als volgt:

“HOOFDSTUK IX. — Kwaliteitsnormen

20.1. Elk rusthuis en elk rust- en verzorgingstehuis moet bij de uitoefening van hun taken aan elke inwoner de nodige zorg en diensten verlenen. In dit verband ontwikkelt zij een kwaliteitsbeleid dat gebaseerd is op een systematische planning, evaluatie en verbetering van de kwaliteit van de zorg en de verleende diensten en de werking daarvan, wat met name tot uiting komt in het project voor het institutionele leven, dat is voorzien in 5.1.

Dit heeft minstens betrekking op:

1° het verstrekken van zorg en diensten die respect voor de menselijke waardigheid, privacy, ideologische, filosofische en religieuze overtuigingen, het recht op klachten, informatie en participatie van de gebruiker, waarbij ook rekening wordt gehouden met de sociale context van de gebruiker;

2° specifieke steun voor mensen met dementie of ernstige cognitieve stoornissen of met gediagnosticeerde dementie;

3° de effectiviteit en efficiëntie van de zorg en de dienstverlening en de manier waarop deze wordt geboden en functioneert;

4° de continuïteit van de zorg en dienstverlening;

5° de levering, opslag en distributie van geneesmiddelen, in voorkomend geval in overleg met apothekers.

20.2. Elk rust- en verzorgingstehuis en elk rust- en verzorgingstehuis moet een kwaliteitsprogramma hebben waarin ten minste het kwaliteitsbeleid als bedoeld in punt 20.1 en de regelingen voor en de frequentie van de evaluatie van de kwaliteit van de zorg zijn vastgelegd.

Ten minste eenmaal per jaar stelt het hoofd van de verpleegkundige(n) in overleg met de coördinerende en adviserende arts een verslag over de beoordeling van de kwaliteit van de zorg op dat ten minste de in punt 20.3 genoemde elementen bevat. Dat verslag wordt ter beschikking gehouden van het personeel.

20.3. Het rust- of rust- en verzorgingstehuis houdt ten minste één registratie bij van de volgende gegevens:

1° het aantal gevallen van drukzweren;

2° het aantal nosocomiale infecties;

3° het aantal keren dat de bewoners een val hebben gemaakt;

4° het aantal incontinenten personen;

5° de toepassing en de opvolging van contentie- of afzonderingsmaatregelen.

Eerdere dossiers worden geanalyseerd om de effectiviteit van de geleverde zorg systematisch te beoordelen. De registers worden namelijk regelmatig geanalyseerd om er kwaliteitsindicatoren uit te halen, de sterke punten te definiëren, maar ook de punten die verbeterd moeten worden en de richtsnoeren die nog moeten worden vastgesteld.

20.4. Elk rusthuis en elk rust- en verzorgingstehuis heeft geschreven procedures voor handhygiëne en het isoleren van bewoners die lijden aan een infectie die een besmettingsrisico met zich meebrengt.

Zij beschikt over de producten die bedoeld zijn om een goede handhygiëne te waarborgen en over de uitrusting die nodig is om de in het eerste lid bedoelde procedures uit te voeren.

20.5. Elk rusthuis en elk rust- en verzorgingstehuis beschikt over schriftelijke procedures die moeten worden gevolgd in geval van de toepassing van dwangmaatregelen of isolatiemaatregelen. Dergelijke maatregelen mogen slechts bij wijze van uitzondering worden toegepast om de veiligheid te waarborgen van bewoners die een gevaar vormen voor hen zelf of voor andere bewoners, overeenkomstig punt 1.1.

Voor elke bewoner wordt een formulier opgesteld indien hij onder contentie wordt geplaatst en dat het volgende vermeldt:

- 1° naam en voornaam van de bewoner;
- 2° aanvangsdatum van de beslissing;
- 3° motieven en doelen;
- 4° type contentie;
- 5° nadere toepassingsregel van de contentie : permanent, nacht...;
- 6° een voorafgaande informatieverstrekking aan de familie of de vertegenwoordiger van de bewoner;
- 7° ondertekening huisarts;
- 8° ondertekening verpleegkundige;
- 9° wekelijkse evaluatie.

Voordat er contentie- of isolatiemaatregelen worden genomen, worden alternatieven door het gezondheidsteam in overweging genomen

De gebruikte contentieuitrusting is aangepast aan de behoeften van de bewoner en is toereikend.

Er wordt een risicoanalyse uitgevoerd onder risicobewoners, met name door herhaalde valpartijen voor personen die geen contentie ondergaan.

20.6. Het rusthuis heeft een functionele koppeling met een geaccrediteerde geriatrie dienst (index G) of een geaccrediteerde dienst voor behandeling en functionele revalidatie voor patiënten met psychogeriatrische aandoeningen (index Sp-psycho geriatrie). Deze functionele koppeling is het onderwerp van een schriftelijke overeenkomst, waarin met name is vastgelegd dat afdeling G of Sp-psycho geriatrie en het rust- en verzorgingstehuis ten minste één bijeenkomst per jaar organiseren. De geplande vergaderingen zijn gericht op zowel overleg als permanente opleiding van het personeel van beide partners. Het bewijs van de uitvoering van deze schriftelijke overeenkomsten wordt geleverd.

20.7. Elk rusthuis en elk rust- en verzorgingstehuis moet de bewoners uitnodigen om in een open en ongedwongen klimaat hun mogelijke wensen voor toekomstige zorg en behandeling kenbaar te maken. Op verzoek van de bewoner worden deze wensen ook vermeld in het zorgdossier, met dien verstande dat zij te allen tijde kunnen worden herroepen en dat dit de zorgverlener niet ontslaat van zijn verplichting om steeds de werkelijke wensen van de patiënt te kennen.

20.8. Elk rusthuis en elk rust- en verzorgingstehuis stelt een opleidingsbeleid vast dat is aangepast aan elk vakgebied.”

Art. 128. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk X ingevoegd, bevattende punten 21.1 en 21.5, luidend als volgt:

“HOOFDSTUK X. — Deelname aan en onderzoek van de suggesties en klachten van de bewoners

21.1. Er wordt in elk rustoord en in elk rust- en verzorgingstehuis een bewonersraad opgericht die minstens één keer per kwartaal vergadert. Om de goede werking van deze raad te waarborgen, krijgt hij de steun van het personeel van het rusthuis of van het rust- en verzorgingstehuis.

21.2. Deze raad is samengesteld uit bewoners van het rusthuis of het rust- en verzorgingstehuis of hun gezinsleden. De directeur of diens vertegenwoordiger kunnen de vergaderingen van de raad bijwonen. De bijgewerkte nominale lijst van de leden van de bewonerscommissie wordt op een zichtbare plaats geplaatst.

21.3. Deze raad kan, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de directeur, een advies uitbrengen over alle aangelegenheden betreffende de algemene werking van het rusthuis of het rust- en verzorgingstehuis. Een verslag van de vergaderingen wordt geschreven en kan worden geraadpleegd door de bewoners of hun familieleden en hun vertegenwoordigers.

21.4. De ambtenaren die verantwoordelijk zijn voor de inspectie van rusthuizen en rust- en verzorgingstehuizen kunnen deze rapporten op elk moment raadplegen

21.5. Suggesties, opmerkingen of klachten kunnen door de bewoner, zijn vertegenwoordiger of zijn gezin worden geregistreerd in een register. De klager wordt op de hoogte gesteld van het gevolg dat aan zijn of haar klacht is gegeven. Dit register wordt eenmaal per kwartaal op eenvoudig verzoek aan de bewonerscommissie voorgelegd.”

Art. 129. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk XI ingevoegd, met “Palliatieve zorgen” als opschrift, bevattende punten 22.1 en 22.3, luidend als volgt:

“HOOFDSTUK XI. — Palliatieve zorgen

22.1. Ter ondersteuning van de zorg aan het einde van het leven in het rust- en verzorgingstehuis zijn de coördinerende en adviserende arts en de hoofdverpleegkundige(n) er verantwoordelijk voor om:

- 1° een cultuur van palliatieve zorg te ontwikkelen en het personeel bewust te maken van de noodzaak ervan;
- 2° alliatieve zorgadviezen te geven aan verpleegkundigen, bewakers en paramedici, heractiveringspersoneel en kinesitherapeuten;
- 3° het actualiseren van de kennis van de in punt 2 bedoelde personeelsleden met betrekking tot palliatieve zorg te verzekeren;
- 4° de naleving te garanderen van de wetgeving inzake euthanasie en palliatieve zorg, alsmede inachtneming van de wensen van de bewoner met betrekking tot zijn of haar levenseinde of vroegtijdige verklaring met betrekking tot euthanasie.

22.2. Het rust- en verzorgingstehuis is functioneel verbonden met een dienst voor palliatieve zorg Sp, zoals bedoeld in rubriek IIIa “Specifieke normen per specialiteit”, punt B “Specifieke normen voor de dienst Sp palliatieve zorg”, bijzondere normen voor de gespecialiseerde dienst voor behandeling en revalidatie, index Sp, gehecht aan het koninklijk besluit van 23 oktober 1964 tot vaststelling van de normen waaraan ziekenhuizen en hun diensten moeten voldoen.

22.3. Het rust- en verzorgingstehuis werkt samen met de vereniging in de palliatieve zorg in het betreffende geografische gebied en werkt samen met ten minste één verpleegkundige of ziekenhuishygiënist.”.

Art. 130. In bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk XII ingevoegd, bevattende punten 23.1 en 23.5, luidend als volgt:

“HOOFDSTUK XII. — *Centrum voor niet-aangeboren hersenletsels*

23. 1. Algemene normen

23.1. Het Centrum voor Verworven Hersenletsels is bedoeld voor mensen met een niet-aangeboren hersenbeschadiging, echter met dien verstande dat

a) dat deze personen werden overgedragen door een “expertisecentrum voor comateuze patiënten”, zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 4 juni 2008 tot vaststelling van de normen waaraan het “expertisecentrum voor comateuze patiënten” moet voldoen om te worden erkend, tenzij het gaat om personen die gedomicilieerd zijn in een gemeenschap of een gewest waar geen enkel “expertisecentrum” erkend is”. Om dit zorgtraject te garanderen, worden deze personen overgebracht door een vergelijkbare afdeling waarin gedurende een beperkte periode intensieve en specifieke revalidatie heeft plaatsgevonden. De overdracht wordt voorafgegaan door een overleg tussen de artsen van voornoemde afdeling en een “expertisecentrum voor comateuze patiënten” om tot een gunstig advies over de opname te komen. Bovendien worden deze personen binnen 3 dagen na hun opname onderzocht door een gespecialiseerde arts van het “expertisecentrum voor comateuze patiënten”, die de externe verbindingfunctie met het centrum garandeert;

b) dat deze personen sterk afhankelijk zijn van de hulp van de derden om de handelingen van het dagelijks leven te kunnen verrichten en dus behoren tot de categorie van de afhankelijkheid zoals bepaald in het laatste lid van artikel 148 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en schadeloosstelling, gecoördineerd op 14 juli 1994.

24. 2. Elk centrum voor verworven hersenbeschadiging heeft ten minste vijf bedden.

23.2. Architecturale normen

De netto oppervlakte per eenpersoonskamer moet ten minste 12 m² bedragen, met uitzondering van sanitaire voorzieningen. De oppervlakte is vergroot tot 18 m² voor tweepersoonskamer, sanitair niet inbegrepen.

In nieuwe gebouwen worden de bedden geïnstalleerd in een eenpersoonskamer met een minimale oppervlakte van 18 m².

23.3. Functionele normen

Het centrum beschikt over voldoende aangepaste zorguitrusting.

De volgende apparatuur is minstens beschikbaar: liften, verzadigers, matrassen ter voorkoming van “wisselende” drukzweren, baden en bedden met variabele hoogte, rolstoelen, bronchiale afzuigapparatuur en aangepaste revalidatieapparatuur.

23.4. Organisatienormen

Voor elke 30 inwoners als bedoeld in punt 24.1, 1, is de personeelsnorm als volgt:

- a) 7 voltijdsequivalenten van verplegend personeel, waaronder één hoofdverpleegkundige;
- b) 12 voltijdse equivalenten van verzorgers en verzorgers, waarvan ten minste 95% verzorgers; vanaf 1 januari 2015 komen alleen verzorgers in aanmerking voor steun;
- c) 1 voltijds equivalent van fysiotherapeut of ergotherapeut of logopedist in voltijds equivalent;
- d) 1,5 voltijds equivalenten van het reactiveringpersoneel.

Het centrum richt zich op het organiseren van de opleiding van zorgpersoneel, paramedici en verpleegkundigen in de zorg voor mensen met verworven hersenletsel.

23.5. Kwaliteitsnormen

Het Centrum voor Verworven Hersenletsel wijst een aanspreekpunt aan voor ethische kwesties waarmee het personeel en de familie of de vertegenwoordiger van de patiënt te maken krijgen.

Elk centrum voor verworven hersenletsel werkt samen met een “expertisecentrum” dat erkend is voor comateuze patiënten, zoals bedoeld in het voormelde Koninklijk Besluit van 4 juni 2008. In het kader van deze samenwerking worden de modaliteiten bepaald waarmee het expertisecentrum zijn externe verbindingfunctie met het centrum voor verworven hersenletsel garandeert. De juiste wijze wordt meer bepaald opgegeven voor:

- 1° het ontslag van de patiënt uit het expertisecentrum wordt in overleg voorbereid en gecontroleerd;
- 2° de permanente opleiding van het personeel van het centrum voor verworven hersenletsel wordt verzorgd door het expertisecentrum;
- 3° gespecialiseerd advies wordt uitgewisseld als antwoord op complexe individuele problemen;
- 4° het centrum kan een beroep doen op de ethische commissie van het ziekenhuis dat het expertisecentrum exploiteert.”.

Art. 131. In bijlage 121 bij hetzelfde Wetboek wordt de inleidende zin aangevuld met drie leden luidend als volgt:

“De serviceflat wordt georganiseerd door een rechtspersoon.

In het geval van een serviceflat bedoeld in artikel 334, 2°, c), i), van het decreetgevend Wetboek, is deze rechtspersoon ofwel eigenaar van het woongebouw of heeft hij een mandaat van de eigenaar om het gebouw als serviceflat te exploiteren.

In het geval van een serviceflat bedoeld in artikel 334, 2°, c), i), van het decreetgevend Wetboek, heeft deze rechtspersoon ofwel eigenaar van het woongebouw of heeft hij een mandaat van de eigenaar om het gebouw als serviceflat te exploiteren. In dit verband zal de Minister de voor de toepassing van deze bepaling noodzakelijke modelovereenkomsten nader vaststellen.”.

Art. 132. In bijlage 121 van hetzelfde Wetboek vervallen, in de Franse versie, onder punt 1.9 de woorden “de septante ans au moins”.

Art. 133. In bijlage 121 van hetzelfde Wetboek worden, onder punt 2.1.3., de woorden “in hoofdstuk VI van deze bijlage” vervangen door de woorden “in de artikelen 1402/1 tot 1402/10 van dit Wetboek”.

Art. 134. In bijlage 121 bij hetzelfde Wetboek wordt een punt 2.1.8 ingevoegd, luidend als volgt:

“2.1.8. Indien de beheerder bij afwezigheid van de bewoner in geval van ziekenhuisopname, weekend, vakantie of enige andere reden een korting op de verblijfskosten voorziet, stelt hij de voorwaarden in de overeenkomst vast. In het tegenovergestelde geval zou er niets in de overeenkomst moeten worden gespecificeerd. - ».

Art. 135. In bijlage 121 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 3.1.1 vervangen door hetgeen volgt:

“3.1.1. Het verzamelen en verwerken van de daarin opgeslagen gegevens geschiedt overeenkomstig Verordening (EU) nr. 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens.”.

Art. 136. In bijlage 121 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 3.1.3 vervangen door hetgeen volgt:

“3.1.3. Een lijst van de personeelsleden die toegang hebben tot dit dossier, overeenkomstig de bovengenoemde verordeningen en wetgeving, wordt bijgewerkt.”.

Art. 137. In bijlage 121 bij hetzelfde Wetboek, onder punt 7.1.2. wordt het woord “bedden” vervangen door het woord “plaatsen”.

Art. 138. In bijlage 121 van hetzelfde Wetboek vervallen onder punt 8.6 de woorden “ouder dan zestig jaar” en wordt het woord “oudere” ingevoegd tussen het woord “andere” en het woord “personen”.

Art. 139. In bijlage 121 bij hetzelfde Wetboek worden hoofdstuk VI, bevattende de punten 10.0 en 10.2, en hoofdstuk VII, bevattende punten 11.1 tot 11.3, opgeheven.

Art. 140. In bijlage 122 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 1.4 aangevuld met een lid luidend als volgt:

“De vervoersmogelijkheden van en naar het centrum, georganiseerd door het centrum of andere operatoren.”.

Art. 141. In bijlage 122 bij hetzelfde Wetboek worden, onder punt 2.1.3., de woorden “in hoofdstuk VI van deze bijlage” vervangen door de woorden “in de artikelen 1402/1 tot 1402/10 van dit Wetboek”.

Art. 142. In bijlage 122 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 6.1.3 vervangen door hetgeen volgt:

“6.1.3. Het verzamelen en verwerken van de daarin opgeslagen gegevens geschiedt overeenkomstig Verordening (EU) nr. 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens.”.

Art. 143. In bijlage 122 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 7.1 aangevuld met volgend lid:

“Als er meer dan 20 bewoners aanwezig zijn in het avond- of nachtopvangcentrum, moeten er ten minste twee verplegend of heractiveringspersoneel aanwezig zijn in de ruimten van het betreffende rusthuis of rust- en verzorgingstehuis.”.

Art. 144. In bijlage 122 bij hetzelfde Wetboek, onder punt 7.3.1. wordt het woord “bedden” vervangen door het woord “plaatsen”.

Art. 145. In bijlage 122 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 8.1.1 aangevuld met volgend lid:

“Wanneer het opvangcentrum meer dan 15 plaatsen telt, moet het aantal vierkante meter per plaats met een exploitatievergunning ten minste negen vierkante meter per plaats bedragen, met een minimum van 150 vierkante meter.”.

Art. 146. In bijlage 122 bij hetzelfde Wetboek wordt punt 8.3.2. aangevuld met de woorden “per aangevatte schijf van 15 plaatsen.”.

Art. 147. In bijlage 122 van hetzelfde Wetboek worden, onder punt 8.3.7., de woorden “per aangevatte schijf van 15 plaatsen” ingevoegd tussen het woord “badkuip” en het woord “, die”.

Art. 148. In bijlage 122 van hetzelfde Wetboek wordt hoofdstuk VII opgeheven.

Art. 149. In bijlage 122 bij hetzelfde Wetboek worden een punt 11.0 ingevoegd, luidend als volgt:

“11.0 Het zorgcentrum is functioneel verbonden met een rusthuis of een rust- of verzorgingstehuis. Als het gelegen is in één van die structuren, vormt het daar een eenheid op zich.”.

Art. 150. In bijlage 122 bij hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk IX ingevoegd, bevattende punten 12.1 en 12.4, luidend als volgt:

“HOOFDSTUK IX. — Dagezorgverblijven voor afhankelijke ouderen

12. 1. Algemene normen

Het dagzorgcentrum voor afhankelijke ouderen is bestemd voor zorgbehoevenden, met dien verstande dat hun algemene gezondheidstoestand, naast de zorg van de huisarts, verpleging, paramedische en fysiotherapeutische zorg en hulp bij de activiteiten van het dagelijks leven vereist. Deze personen voldoen ook aan de afhankelijkheidscriteria bedoeld in artikel 148a, eerste lid, 3° van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet van 14 juli 1994 tot coördinatie van de wet op de verplichte ziektekosten- en vergoedingsverzekeringen.

12.2. Functionele normen

Het zorgcentrum voor afhankelijke ouderen is functioneel verbonden met een rusthuis of een rust- of verzorgingstehuis. Als het gelegen is in één van die structuren, vormt het daar een eenheid op zich.

12.3. Organisatienormen

12.3.1. De normen voor het personeel door vijftien gebruikers zijn als volgt vastgesteld:

a) 0,5 voltijdsequivalent verpleegkundige;

2.03 voltijdsequivalenten die de verpleegkundigen daadwerkelijk bijstaan bij de zorgverlening, de verzorging van personen ten laste bijstaan in het dagelijkse leven, de handhaving van de autonomie en de handhaving van de kwaliteit van de huisvesting en het leven; dit personeel moet ten minste over de volgende kwalificaties beschikken: een getuigschrift of diploma van middelbare school, een getuigschrift van middelbare school, een getuigschrift van vakbekwaamheid, een getuigschrift van middelbare school of een getuigschrift van middelbare school van: gezinsleden

en gezondheidswerkers, kinderverzorgers, kandidaat-verpleegkundigen, "leefgroepwerking", "gezins- en bejaardenhelpsters", "personenzorg", geriatisch assistent, opvoeder, gemeenschapsmonitor, hulpfunctionaris voor thuis- en gemeenschapsdiensten, hulpfunctionaris of hulpfunctionaris voor de gemeenschap of hulpfunctionaris voor de zorg, worden beschouwd als leden van het verplegend personeel, personen die met succes een opleiding hebben gevolgd die erkend is door de bevoegde autoriteit van de betrokken gemeenschap;

c) 2.03 voltijdsequivalenten die de verpleegkundigen daadwerkelijk bijstaan bij de zorgverlening, de verzorging van personen ten laste bijstaan in het dagelijks leven, de handhaving van de autonomie en de kwaliteit van de huisvesting en het leven; deze personeelsleden moeten ten minste over de volgende kwalificaties beschikken: een getuigschrift of diploma van een middelbare school, een getuigschrift van een opleiding in het secundair onderwijs, een getuigschrift van vakbekwaamheid, een getuigschrift van vakbekwaamheid, een getuigschrift van een middelbare school: gezins- en gezondheidshulpfunctionaris, kinderverzorger, kandidaat-verpleegkundige, "leefgroepwerking", "gezins- en bejaardenhelpster", "personenzorg", geriatisch medewerker, opvoeder, gemeenschapsinstructeur, hulpfunctionaris voor thuiszorg, hulpfunctionaris voor gemeenschapsdiensten, hulpfunctionaris voor gemeenschapsdiensten of hulpfunctionaris voor de zorg; personen die met goed gevolg een door de bevoegde autoriteit van de betrokken gemeenschap erkende opleiding hebben gevolgd, worden als zorgpersoneelslid beschouwd;

c) 0, fysiotherapeut of ergotherapeut of logopedist in voltijds equivalent;

0,60 voltijdse equivalenten die een reactiveringsfunctie uitoefenen voor ouderen, met een van de volgende kwalificaties: diploma of bachelor- of masterdiploma in de fysiotherapie, diploma of bachelor- of masterdiploma in de fysiotherapie, diploma of masterdiploma in de logopedie, diploma of bachelordiploma in de ergotherapie, diploma of bachelordiploma in de revalidatiewetenschappen, diploma of bachelorgraad in de diëtica, diploma of bachelor- of masterdiploma in de orthopedagogiek, diploma of bachelorgraad of postdoctoraal diploma of masterdiploma in de psychomotriciteit, licentie of masterdiploma in psychologie, diploma of baccalaureaat van assistent in psychologie en gelijkgesteld, diploma of baccalaureaat van sociaal assistent van sociaal assistent, sociaal werker of sociaal werker van in de sociale gezondheidszorg, sociaal verpleegkundige of gemeenschapszorgverpleegkundige, diploma of baccalaureaat in gezinswetenschappen, diploma of master in gerontologie, diploma of baccalaureaat van opvoeder.

12.3.2. Ten minste één persoon die voldoet aan de in een van de bovenstaande punten genoemde voorwaarden is permanent aanwezig om de opvang en verzorging van personen te waarborgen

12.3.3. Indien het centrum niet voldoet aan de in punt 1 bedoelde personeelsnormen voor een of meer kwalificaties, kan een tekort per kwalificatie worden gecompenseerd door een overschot aan personeel in een andere kwalificatie overeenkomstig de in lid 2 vastgestelde regels. Deze compensatie is echter niet mogelijk in het geval van een tekort met betrekking tot de in 12.3.1, d) bedoelde personeelsnorm.

De in het eerste lid bedoelde compensatie wordt overeenkomstig de volgende regels toegepast:

a) een tekort aan heractiveringspersoneel als bedoeld in punt 12.3.1, onder d), mag worden gecompenseerd door een overschot aan gediplomeerd verpleegkundigen of baccalaureaatsverpleegkundigen van maximaal 20 %;

b) een tekort aan verpleegkundigen als bedoeld in punt 12.3.1, onder a), mag worden gecompenseerd door een overschot aan heractiveringspersoneel als bedoeld in punt 12.3.1, onder d), dat ten hoogste 20 % bedraagt;

c) een tekort aan verplegend personeel als bedoeld in punt 12.3.1, onder b), kan voor onbepaalde tijd worden gecompenseerd door een overschot aan verplegend personeel als bedoeld in punt 12.3.1, onder a), of door reactiveringspersoneel als bedoeld in punt 12.3.1, onder d).

12.4. Statistieke gegevens

De dagzorgcentra voor afhankelijke bejaarden verstrekken de minister binnen de voorgeschreven termijnen en volgens de voorgeschreven procedures alle statistische gegevens met betrekking tot hun vestiging."

Art. 151. In bijlage 122 bij hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk X ingevoegd, bevattende punten 13.1 en 13.3.4, luidend als volgt:

"HOOFDSTUK X. — Dagzorgcentra voor personen met een ernstige ziekte

13.1. Algemene normen

Het dagzorgcentrum voor personen met een ernstige ziekte is bestemd voor personen die voldoen aan de criteria bepaald in artikel 148bis, tweede lid, van het Koninklijk Besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte ziektekosten- en vergoedingswet, gecoördineerd op 14 juli 1994, namelijk personen die, ongeacht hun leeftijd, voldoen aan alle criteria vermeld in 1° tot 5°, ofwel voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 2 december 1999 tot vaststelling van de tussenkomst van de verplichte ziektekostenverzekering voor geneesmiddelen, zorguitrusting en hulpmiddelen voor palliatieve patiënten thuis, bedoeld in artikel 34, 14°, van de wet betreffende de verplichte ziektekosten- en vergoedingsverzekering, gecoördineerd op 14 juli 1994. Het dagzorgcentrum voor mensen met ernstige ziekten biedt ondersteuning voor:

1° de beheersing van pijn en symptomen in geval van geestelijk of lichamelijk lijden als gevolg van de progressie van de ziekte of de daarmee samenhangende behandeling;

2° aangepaste en aanvullende zorg;

3° revalidatie en in het bijzonder het aanleren van specifieke vaardigheden in het dagelijks leven.

13.2. Functionele normen

Erkenning als dagzorgcentrum voor mensen met een ernstige ziekte wordt verleend voor minimaal vijf plaatsen en maximaal vijftien plaatsen in een architecturaal gescheiden entiteit.

Het centrum is ten minste 5 dagen per week gedurende minimaal 6 uur per dag geopend.

Voor elke patiënt wordt een gezamenlijk zorgplan opgesteld.

Het centrum organiseert een functionele samenwerking met:

1° een ziekenhuis met een palliatieve zorg Sp-dienst;

2° een ziekenhuis met een nood- en intensive care-functie;

de bevoegde vereniging voor palliatieve zorg en het thuisondersteuningsteam;

4° een rusthuis of een rust- en verzorgingstehuis.

Het centrum werkt mee aan het werk van de kring of kringen van huisartsen die aanwezig zijn in zijn werkgebied.

Het centrum biedt een koppeling tussen intra- en extramurale zorg om de continuïteit van de zorg te waarborgen.

13.3. Organisatienormen

13.3.1. De medische begeleiding wordt verzorgd door een huisarts of specialist met bijzondere ervaring in de palliatieve zorg.

Deze arts is verantwoordelijk voor de coördinatie van de medische activiteit van het centrum, de toegangscodes, de zorgplannen en de voorschriften die nodig zijn voor de zorg in het centrum.

Om deze medische coördinatiefunctie te verzekeren, zal de arts minstens 5 uur per week aanwezig zijn in het zorgverblijf voor 15 gebruikers.

Op verzoek van de verantwoordelijke verpleegkundige in het centrum kan de behandelend arts van de patiënt worden opgeroepen om medische diensten te verlenen.

12.3.1. De normen voor het personeel door vijftien gebruikers zijn als volgt vastgesteld:

- a) 2,5 voltijdsequivalent verpleegkundige;
- b) 2 voltijdsequivalent zorgkundige;
- c) 1,5 voltijds equivalenten van het heractiveringspersoneel, zoals gedefinieerd in bijlage 120 bij het reglementair deel van het Wetboek; waarvan ten minste 0,5 voltijds equivalenten klinisch psycholoog.

12.3.2. Ten minste één persoon die voldoet aan de in 13.3.2. genoemde voorwaarden is permanent aanwezig om de opvang en verzorging van personen te waarborgen.

12.3.3. Indien het centrum niet voldoet aan de in punt 13.3.2. bedoelde personeelsnormen voor een of meer kwalificaties, kan een tekort per kwalificatie worden gecompenseerd door een overschot aan personeel in een andere kwalificatie overeenkomstig de in lid 2 vastgestelde regels. Deze compensatie is echter niet mogelijk in het geval van een tekort met betrekking tot de in 12.3.1. d) bedoelde personeelsnorm.

De in het eerste lid bedoelde compensatie wordt overeenkomstig de volgende regels toegepast:

1° een tekort aan heractiveringspersoneel als bedoeld in punt 12.3.1, onder d), mag worden gecompenseerd door een overschot aan gediplomeerd verpleegkundigen of baccalaureaatsverpleegkundigen van maximaal 20 %;

2° een tekort aan verpleegkundigen als bedoeld in 13.3.2, onder a), kan voor maximaal twintig procent worden gecompenseerd door een overschot aan heractiveren van het personeel;

3° een tekort aan zorgkundigen als bedoeld in 13.3.2, sub b), kan voor onbepaalde tijd worden gecompenseerd door een overschot aan verplegend en/of heractiveringspersoneel.”.

HOOFDSTUK II. — *Opheffings- en overgangsbepalingen*

Art. 152. Het koninklijk besluit van 21 september 2004 tot vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning als rust- en verzorgingstehuis of als dagverblijf en als centrum voor verworven hersenletsel, zoals laatstelijk gewijzigd door het besluit van de Waalse regering van 18 december 2014, wordt opgeheven.

Art. 153. Artikel 75 is alleen van toepassing op nieuwe gebouwen of renovaties.

In afwijking van het eerste lid moeten, indien de in artikel 75 bedoelde elementen in het rust- of verzorgingstehuis aanwezig zijn, deze elementen in afwijking van het eerste lid worden opgenomen in de basisprijzen, die, onder voorbehoud van een toelichtend dossier, in het jaar na de datum van inwerkingtreding van dit besluit worden herzien.

Art. 154. Alle aanvragen voor logies- of onthaalprijzen of margeverplichtingen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit zijn ingediend op grond van vroegere reglementaire bepalingen, waarover nog geen beslissing is genomen of waarvan de termijn nog niet is verstreken, worden behandeld overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit van 12 augustus 2005 tot vaststelling van bijzondere bepalingen betreffende de prijzen voor bejaardentehuizen.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 155. Het agentschap richt onder zijn leden een technische werkgroep op, bestaande uit federaties die de sector vertegenwoordigen en vertegenwoordigers van de ouderen, om de uitvoering van deze hervorming te waarborgen. De technische werkgroep is met name verantwoordelijk voor het toezicht op de naleving van de in de bijlagen 120, 121 en 122 bedoelde erkenningsnormen en voor het toezicht op de kwaliteitsaanpak in de inrichtingen.

Art. 156. De Minister van Gezondheid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 157. Dit besluit treedt in werking de dag van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van lid treden de artikelen 42 en 58 treden in werking op 1 januari 2020.

Namen, 16 mei 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. GREOLI

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/42167]

26 SEPTEMBRE 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les cadres linguistiques de Bruxelles Environnement

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, l'article 43;

Vu la consultation des organisations syndicales reconnues telle que visée à l'article 54, alinéa 2, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966;

Vu l'avis n° 50.444 de la Commission permanente de contrôle linguistique, donné le 5 juillet 2019;

Considérant l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant Bruxelles Environnement;

Considérant la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles, l'article 32;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/42167]

26 SEPTEMBER 2019. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de taalkaders van Leefmilieu Brussel

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, artikel 43;

Gelet op de raadpleging van de erkende syndicale organisaties als bedoeld in artikel 54, lid 2, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken gecoördineerd op 18 juli 1966;

Gelet op het advies nr. 50.444 van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht, gegeven op 5 juli 2019;

Overwegende het koninklijk besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van Leefmilieu Brussel;

Overwegende de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen, artikel 32;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juin 2013 fixant les cadres linguistiques de Bruxelles Environnement;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 mai 2017 fixant le plan de personnel pour l'année 2017 de Bruxelles Environnement;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2019 déterminant les grades des agents de Bruxelles Environnement qui constituent un même degré de la hiérarchie;

Considérant que les cadres linguistiques actuels sont en vigueur jusqu'au 25 juin 2019

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement,

Arrête :

Article 1^{er}. Aux premier, deuxième et troisième degrés de la hiérarchie, les emplois de Bruxelles Environnement sont répartis selon les cadres linguistiques suivants :

Degrés de la hiérarchie Trappen van de hiërarchie	Cadre néerlandais Pourcentage d'emplois – Nederlands kader Percentage betrekkingen	Cadre français Pourcentage d'emplois - Frans kader Percentage betrekkingen	Cadre bilingue Tweetalig kader	
			Réservés aux fonctionnaires du rôle linguistique néerlandais - Voorbehouden aan de ambtenaren van de Nederlandse taalrol	Réservés aux fonctionnaires du rôle linguistique français - Voorbehouden aan de ambtenaren van de Franse taalrol
1	40 %	40 %	10 %	10 %
2	40 %	40 %	10 %	10 %
3	40 %	40 %	10 %	10 %

Art. 2. Du quatrième au onzième degré de la hiérarchie, les emplois de Bruxelles Environnement sont répartis selon les cadres linguistiques suivants :

Degrés de la hiérarchie Trappen van de hiërarchie	Cadre néerlandais - Pourcentage d'emplois Nederlands kader - Percentage betrekkingen	Cadre français - Pourcentage d'emplois Frans kader - Percentage betrekkingen
4	27,05 %	72,95 %
5	27,05 %	72,95 %
6	27,05 %	72,95 %
7	27,05 %	72,95 %
8	27,05 %	72,95 %
9	27,05 %	72,95 %
10	27,05 %	72,95 %
11	27,05 %	72,95 %

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 26 juin 2019.

Art. 4. Le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 septembre 2019.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale,
R. VERVOORT

Le Ministre en charge de la Transition climatique,
de l'Environnement, de l'Énergie et de la Démocratie participative,
A. MARON

Overwegende het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juni 2013 tot vaststelling van de taalkaders van Leefmilieu Brussel;

Overwegende het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 11 mei 2017 ter bepaling van het personeelsplan voor het jaar 2017 voor Leefmilieu Brussel;

Overwegende het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2019 tot vaststelling van de graden van de personeelsleden van Leefmilieu Brussel die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen;

Overwegende dat de actuele taalkaders in werking zullen zijn tot en met 25 juni 2019;

Op voordracht van de Minister van Leefmilieu,

Besluit :

Artikel 1. Op de eerste, tweede en derde trappen van de hiërarchie zijn de betrekkingen van Leefmilieu Brussel volgens de volgende taalkaders ingedeeld

Art. 2. Van de vierde tot de elfde trap van de hiërarchie worden de betrekkingen van Leefmilieu Brussel ingedeeld in de volgende taalkaders :

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 26 juni 2019.

Art. 4. De minister die bevoegd is voor Leefmilieu, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 september 2019.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

R. VERVOORT

De Minister belast met Klimaattransitie, Leefmilieu,
Energie en Participatieve Democratie,
A. MARON